

**ЧЕТВЪРТЪК 25 СЕПТЕМБРИ 2008 Г.**  
**JUEVES 25 DE SEPTIEMBRE DE 2008**  
**ČTVRTEK, 25. ZÁŘÍ 2008**  
**TORSdag DEN 25. SEPTEMBER 2008**  
**DONNERSTAG, 25. SEPTEMBER 2008**  
**NELJAPÄEV, 25. SEPTEMBER 2008**  
**ΠΕΜΠΤΗ 25 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 2008**  
**THURSDAY, 25 SEPTEMBER 2008**  
**JEUDI 25 SEPTEMBRE 2008**  
**GIOVEDI' 25 SETTEMBRE 2008**  
**CETURTDIENA, 2008. GADA 25. SEPTEMBRIS**  
**2008 M. RUGSĒJO 25 D., KETVIRTADIENIS**  
**2008. SZEPTEMBER 25., CSÜTÖRTÖK**  
**IL-HAMIS, 25 TA' SETTEMBRU 2008**  
**DONDERDAG 25 SEPTEMBER 2008**  
**CZWARTEK, 25 WRZEŚNIA 2008**  
**QUINTA-FEIRA, 25 DE SETEMBRO DE 2008**  
**JOI 25 SEPTEMBRIE 2008**  
**ŠTVRTOK 25. SEPTEMBRA 2008**  
**ČETRTEK, 25. SEPTEMBER 2008**  
**TORSTAI 25. SYYSKUUTA 2008**  
**TORS DAGEN DEN 25 SEPTEMBER 2008**

---

**PRZEWODNICZY: MAREK SIWIEC**  
*Wiceprzewodniczący*

## **1 - Otwarcie posiedzenia**

*(Posiedzenie zostało otwarte o godz. 10.00)*

## **2 - Debata roczna w sprawie postępów w przestrzeni wolności, bezpieczeństwa i sprawiedliwości (art. 2 i 39 TUE) (złożone projekty rezolucji): Patrz protokół**

## **3 - Przesunięcie środków: patrz protokół**

## **4 - Pakiet socjalny (część druga: transgraniczna opieka zdrowotna) (debata)**

**Przewodniczący.** – Kolejnym punktem porządku dziennego są oświadczenia Rady i Komisji dotyczące pakietu socjalnego (część druga: transgraniczna opieka zdrowotna).

**Roselyne Bachelot-Narquin, Présidente en exercice du Conseil.** – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, chère Androula Vassiliou, Monsieur le rapporteur, cher John Bowis, Mesdames et Messieurs les corapporteurs, Mesdames et Messieurs les rapporteurs pour avis, Mesdames et Messieurs les parlementaires, je remercie le Parlement européen d'avoir accepté de repousser notre séance de travail initialement prévue au début de ce mois.

Comme vous le savez, la Présidence française accorde une grande importance à la concertation et au dialogue sur les textes à caractère législatif. Je tenais absolument à avoir un premier échange de vues avec mes collègues ministres lors de la réunion informelle des ministres qui s'est déroulée les 8 et 9 septembre derniers à Angers, avant de venir devant vous pour exposer, non pas la position française, bien entendu, mais la position du Conseil des vingt-sept ministres de la santé.

Ce premier échange de vues, comme les premiers travaux lancés au sein du groupe Santé du Conseil, ne me permettra pas de répondre à toutes vos questions sur un sujet aussi complexe et aussi riche, mais assurément, notre séance de ce jour permettra à la commissaire en charge de la santé d'expliquer les grands choix de la Commission européenne et me permettra de vous faire partager les premières impressions du Conseil.

Le Conseil est favorable à l'adoption d'une directive sur les soins de santé transfrontaliers et les droits des patients. Il n'est pas concevable de laisser le droit se construire dans ce domaine par la seule jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes. Dans mon esprit, comme dans celui de mes collègues, cette réflexion ne doit pas être interprétée comme une critique de la Cour, ni même du contenu des arrêts, qui sont souvent porteurs de grandes avancées pour les patients. Néanmoins, il n'est pas souhaitable que l'Europe de la santé ne soit pas bâtie par les deux colégislateurs, c'est-à-dire vous et nous, et à l'issue d'un dialogue politique et d'un processus démocratique. Notre objectif commun doit être de construire un cadre législatif susceptible de contribuer à la sécurité juridique.

Deuxième point: les délégations des vingt-sept pays ont été unanimes à Angers pour saluer la qualité du travail réalisé ces derniers mois et pour reconnaître qu'elles ont été entendues à l'occasion des récentes consultations. La commissaire Androula Vassiliou a été chaleureusement remerciée pour cela lors de la réunion informelle des ministres. En effet, la Présidence slovène vous a certainement fait part des grandes réticences du Conseil par rapport à la version initiale du texte, dont les grandes lignes avaient été présentées au Conseil EPSCO du 19 décembre 2007. Seule une petite minorité d'États avait appuyé cette version. Cette hostilité était d'ailleurs largement relayée dans votre Parlement, comme me l'ont confirmé les parlementaires rencontrés à l'occasion de mes consultations de préparation de la Présidence française à Strasbourg, à Bruxelles et à Paris. Le dialogue politique engagé par la commissaire Vassiliou dès son arrivée à ses fonctions a incontestablement permis d'asseoir une bonne base de négociation et le Conseil s'en félicite.

Troisième point: concernant le calendrier, cette proposition adoptée par le collège des commissaires le 2 juillet est arrivée trop tardivement pour que nous puissions envisager une première lecture sous notre Présidence, mais nous pousserons les négociations au Conseil le plus loin possible, tout en engageant un dialogue politique avec le Parlement européen. Ainsi, le groupe de santé publique s'est déjà penché à plusieurs reprises sur la directive. Il se réunit à nouveau demain pour continuer l'examen article par article du texte. Sur cette thématique comme sur nos autres priorités politiques, la France jouera le jeu du trio présidentiel en travaillant en bonne intelligence avec la République tchèque et la Suède. Pour mémoire, je vous rappelle que le thème de l'Europe de la santé au service des patients est une priorité de notre programme commun de dix-huit mois.

Quatrième point: pour ce qui est du champ d'application du projet de directive, je sais, pour en avoir parlé avec les parlementaires de la commission du marché intérieur, en déplacement à Paris en mai dernier, que beaucoup parmi vous regrettent le choix de limiter ce texte à la seule mobilité des patients et de ne pas aborder la question de la mobilité des professionnels. Pour avoir été parlementaire européen au moment du vote du rapport d'Evelyne Gebhardt, et pour avoir quitté le Parlement juste quelques jours avant le débat sur le rapport de Bernadette Vergnaud, je comprends bien la logique de cette revendication. L'exclusion des services de santé de la directive Services dans le marché intérieur laisse une zone grise qui n'est pas entièrement couverte par l'actuelle proposition de directive qui n'aborde que la mobilité des patients. On peut même dire que la proposition de directive a plus de lien avec la volonté d'intégrer et d'adapter la jurisprudence de la Cour de justice que de lien avec l'exclusion des services de santé de la directive Services et donc de la revendication portée par certains parlementaires en faveur d'un instrument sectoriel spécifique sur les services de santé. Sur ce sujet, les ministres de la santé n'ont pas débattu. Cependant, sur ce sujet, tout est lié au calendrier et le choix de la Commission européenne peut s'expliquer par la nécessité de répondre le plus rapidement possible aux défis qui se posent sur le champ déjà vaste de la mobilité des patients. Il est certain qu'une directive plus large incluant la mobilité des professionnels n'aurait eu aucune chance d'être adoptée avant les élections de juin prochain.

Cinquième point: sur le contenu du texte, nous n'avons pas encore abordé l'ensemble des dispositions du projet. Cependant, à ce stade, la Présidence peut affirmer que, pour le Conseil, la question de l'autorisation préalable pour les soins hospitaliers est centrale pour les États membres de l'Union européenne. Elle pourrait même être qualifiée de préoccupation fondamentale des ministres de la santé. Lors du déjeuner de travail organisé sur ce sujet le 9 septembre dernier à Angers, les ministres qui se sont exprimés ont jugé qu'il fallait aller vers un meilleur équilibre entre les droits

individuels des patients à la mobilité et le maintien des capacités de régulation et de planification nationales au bénéfice de tous.

Ce meilleur équilibre se traduit en particulier par le rétablissement de l'autorisation préalable pour les soins hospitaliers. Il ne s'agit pas de remettre en cause la jurisprudence de la Cour de justice, qui a précisé comment les principes de libre-circulation posés par le traité s'appliquaient au domaine de la santé, mais il s'agit d'inscrire dans le droit positif l'équilibre que la Cour a d'ores et déjà déterminé dans sa jurisprudence entre le principe de libre-circulation et les capacités de pilotage des États membres. En effet, elle a distingué les soins ambulatoires, pour lesquels le système d'affiliation ne peut pas exiger d'autorisation préalable, des soins hospitaliers, pour lesquels l'exigence d'une autorisation préalable apparaît comme une mesure nécessaire et raisonnable.

Dans un contexte de fortes contraintes budgétaires – vieillissement, progrès techniques –, les États membres doivent pouvoir garder l'entière maîtrise de leurs soins en matière, notamment, de planification hospitalière. En particulier, ainsi que le reconnaît la Cour elle-même, cette planification, d'une part, poursuit l'objectif de garantir sur un territoire national une accessibilité suffisante et permanente à une gamme équilibrée de soins hospitaliers de qualité. D'autre part, elle participe à une volonté d'assurer une maîtrise des coûts et d'éviter, dans la mesure du possible, tout gaspillage de moyens humains, financiers ou techniques.

Je tiens par ailleurs à signaler que l'encadrement de l'autorisation préalable garantit que le bénéfice de soins transfrontaliers soit accordé dès lors qu'il est médicalement justifié. En effet, le règlement de coordination des régimes de sécurité sociale le reconnaît déjà: l'autorisation ne peut pas être refusée dès lors que le même traitement n'est pas disponible dans un délai raisonnable. N'oublions pas non plus le caractère protecteur de l'autorisation préalable pour les patients, puisqu'elle garantit que les soins dont il bénéficiera dans un autre État membre seront pris en charge.

Enfin, même si nous tenons à ce que nous estimons être la bonne interprétation de la jurisprudence de la Cour, la directive apporterait toutefois une forte valeur ajoutée en clarifiant les droits des patients, en leur apportant les informations nécessaires et en garantissant une interprétation uniforme et donc une application universelle et conforme de la jurisprudence dans tous les États membres de l'Union européenne.

Mesdames et Messieurs les parlementaires, je vous remercie de votre attention et je reprendrai à la fin de notre débat la parole pour vous répondre.

4-010

**Androula Vassiliou, Member of the Commission.** – Mr President, I have already had the opportunity to discuss this proposal at length with various stakeholders and players in the decision-making process. You may recall that I presented the proposal to the Committee on the Environment and Public Health upon its adoption by the college and had a fruitful exchange of views. And I have also had the chance to exchange views with various national parliaments and, of course, the Member States in the context of the recent informal Health Council in Angers. It now gives me great pleasure to have this discussion, and I am looking forward to it with you, the honourable Members, in plenary. I take this opportunity to thank Mrs Bachelot-Narquin for the support and the chance she gave me to discuss this issue at length with the ministers.

I would like to put the proposal on patients' rights into context. Following the numerous discussions of the European Court of Justice on the question of the inherent right of European citizens under the Treaty to seek health care in the Member State of their choice and following the specific request by the European Council and the European Parliament alike to present a proposal to regulate the right after the health-care-related provisions had been taken out – and quite rightly so – of the Services Directive proposal, the Commission adopted the proposal on patients' rights in cross-border health care on 2 July.

It is without doubt the most important initiative on health of this present Commission. Its aim is to provide patients with better opportunities and access to health care, regardless of their place of residence while fully respecting national responsibilities over health-care organisation.

It has three main objectives: first, to clarify the conditions under which patients will be entitled to seek cross-border health care and be reimbursed and to make it effective, if this is the best solution for their particular situation; second, to ensure high-quality and safe cross-border health care throughout Europe; and, third, to foster European cooperation between health-care systems.

It is based, as I said, on the Court of Justice jurisprudence. It is fully in line with the Treaty, on the one hand, and, on the other hand, with the competences of the Member States for the organisation and delivery of health services and medical care.

The proposal is structured around three main areas.

First, it clarifies and reaffirms the common principles of all EU health systems: universality, equity, access to good-quality health care, and solidarity. It recalls the overarching principle underlined by the Treaty and the Court that the Member State on whose territory the health care is provided is fully responsible for setting the rules and ensuring compliance with these common principles.

To help the Member States translate this principle in more transparent terms, we have proposed to better clarify the objectives in terms of quality and safety standards for health care provided on their territory to patients from other Member States.

We also introduced a provision so as to ensure that patients from other Member States shall enjoy equal treatment with the nationals of the Member State of treatment.

Second, the directive clarifies the entitlements of patients and related conditions to receive health care in another Member State. For instance, for people in border regions, it may be easier to seek health care abroad rather than travelling long distances to the nearest relevant domestic health facility.

The added value of cross-border health care is also evident for people seeking highly specialised treatment, which only a very limited number of practitioners in Europe can provide. This might be the case, for example, for rare diseases.

The reality, however, is that most patients are simply unaware that they have the right to seek health care in another EU country, and that they are entitled to reimbursement for such treatment. And, even if they are aware of this right, the rules and procedures are often far from clear. This is what we aim to clarify with this new directive: patients will all get the same clear information and guarantees on cross-border health care.

In practice, as long as the treatment is covered under their national health-care system, patients will be allowed to receive that treatment abroad and be reimbursed up to the cost of the same or similar treatment at home.

We are also clarifying that, under specified circumstances, Member States are entitled to introduce limits on the reimbursement or payment of hospital health care obtained abroad through prior authorisation, if there is a clear risk – even potential – of undermining the national health system.

In addition to this, the Directive clarifies the definitions of hospital and non-hospital care and in that way simplifies the procedures and conditions to access cross-border health care.

In such a context, I would like to stress that we have maintained the possibility to expand the concept of ‘hospital care’ to some health care which does not necessarily require hospitalisation, but which is by nature costly or needs a heavy infrastructure to be properly delivered.

Third, the directive establishes a new framework for European cooperation in areas that we have identified as key areas for the future and where we must act together at EU level to better meet the challenges ahead of us. This is done in line with the principles I mentioned earlier through streamlined and improved cooperation, through common technical guidance and through a systematic search for best practices.

This framework will provide for developing enhanced future collaboration at European level in areas such as European reference networks, with a view to pooling together expertise, knowledge and medical skills, both for applied medical research and for diagnosis and treatment. In particular, this will be very important in the field of rare diseases, the provision of new therapies, as well as the rapid spread of new health technologies.

The second area is health-technology assessment, whereby the most efficient therapies will be identified at EU level by the best experts from the Member States, and spread in order to promote their use. Indeed, as regards new therapies and their high costs, the resources available being limited, we must ensure that they will be chosen and used in the most efficient possible way.

The third area is e-Health, where it is time to promote technical requirements to ensure interoperability at all levels and help to establish – at least – e-Health as an integral part of health-care services of tomorrow.

Fourthly, there is a need for a wider approach at EU level on the collection of health data related to cross-border health care in order to better monitor the effects of the proposed measures and enhance our epidemiological surveillance.

Finally, there is the facilitation of the recognition of medical prescriptions in all Member States. However, we must note that prescriptions issued in another Member State will be reimbursed by the patient’s country of origin, only if the medicine is approved and eligible for reimbursement in his country of origin.

Let us also be clear that this initiative is not about harmonising health-care systems. It is not about changing roles in the management of health care. Member States are responsible for deciding how to organise their respective systems, what benefits they provide to their citizens and what treatments and medicines they will pay for. This will remain the case.

For now and for the future, what we want with this draft legislation is to grant patients the opportunities and information to access the safest, best-quality and most suitable treatment wherever that treatment is available in Europe. More cooperation between health systems will also create more solidarity and more health-care availability.

The aim of the proposed legislation is, indeed, to pave the way for better health care across Europe.

The directive is already being discussed, as was said by Mrs Bachelot-Narquin, in the Council, and I hope that the discussions will proceed swiftly in Parliament as well and that ultimately they will bear fruit.

*(Applause)*

4-011

**John Bowis, on behalf of the PPE-DE Group.** – Mr President, we all know that question on the doorstep: what does Europe do for me? Here is an answer: Europe is providing a new opportunity for patients. That is good news; we just have to make sure it works, and we will work together – the three institutions, and certainly within this Parliament – to make it work. But we are talking about court judgments. We are not talking about a blank sheet of paper, so we are not starting from afresh. We have to take into account those judgments.

Those judgments, in laymen's terms, are that, if you are facing undue delay for treatment, you have the right to go to another Member State, to have that treatment and have the bill sent back home, so long as the cost is comparable and so long as the treatment is normally available. That is straightforward. When I produced my patient mobility report in this Parliament, it was overwhelmingly accepted. Above all, we said, this must be a decision of politicians, and not of lawyers.

4-012

Madame la Ministre, je cite Jean Giraudoux: "Jamais poète n'a interprété la nature aussi librement qu'un juriste la réalité".

4-013

That is why we want politicians and not lawyers interpreting this. That is why we want legal certainty, so that everyone knows where they stand: governments, health services, patients, doctors. And it is why we must make it work for patients and for health services. It must be an opportunity and not a nightmare back home for health-service managers.

So we have questions. We have questions that the patient has the right to have answers to. Do I qualify? If I do, how do I proceed? What are the checks that I can carry out on where I might be going and who the doctor might be? What is the choice? What is the confidentiality requirement? And what happens if something goes wrong?

Those are all questions for which we must find the answer. And then there are issues we have to discuss among ourselves; some of them have been raised already.

Firstly, prior authorisation. My instinct is that, for in-patient hospital care, it is fair to have prior authorisation. The Court did not say that this was wrong in itself; it said it is wrong to refuse it under certain circumstances, so we need to look at that very carefully.

We also need to look at the issue of prescriptions. Yes, I understand that the home state must have the decision on what is prescribed, but if you are prescribed a course of drugs as part of your treatment in another Member State and you go back home and they say you cannot have the rest of that course, where does that leave the patient? That is the sort of question we have to answer.

Another issue is reimbursement. The patient does not want to have to go with a pocketful of cash. There must be a way of having the bill sent back home, I believe through a central clearing house.

But this is a measure for patients – not for services, that is for another day. It is patients who are at the centre of this – patients, not lawyers – and it is for all patients, not just for a few.

4-014

**Dagmar Roth-Behrendt, im Namen der PSE-Fraktion.** – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Wir reden heute über einen Vorschlag, bei dem wirklich Menschen in der Europäischen Union im Mittelpunkt stehen, nämlich Patienten. Ich bin der Frau Kommissarin sehr dankbar für ihre Einführung, möchte aber auch darauf hinweisen, dass ich auch Herrn Kyprianou dankbar bin für all die Vorarbeit, die er in einer schwierigen Zeit geleistet hat.

Warum in einer schwierigen Zeit? Weil die Mitgliedstaaten oft noch die letzten Fossilien sind hier in dieser Europäischen Union – in Stein gegossen – und sie nicht verstehen, dass die Menschen im Mittelpunkt stehen, sondern sie meinen, dass

sie selbst und ihre Systeme im Mittelpunkt stehen. Das ist nicht der Fall. Patienten stehen im Mittelpunkt, und sie sind die schwächsten Glieder unserer Gesellschaft, denn sie sind fragil und krank.

Wenn wir wissen, dass diese Patientenmobilität eigentlich im Binnenmarkt ein Recht ist, also seit mehr als zwanzig Jahren existieren müsste, und wir heute darüber reden, sollten wir uns overlegen: Ist das *timely*? Und sind die Mitgliedstaaten auf der Höhe der Zeit? Ich sage Ihnen, sie sind es nicht! Wenn Eurobarometer heute sagt, 30 % aller Menschen in der Europäischen Union wissen nicht, dass sie das Recht haben, zur Behandlung in ein anderes Land zu gehen, dann haben alle Mitgliedstaaten etwas falsch gemacht. Dann haben sie die Menschen nicht darüber informiert, was ihr Recht ist, was sie tun können und was Patienten zusteht.

Ja, wie Herr Bowis und andere hier und wie die Frau Kommissarin bin auch ich der Meinung, dass die Mitgliedstaaten natürlich die Autonomie über ihre Gesundheitssysteme haben. Das wollen wir nicht antasten. Aber wir wollen auch sicherstellen, dass die Patienten das Recht haben, sich zu bewegen.

Im Zusammenhang mit der Autonomie der Mitgliedstaaten sehe ich auch ein, dass es Planbarkeit geben muss, gerade bei stationären Behandlungen. Deshalb wird ein Hauptpunkt unserer Diskussionen sein müssen, die Autorisierung zu diskutieren. Herr Bowis hat bereits darauf hingewiesen.

Netwerke und Infopoints müssen sicherstellen, dass Patienten wissen, wat sie dürfen, aber sie müssen auch wissen, wat die beste Behandlung ist – in Deutschland oder auf Zypern? –, damit die Patienten auch die Möglichkeit haben, geheilt zu werden.

Wenn wir es erreichen, damit in der Nähe der Bürgerinnen und Bürger, dort, wo sie leben, die Qualität und den Zugang zur Gesundheitsversorgung zu verbessern, dann ist das doch ein wundervolles Ergebnis, dann braucht sich niemand mehr zu bewegen. Das wäre doch das, wat wir wollen!

4-015

**Jules Maaten**, *namens de ALDE-Fractie*. – Voorzitter, mevrouw de commissaris, mevrouw de minister, vorige week was ik aanwezig bij een door mijn Deense fractiegenoot Karen Riis-Jørgensen georganiseerde presentatie van een nieuwe website met daarop in alle talen van de Unie "patiëntenrechten".

Daarbij was ook een mevrouw uit Denemarken aanwezig die daar ei zo na niet had gezeten. Zij leed aan borstkanker en kwam niet door het Deense systeem omdat zij de foute hoeveelheid tumoren had. Zij zou behandeld zijn als zij vijf tumoren had gehad, maar zij had er zeven en zij viel niet onder de criteria. Zij moest dus op de een of andere manier eerst twee tumoren laten verdwijnen voordat zij wél geholpen kon worden. Kortom, een eindeloos getouwtrek. Uiteindelijk kon zij in Duitsland geholpen worden. Dat heeft zij gedaan, zij heeft geld geleend van familie, vrienden, en is naar Duitsland gegaan waar zij geholpen werd. Nu zijn de uitzaaiingen weg. Zij is genezen, voor zover je kunt zeggen dat je van kanker genezen bent.

De strijd die zo iemand, die één persoon moet leveren met een systeem op een moment dat je tóch al ziek bent, op een moment dat je zo zwak bent als maar zijn kan, is toch onmenselijk. En dan zeggen wij, wij stellen het systeem boven de patiënt. Ik vind dat volstrekt onacceptabel! Uiteindelijk hebben de Denen overigens een goed deel van de behandeling wél betaald, alles is dus positief afgelopen. Maar wat deze mevrouw is overkomen is geen uitzondering, het gebeurt maar al te vaak.

Het voorstel van de Europese Commissie is daarom echt een enorme stap voorwaarts om deze patiënten te helpen en mijn fractie wil daar ook van harte aan meewerken. Wij moeten er ook voor waken dat deze discussie niet een ideologische discussie wordt. Dit is niet opnieuw een gezondheidsdienstenrichtlijn. Het gaat hier niet om de manier waarop we gezondheid gaan hervormen in de Europese Unie. Dit is niet een kwestie van al dan niet de vrije markt los te laten op gezondheid. Het is voor mij eigenlijk ook geen kwestie van subsidiariteit. Het gaat er niet om of de lidstaten dan wel de Unie winnen. Nee, het gaat erom of de patiënt hier wint of niet. Verder laten wij gewoon alles hetzelfde. Over al die andere dingen moeten wij absoluut ook een keer praten, misschien er bij de verkiezingscampagne fijn ruzie over maken, maar daar gaat het nu niet om, niet voor mij en ook niet voor mijn eigen fractie.

Wij willen gezondheid niet harmoniseren, daar is dit *sowieso* het moment al niet voor en misschien kan het ook wel helemaal niet. Wij zullen echter wel de mogelijkheden moeten leren benutten die de Europese Unie ons biedt, de schaalvoordelen die wij hebben, zodat er eindelijk echt gespecialiseerde hulp kan zijn bij zeldzame ziektes. Die mogelijkheid hebben wij natuurlijk al jaren, maar wij kunnen die nu ook echt benutten en wij moeten die kans grijpen.

Ter afronding, vorige week was er ook een bijeenkomst in dit Huis waar Dagmar Berend de gastvrouw was en waar het *European Patient Forum* zijn manifest presenteerde. Ik ben blij dat de patiënten ook met de vuist op de deur roffelen, want we hebben juist de input van de patiënten nodig. Wij gaan nu democratisch beslissen waar de juristen al een voorzet hebben gegeven. Nu echter nemen wij de beslissing waar die echt thuis hoort, namelijk bij de volksvertegenwoordigers.

4-016

**Ryszard Czarnecki**, *w imieniu grupy UEN*. – Panie Przewodniczący! Szkoda, że nie mieliśmy okazji mówić na ten właśnie temat na poprzedniej sesji, gdy omawialiśmy dwie poprzednie propozycje legislacyjne. Jak mówi jednak tytuł amerykańskiego filmu „Lepiej późno, niż później”. Cieszymy się, że propozycje Komisji idą tak na prawdę w kierunku tego, o czym Parlament Europejski mówił, w kierunku swobodnego nacisku Parlamentu Europejskiego na Komisję w tym obszarze.

Jeśli Europa ma być Europą bez granic to z całą pewnością przede wszystkim w zakresie opieki zdrowotnej. Zagwarantowanie tego obywatelom naszych krajów członkowskich będzie pokazaniem realnego działania na rzecz europejskich podatników i wyborców. Bo przeciętnego Polaka, ale też Węgra, Cypryjczyka, Anglika, Włocha bardziej od traktatu lizbońskiego interesuje to, czy będzie mógł leczyć się za granicą w czasie urlopu, a nawet i wyjechać specjalnie, po to żeby skorzystać z wysoko wyspecjalizowanego szpitala.

Kończąc, uważam, że działania w tym kierunku, o czym dzisiaj mówimy, mogą rzeczywiście zwiększyć realną opiekę zdrowotną dla cudzoziemców, ale także zwiększyć autorytet Unii jako takiej, autorytet roztrwiany ostatnio na ideologiczne debaty oraz na narzucaniu obywatelom rozwiązań instytucjonalnych, których nie chcą.

4-017

**Jean Lambert**, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, I welcome very much the statement that has been made, certainly, by Council on this particular directive and the limits and context of it. As Parliament's rapporteur on the update of the coordination of social security, and indeed its rapporteur on the implementing regulation, I have a very specific interest in this because questions about reimbursement – how it is provided, what information is given, the speed and method of it etc. – come within the scope of that particular regulation. I think that when we are talking about issues such as health care for people who are on holiday elsewhere in the European Union, we should remember that comes under the European Health Card and under the coordination of social security. That is clear.

What this directive is aiming to do is to pick up some of the issues which are not necessarily dealt with in that particular regulation, and I think we need to be careful where the dividing line is on that. The question of prior authorisation has of course been an extremely important one. I think we need to be clear that we are not talking necessarily about an absolute right of patients to move and be treated within the European Union under their national systems, in terms of their national systems reimbursing them. It is a qualified right and I think we need to be clear on that.

I think we also need to be clear that what this directive is proposing, as I understand it, is that what will be paid for is care that will be available under the national system, not new or different treatments, so that again qualifies the right that we are talking about in terms of this particular directive.

There is no question that prior authorisation needs to be managed better, and that not only the patients but also the administrations involved need to understand what that is and how it should operate speedily in terms of medical need. That is the criterion set down by the Court: medical need. Administrations therefore need to reflect that, not necessarily their own cost basis.

There is a lot to be welcomed in this directive, and issues around best practice, issues about quality, legal certainty, who is responsible, are also important. As John Bowis has mentioned, we also need to take steps forward on questions, for example, about continuing care or prescriptions which may not be valid in one Member State because of their own systems. But we also need to be careful – and this applies to the implementing regulation on 883, as it does to this – that we should not be in the business of helping patients make a profit by playing different systems off against each other. I do not think that health-care systems benefit from that whatsoever.

I want to make clear on behalf of my group that increasing the amount of cross-border care is not of itself a goal. Mrs Roth-Behrendt said that most patients wish to be treated at home and have the quality and speed of treatment there, so increasing the amount in itself, as I say, is not a goal. A lot of claims are being made about the effects of trying to increase the amount of cross-border care which I think we need to be wary of, and I am glad the debate has reflected that.

There are people who are arguing that this introduces competition, that this drives up national standards, and that we even need to open the market as a reason for actually increasing and encouraging cross-border health care. However, this Parliament has made its position very clear: health is not a service like car insurance. It has a very particular role and its users are not simply consumers, but people in need and potentially vulnerable.

Many of those who tell us that increasing cross-border health care is a good thing will also reassure us that it only covers 2-3%. I want to know what the estimates are for the future and what the effect of this will be on the 98% of people who do not move and currently do not want to.

4-018

**Roberto Musacchio**, *a nome del gruppo GUE/NGL*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, mi dispiace di non potermi associare all'ottimismo dei colleghi, ma io resto convinto che questa direttiva rischi di non essere per la salute, ma per gli affari; una sorta di direttiva *Bolkestein* comunque sulla sanità.

Il punto che deve essere al centro per l'Europa deve essere quello che ogni cittadino deve avere il diritto di poter essere curato al meglio nel proprio paese, altrimenti dietro il diritto sacrosanto a curarci ovunque, si cela la mancanza di essere curati a casa propria, che non può essere rimandato a questioni di sussidiarietà. E si celano gli interessi di chi vuole speculare sulla salute, magari realizzando un grande affare per le assicurazioni e con costi crescenti per i cittadini e la stessa spesa sanitaria europea.

Una direttiva che a mio avviso è sbagliata, perché non guarda all'armonizzazione, all'universalità della prestazione che l'Europa deve garantire, e che non ha alla base il concetto che la salute è un diritto che deve essere garantito da parte del pubblico e non affidato alla capacità di stipulare assicurazioni private. Giustamente i sindacati sono estremamente preoccupati e noi siamo preoccupati con loro.

4-019

**Derek Roland Clark**, *on behalf of the IND/DEM Group*. – Mr President, the central feature of this package – travelling for non-hospital treatment outside the home country – is funding by the home country, but limited to the amount it would have cost there. So there are benefits in going to a country where treatment is cheaper, as long as it is better. Health tourists will have to find the difference between the costs where treated and the home country's base of provision. Yes, travel costs are paid, ultimately by the home country, but at the home country's own level, leaving the health tourist to find the treatment top-up and probably travel cost excess. The poorest cannot afford to do this and they are left with the lowest standard of treatment. The rich can do it, but they will probably go for private care anyway. Regarding waiting lists, if a country's health care is poor and expensive they will not be troubled by health tourists, but where it is cheap and good they could soon be overburdened. This, therefore, produces a two-tier health care system. Is that what they call an unintended consequence?

4-020

**Luca Romagnoli (NI)**. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in Europa quattro cittadini su cento si vanno a curare all'estero; a mio giudizio la migrazione sanitaria è comunque termometro di una disfunzione territoriale, di una mancanza di servizi. Per gli italiani che si fanno curare in altri paesi, il servizio sanitario spende circa 40 milioni di euro all'anno, oltre a quanto riguarda ovviamente le assicurazioni private.

Vediamo quali sono le ragioni: i lunghissimi tempi di attesa per l'erogazione dei servizi, questo senz'altro! Ne può essere un esempio i 300 giorni che servono per un'operazione alla prostata in Italia o oltre il mese, tante volte richiesto per una TAC. La seconda ragione, ovviamente, sono quelle prestazioni che in Italia sono a pagamento e in altri paesi no, quali ad esempio le cure odontoiatriche e la chirurgia plastica. Una terza ragione – e su questo richiamo l'attenzione di tutti – è anche che si va all'estero per usufruire di tecniche che nel proprio paese sono proibite o parzialmente proibite, come la fecondazione artificiale, oppure che sono assolutamente illegali come il caso dell'acquisto di organo da viventi – è triste l'esempio nell'India, ma tristi esempi ne abbiamo avuto forse anche in alcuni paesi prima della loro adesione all'Unione.

Insomma, convince ai viaggi terapeutici la qualità e pure l'economicità dei servizi erogati, ma in tanti casi su questi servizi, a mio giudizio, ci vorrebbe una maggior vigilanza dell'Unione, a garanzia dei consumatori e della parità delle condizioni di concorrenza. Il contesto sociale in cui il servizio viene svolto anche nei paesi di nuova adesione è spesso una commistione di pubblico e privato e, signora Vassiliou, su questo io raccomando oltre ai principi da lei richiamati anche una stretta vigilanza sul rispetto delle norme esistenti che obbligano all'uso di materie prime, alla marcatura CE, ai documenti di conformità, perché bisogna garantire salubrità dei dispositivi medici e dei trattamenti. Non scordiamoci che c'è sempre qualcuno ....

*Il Presidente ritira la parola all'oratore.*

4-021

**Charlotte Cederschiöld (PPE-DE)**. – Herr talman! Fru kommissionsledamot! Feminister! Nu har vi europaparlamentariker chansen att visa att vi just är europaparlamentariker. Att vi står upp för fördraget och de rättigheter som det ger oss. Att vi lagstiftar med patienternas bästa för ögonen, inte för att skydda och understödja den protektionism som ibland genomsyrar diskussionen. Att vi är övertygade om att det finns ett mervärde i att samarbeta för att kunna ge våra patienter bästa möjliga vård oavsett var den finns.

Det förslag som kommissionsledamot Vassiliou har lagt fram är en bra utgångspunkt och värd en eloge. Vi måste fullfölja hennes linje och se till att inga onödiga byråkratiska hinder sätts upp. Det betyder i klarspråk att medlemsstaterna inte har rätt att hindra den fria rörligheten utan att det finns anledning därtill. Krav på förhandsbesked får bara användas i undantagsfall – om det specificerats på kommissionens lista eller om det finns risk för en massutvandring av patienter som skulle underminera hälsosystemet. Att det skulle ske med tanke på att det är så få patienter som valt att söka vård utomlands är högst otroligt. Alltså, utgångspunkten är inga förhandstillstånd. Allt annat skulle strida mot fördraget.



Nästa steg i det här arbetet med att skapa förutsättningar för bästa möjliga vård är att implementera direktivet korrekt. Sjuka människor ska inte behöva gå till domstol för att få sina rättigheter och för att ta bort omotiverade krav på förhandstillstånd. Domstolen kommer att döma till den fria rörlighetens förmån, men vad det skulle kosta i pengar och hälsa om patienterna ska behöva tvinga fram sina rättigheter varje gång! Det hoppas jag verkligen att vi ska slippa få erfara och jag uppmanar mina kolleger att hjälpa till, och också fru ordförandeminister, och jag är helt övertygad om att vår kommissionsledamot hjälper oss.

4-022

**Bernadette Vergnaud (PSE).** – Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Madame la Commissaire, chers collègues, suite à mon rapport d'initiative sur les services de soins de santé, adopté par le Parlement le 23 mai 2007, la Commission, dans le cadre du paquet social, nous propose une directive uniquement ciblée sur les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

Je ne peux donc que déplorer le manque d'ambition de ce texte qui ne prend pas en compte les nombreux défis internes à résoudre pour lutter contre les inégalités croissantes dans le domaine de la santé, à savoir: le vieillissement démographique, les inégalités sociales, les ségrégations spatiales, les problèmes de démographie médicale. Le Conseil et le Parlement ne peuvent donc se satisfaire, sur un sujet aussi fondamental pour les citoyens européens, d'une simple codification des arrêts de la Cour de justice. Nous devons trouver des éléments d'équilibre qui assurent à la fois le droit des patients – qui ne sont pas de simples consommateurs – aux soins transfrontaliers, et la protection de l'égal accès à tous à des soins de qualité avec une prise en charge solidaire, assurant une cohésion sociale et territoriale dans le respect du principe de subsidiarité. Une zone d'ombre inquiétante subsiste sur des définitions comme l'autorisation préalable ou la notion de soins hospitaliers. Une clarification s'impose afin de ne pas ouvrir la voie à des discriminations qui donne naissance à un système de santé à deux vitesses sur le territoire européen au lieu d'affirmer la valeur ajoutée de l'Europe.

La santé n'ayant pas de prix mais un coût, la directive, en revanche – et c'est bien – réaffirme d'une part le principe de subsidiarité, d'autre part une coopération accrue pour mutualiser les réseaux de recherche médicale ou les centres d'information aux patients.

Le débat va s'engager, doit être approfondi, fructueux, non précipité et partagé par l'ensemble des partenaires concernés, avec l'objectif de construire un vrai modèle social européen.

4-023

**Elizabeth Lynne (ALDE).** – Mr President, why should a patient have to lose their sight waiting for a cataract operation in the UK, for instance, when it could be done in another Member State? And why should a person waiting in agony for a hip operation not be able to take advantage of the lack of waiting lists in some Member States, sometimes at a lesser cost to the country of origin? And why do some heart patients have to wait months to have surgery to unblock arteries when there really is no need?

If a clinician advises treatment, and this cannot be provided at home, then we need a legal framework to ensure that we can seek it elsewhere. All too often it is the poorest people that face discrimination and inequality in access to health care. That is why we must ensure that Member States can authorise treatment in another country prior to that treatment. We must not restrict cross-border health care just to those who can afford it.

Equally, this new directive must not compromise standards of care for those people who do chose to stay at home. We must also ensure that there are safeguards in place that put the rights and safety of the patients first. That is why it is vital that a mechanism is developed to share patients' records between the patients' home country and the country where they receive treatment.

Apart from that, we need to develop a system of compensation for patients who suffer avoidable harm when being treated in another country EU country. And, with regards to the sharing of best practice, I welcome Article 15 in the draft directive which calls for a system of European reference networks. These centres of excellence could prove a useful way of sharing knowledge, training and the exchange of information. All too often we look at health-care-acquired infections or cancer-screening guidelines; the answer is on our doorstep, and it is about time that we started learning from each other more effectively.

4-024

**Ewa Tomaszewska (UEN).** – Panie Przewodniczący! Główne wyzwania stojące dziś przed nami w zakresie ochrony zdrowia to poprawa zdrowotności osób starszych, nastawienie na leczenie chorób wieku podeszłego w związku ze starzeniem się społeczeństw, powszechny dostęp do opieki zdrowotnej na odpowiednim poziomie, zapewnienie stabilności finansowej krajowych systemów opieki zdrowotnej, szczególna troska o dostęp do ochrony zdrowia osób niepełnosprawnych, dzieci, osób w podeszłym wieku, rodzin dotkniętych ubóstwem, zapewnienie praw pacjenta w transgranicznej opiece zdrowotnej, zapewnienie transgranicznej interoperacyjności elektronicznych rejestrów medycznych z uwzględnieniem ochrony danych osobowych, zapewnienie odpowiednich warunków pracy pracownikom sektora ochrony zdrowia.

Konkretné działania zaproponowane w pakiecie socjalnym dla sprostania tym wyzwaniom, jak choćby przygotowanie komunikatu dotyczącego sprostania potrzebom starzejącego się społeczeństwa, czy przygotowanie zielonej księgi w sprawie pracowników sektora opieki zdrowotnej dają nadzieję, że nie pozostaniemy na etapie życzeniowym. Cieszę się, że tak wiele uwagi poświęcono problemom transgranicznej opieki zdrowotnej, tak ważnej w dobie coraz powszechniejszej migracji.

*(Przewodniczący odebrał posłance głos)*

4-025

**Eva-Britt Svensson (GUE/NGL).** – Herr talman! Direktivet innebär mer makt till EU över sjuk- och hälsovården och jag är emot att man öppnar upp för EU-lagstiftning på detta område. Sjuk- och hälsovård ska vara en nationell kompetens. Att patienter ska kunna ägna sig åt en form av sjukvårdsturism är en felaktig prioritering av våra gemensamma sjukvårdsresurser. Den nya grundregeln att ha rätt till vård i annat EU-land utan att förhandsbesked krävs öppnar upp för en gräddfil för unga, språkbegåvade, relativt friska personer och riskerar att utarma resurserna för dem med ett större vårdbehov, exempelvis våra äldre och människor med funktionsnedsättningar. Självklart ska alla ha rätt till vård om man blir sjuk i ett annat EU-land, men den rätten har vi redan, utan ny EU-lagstiftning på området. Sjuk- och hälsovård är fortfarande en nationell kompetens.

4-026

**Hanne Dahl (IND/DEM).** – Hr. formand! Vi ønsker alle den hurtigste og bedste behandling, hvis vi bliver alvorligt syge, men jeg ønsker ikke en amerikansk model, hvor de ressourcestærke borgere modtager den bedste behandling, og de svage i samfundet modtager en andenrangsbehandling - hvis de er heldige. Hvis de er uheldige, modtager de slet ingen. Derfor må vi slå nogle grundlæggende principper fast. Alle skal have fri og lige adgang til sundhedsydelse, og behandling skal foregå efter tur og behov. Dvs., at en offentlig myndighed må foretage en visitation for at sikre, at det er et lægefagligt skøn, der afgør, hvad tur og behov er. Den mest syge skal behandles først, ikke den rigeste. For alle borgeres frie og lige adgang til sundhedsydelse vil det være en vej frem at se de offentlige tilskud til behandlinger på privathospitaler samt skattefradrag til privat sygeforsikring efter i sømmene. EU's lovgivning skal ikke indrettes efter et ideologisk skoleridt baseret på det indre marked. Den skal følge et spor, der skaber et fleksibelt system i Europa, hvor alle borgeres minimumsrettigheder i forhold til behandling sikres.

4-027

**Irena Belohorská (NI).** – Smernica o uplatňovaní práv pacientov pri cezhraničnej zdravotnej starostlivosti sa snaží riešiť veľmi páľivý problém.

Ide tu o konflikt medzi subsidiaritou zdravotníckych systémov a právom občana Európskej únie na voľný pohyb a jeho základné ľudské právo, a to je prístup k zdravotníckym službám. Ak je voľný pohyb občana právom žijúceho v jednotlivom členskom štáte, jeho zdravie sa pohybuje s ním. Ak by sa nemohol obrátiť na zdravotnícke služby, bola by to závažná prekážka jeho voľného pohybu. Úplnej voľnosti v službách bráni rozdielnosť vo výške daní plynúcich v jednotlivých štátoch do zdravotníctva, ako aj rozdielna cena výkonov v jednotlivých štátoch.

Obava mnohých politikov, že dôjde k zdravotníckej turistike hlavne z východu, je zbytočná. Pre pacienta je veľmi dôležité, aby bol v blízkosti svojich príbuzných a aby nemal jazykovú bariéru. Vzťah pacient – lekár je veľmi špecifický, kde časť úspechu liečby závisí na dôvere v lekára, respektíve v pracoviská. Ochota pacienta cestovať za liečbou do zahraničia závisí od závažnosti ochorenia. Ak ide o život zachraňujúcu liečbu, alebo liečbu v závažnom prípade, vtedy všetky ostatné prekážky nie sú dôležité.

Uprednostňujem riešenie tejto problematiky na pôde Európskeho parlamentu pred riešením prípadov pred Európskym súdnym dvorom. My, ako zástupcovia občanov, je smutné, že sa rozhodujeme ťažšie ako Európsky súdny dvor, ktorý doteraz vo všetkých prípadoch rozhodol v prospech pacienta.

Na záver len jednu vec, ktorú by som chcela dodať: mnohí tu hovoria o chudobných a bohatých: pre mňa ako pre lekára je pacient. A je jedno či má Ford, alebo je homeless.

4-028

**Ria Oomen-Ruijten (PPE-DE).** – Voorzitter, mag ik allereerst zeggen dat het mij enorm deugd doet dat onze oud-collega, mevrouw Roselyn Bachelot, vandaag hier is en eens te meer toont dat de Europese burger centraal staat. Want dat staat hij in deze wetgeving. Hetzelfde zou ik ook als compliment willen zeggen aan mevrouw de commissaris, die ervoor gezorgd heeft dat dit heel moeilijke stuk wetgeving er in elk geval komt.

Wij doen, als Europees Parlement, als Europese Commissie, als Raad, met deze wetgeving echt iets voor mensen. Deze richtlijn biedt namelijk een wettelijke ondersteuning van de mobiliteit en tegelijk biedt zij een wettelijke ondersteuning van de initiatieven die er nu al zijn voor grensoverschrijdende zorg.

Als ik deze richtlijn echter vergelijk met de vorige exemplaren, de tegengehouden versies, dan constateer ik dat de focus nu meer op de patiëntenmobiliteit ligt en minder op de gezondheidsdiensten, en dat is om lidstaten tevreden te stellen. Ik

wil daar een kritische opmerking bij maken. Grensregio's die al een aantal goede initiatieven over grensoverschrijdende zorg hebben genomen - ik noem bijvoorbeeld het samenwerkingsverband tussen de Universitätsklinikum Aachen en het Academisch Ziekenhuis Maastricht in mijn eigen regio, de provincie Limburg, die in die Euregio Maas-Rijn ook dolgraag proefregio zou zijn - worden, doordat niet meer op de diensten zelf wordt gefocust, veel te veel afhankelijk van de mobiliteit alleen en dus ook van de willekeur van verzekeraars of de wil of onwil van nationale overheden. Wij moeten nog eens goed naar artikel 13 kijken om te bepalen hoe wij regio's veel meer kunnen laten samenwerken. En bij deze gelegenheid wil ik ook zeggen, mevrouw de commissaris, dat wij in de Euregio Maas-Rijn graag proefregio willen zijn.

Ten tweede, de betrokkenheid van de patiënten bij het opstellen van de nationale coördinatiepunten. Mevrouw Schmidt in Duitsland heeft daar een goed initiatief voor genomen en wij moeten nagaan hoe wij dat meer kunnen integreren.

Een ander punt is de lijst 'intramuraal ambulante', die bedoeld is om bepaalde verrichtingen van deze richtlijn uitgesloten te krijgen. Ook daar moet goed naar gekeken worden, want het kan niet zo zijn dat samenwerkingsverbanden zoals ik die net heb genoemd, straks door het té strikt interpreteren van die lijst nu niet meer mogen meedoen. Het is namelijk van groot belang te weten dat door goede samenwerking topklinische voorzieningen niet duurder, maar gewoon goedkoper worden en beter beschikbaar zijn voor de mensen. Daar doen wij het immers voor.

4-029

**Anne Van Lancker (PSE).** – Voorzitter, mevrouw de commissaris, mevrouw de minister, Europa heeft als belangrijke taak de lidstaten te helpen om aan alle burgers toegang te verzekeren tot kwaliteitsvolle en betaalbare gezondheidszorg, dichtbij huis waar mogelijk, maar indien nodig ook in het buitenland. Daarom, mevrouw de commissaris, ben ik u ten zeerste dankbaar voor uw initiatief, dat ongetwijfeld heel veel positieve aspecten heeft met name op het gebied van het garanderen van kwaliteit en veiligheid, informatie aan de patiënt, meer Europese samenwerking, e-gezondheid, referentiecentra en dergelijke.

Ik ben het ook eens met u, mevrouw de minister, als u zegt dat het niet goed is patiëntenmobiliteit over te laten aan het Hof van Justitie, maar dat wetgeving hier echt op zijn plaats is. Ik deel ook de bedenking van collega's Bowis en Lambrecht dat wij misschien nog eens goed moeten nadenken over een beter evenwicht op het gebied van voorafgaande toestemming voor patiëntenmobiliteit, want die voorafgaande toestemming is een belangrijk instrument van sturing en planning van de lidstaten.

Er blijven ook nog een aantal vragen openstaan, mevrouw de commissaris, over de tarieven die gehanteerd kunnen worden, over mechanismen die zouden moeten vermijden dat patiëntenmobiliteit leidt tot wachtlijsten in bepaalde landen. Maar ik ben er zeker van, collega's, dat dit bedenkingen en vragen zijn die wij allemaal bij de behandeling van deze richtlijn zullen kunnen oplossen.

Nogmaals, mevrouw de commissaris, dank voor uw initiatief. Mevrouw de minister, wij kijken uit naar de samenwerking.

4-030

**Marian Harkin (ALDE).** – Mr President, at the beginning of this year I conducted a number of consultation meetings throughout my constituency in the context of EU policy on social issues, and then these meetings fed into the Commission consultation on social reality stock-taking.

It was very clear to me that citizens are very interested in the EU becoming more involved in social policy, and that certainly includes patient mobility. Indeed, the call for more social Europe was reinforced during the Lisbon Treaty campaign, and this response from the Commission, while not fully addressing the concerns of citizens, is timely and a step in the right direction.

I certainly welcome the proposals on patient mobility, but agree with some of the previous speakers that very many issues still need to be clarified – in particular, the issue of prior authorisation.

However, the bottom line is that patients must be at the core of any policy and should have no worries about costs, safety and quality.

In the mean time, patients must be fully informed of their existing rights, since legal uncertainty always works to the disadvantage of individuals who do not have many personal resources.

Finally, the French presidency referred to the fact earlier that some people will be disappointed that the issue of the mobility of health-care professionals has not been dealt with. I am one of those people. If we are to put patients at the core of any policy, then patient safety is paramount, so we must establish standardised accreditation systems for health-care professionals throughout the EU.

4-031

## PRÉSIDENCE DE M. GÉRARD ONESTA

*Vice-président*

4-032

**Zbigniew Krzysztof Kuźmiuk (UEN).** – Panie Przewodniczący! Zabierając głos w tej debacie chciałbym podkreślić, że z punktu widzenia nowych państw członkowskich ważne jest pozostawienie na poziomie krajowym możliwości nałożenia ograniczeń na korzystanie z opieki zdrowotnej za granicą, głównie ze względu na niewystarczający poziom środków przeznaczonych na opiekę zdrowotną w tych krajach. Wydaje się również, że stosowanie zasady, zgodnie z którą pacjent uprawniony jest do otrzymania zwrotu kosztów do wysokości kwoty, która zostałaby zapłacona w przypadku, gdyby pacjent ten korzystał z opieki zdrowotnej w swoim kraju, jest konieczne do momentu, aż różnice w poziomach rozwoju pomiędzy starymi a nowymi państwami członkowskimi będą zdecydowanie mniejsze.

Wreszcie na podkreślenie zasługuje fakt, że proponowane rozwiązania, w szczególności poprzez wprowadzenie Europejskich Sieci Referencyjnych, a także Europejskich Sieci Oceny Technologii Medycznych dają szansę na podniesienie standardów opieki medycznej, a także efektywniejsze wykorzystywanie zasobów w ochronie zdrowia w Unii Europejskiej.

4-033

**Jiří Maštálka (GUE/NGL).** – Kollegyně a kolegové, zajisté víte, že nadcházející české předsednictví bude probíhat pod heslem Evropa bez bariér. V této souvislosti jsem velmi rád, že se podařilo Komisi ve spolupráci s Evropským soudním dvorem připravit návrh, který prolomuje jednu z bariér, a to poskytování zdravotní péče. Vítám, že dosavadní jednání posunula řešení problému blíže k občanům. Jako lékař bych byl velmi rád, kdyby potřebné dokumenty byly schváleny co nejdříve, ale domnívám se, že jde o natolik složitou problematiku, u které platí staré římské přísloví „spěchej pomalu“. V současné době vidím k projednání následující základní body. Za prvé, shodneme se na tom, že je nutné zajistit právní ochranu pacientů, kteří mají právo čerpat zdravotní péči v rámci Evropské unie v souladu s judikáty Soudního dvora. Za druhé, není možné, aby směrnice zakládala nové kompetence pro Komisi, protože nejsou nezbytné. Za třetí, považuji za chybné, že základním smyslem bylo zajištění volného pohybu zdravotnických služeb, ale samotný text směrnice se zabývá především pohybem pacientů při čerpání neakutní zdravotní péče. Další projednávání je šancí nejen pro české předsednictví, ale i pro Evropu.

4-034

**Kathy Sinnott (IND/DEM).** – Mr President, I am both looking forward to and dreading the cross-border health directive.

I am looking forward to it because I know so many people who are more disabled, and so many people who have died, as a result of a long wait for treatment in Irish public hospitals. So the thought that my constituents will be able to get their medical records and travel without the current prior authorisation obstacle presented by the E112 scheme, to go and get treatment promptly, is wonderful. I will certainly be advising those of my constituents who can travel to do so.

However, I am also aware that this will further exacerbate the problems in the Irish health system, and for those who cannot travel, and who must rely on that health system, I am in dread.

4-035

**Gunnar Hökmark (PPE-DE).** – Herr talman! Den här frågan handlar om den enskildes rätt att söka sjukvård där det finns bra vård att få. Vänsterns företrädare Eva-Britt Svensson sa här tidigare idag att detta kommer att leda till sjukvårdsturism. Jag skulle vilja upplysa henne om att när sjuka människor söker vård, så är det för att de har ont, de lider, de är skadade och de behöver vård. Det handlar inte om turism.

Den här frågan handlar ytterst om byråkratins makt eller den enskildes rätt. Det handlar om huruvida man ska använda gamla gränser som ett hinder för människor att söka sjukvård eller om man ska använda den europeiska öppenheten som en möjlighet för människor över hela Europa att få den bästa sjukvård man kan få. Det var intressant med beskedet från vänstern, men eftersom jag har socialdemokratins företrädare här framför mig, Jan Andersson, och han kommer precis efter mig på talarlistan, så vore det intressant att av honom få veta: Delar han Eva-Britt Svenssons uppfattning om att sjuka människor som vill ha vård utomlands ägnar sig åt sjukvårdsturism? Vill han liksom hon bygga upp olika typer av hinder eller kommer du att verka för, och socialdemokratin att verka för, att vi har största möjliga öppenhet, där sjuka människor inte behöver be offentliga makthavare om lov för att få sjukvård. Den här frågan, Jan Andersson, handlar om det sociala Europa. Det handlar inte om hur enskilda beslutfattare ska bestämma över andra, utan om hur den enskilde ska kunna få den bästa sjukvården. Ordet är därmed ditt, Jan Andersson.

4-036

**Jan Andersson (PSE).** – Herr talman! Fru kommissionsledamot och speciellt välkommen till fru Bachelot. Vi samarbetade bra tidigare och jag hoppas vi kommer att samarbeta bra i framtiden också. Välkommen till parlamentet. Snabbt till herr Hökmark, detta är ingen inrikesdebatt. Jag relaterar inte mina åsikter till fru Svensson, jag framför mina egna åsikter.

Jag välkomnar det här direktivet av flera skäl. Vi behöver klagörande, rättsligt sett. Jag tycker att det är bättre än det utkast som fanns tidigare. Det finns stora fördelar framför allt för människor som bor i gränsregioner, vilket jag själv gör. När detta är sagt vill jag också säga att det är viktigt att det går att förena detta med de olika systemen runt om i Europa, kring organisation, finansiering och liknande frågor.

Framför allt en fråga det är viktigt att vi tar hänsyn till. Det är likabehandlingen. Vi vet om att det sker prioriteringar inom sjukvården, men det är viktigt att alla människor behandlas lika och att inte några på grund av sina resurser går före och att vi med en gränsöverskridande vård kan kombinera de här två sakerna. Då är frågan om förhandsgodkännande viktig. Vi måste diskutera den frågan mera. Den gräns som ges i direktivet är inte bra. Sjukhusvård, icke sjukhusvård. Det är väldigt olika mellan länder, det förändras över tiden. Vi måste hitta andra kriterier. Jag ser fram emot ett samarbete. Vi i vårt utskott kommer att syssla med finansieringen av de sociala trygghetssystemen, som är en del av detta samarbete. Jag ser fram emot samarbetet med de andra utskotten i denna fråga.

4-037

**Anneli Jäätteenmäki (ALDE).** – Arvoisa puhemies, potilaalle tärkeintä on saada hyvää, turvallista ja edullista hoitoa, ja useimmiten potilas haluaa saada hoitonsa mahdollisimman lähellä kotiaan, eli kansallisesta terveydenhuollosta on huolehdittava asianmukaisesti.

Käsiteltävänä olevaa komission ehdotusta on kuitenkin syytä pitää tervetulleena. On tärkeää, että hoitoa on mahdollista saada myös toisessa maassa. Se mahdollistaa sen, että valinnanvapaus kasvaa, ohjeet ja neuvonta selkiytyvät ja turvallisuus- ja vastuukysymykset myös selkiytyvät. Potilaan kannalta tämä on siis hyvä asia.

Jäsenvaltioiden kannalta asia on hieman monimutkaisempi, koska direktiivi voi toimia hyvin vasta, kun EU:n jäsenvaltioiden sähköiset sosiaaliturva- ja terveydenhuoltojärjestelmät toimivat hyvin yhdenmukaisesti. Me tiedämme, että tänä päivänä näin ei ole, vaan kyseisen direktiivin täytäntöönpano vaatii runsaasti toimia jäsenvaltioilta. On pidettävä huoli siitä, että siinä vaiheessa, kun kyseinen direktiivi on hyväksytty, se myös toimii niin, että potilaan tiedot kulkevat, tietoturvasuus taataan ja potilaan turvallisuus taataan. Potilas on tärkein.

4-038

**Søren Bo Søndergaard (GUE/NGL).** – Hr. formand! Vejen til helvede er brolagt med gyldne løfter, og man skal ikke være professor for at se, hvad der bliver resultatet af dette forslag i den nuværende udformning. På den ene side et A-hold bestående af de velhavende, de veluddannede og dem med forbindelserne i orden - det er stort set alle os, der sidder i denne sal. Vi skal have mulighed for at springe ventelisten over i vort hjemland og søge de bedste eksperter i EU. Vi har nemlig råd til at lægge ud for behandlingen, og vi har råd til at betale rejseudgifterne og andre ekstraomkostninger. På den anden side de fatige og de underprivilegerede. De kan få lov til at stå bagerst i køen, og når de endelig kommer til, så får de den behandling, som vi, de rigeste, ikke har villet tage imod. Ved festlige lejligheder præsenterer EU sig som et alternativ til USA, men pointen er, at EU mere og mere kommer til at ligne USA - også på sundhedsområdet. I vores gruppe støtter vi fri og lige adgang til nødvendige behandlinger. Derfor siger vi nej til dette udspil.

4-039

**Alojz Peterle (PPE-DE).** – Socialna slike Evrope se je spremenila. Pred nami so novi izzivi, ki zahtevajo posodobitev evropskega socialnega modela. Spreminja se tudi zdravstvena slika Evrope. Nekateri bolezni močno napredujejo, tako tudi stroški delovanja zdravstvenih sistemov. Med državami, kot tudi znotraj njih, pa so državljani soočeni z velikimi razlikami v kakovosti zdravstvenih storitev. Možnosti za preživetje pri raku se med državami razlikujejo celo za nekaj deset odstotkov.

Pozdravljam ambicije Evropske komisije, da v okviru prenovljene socialne agende z visoko pozornostjo obravnava vprašanja zdravja. Hkrati pa obžalujem, da je šele odločitev Evropskega sodišča sprožila povečano pozornost do pravic državljanov v zvezi z zdravjem. Govorim kot človek, ki je sam preživel raka in ki pozna primere, ko so nekje pacientu rekli: „ne moremo vam več pomagati,“ drugje pa so taisti pacienti našli učinkovito pomoč.

Pravica gibanja pomeni možnost izbire. Možnost izbire vodi do več konkurence, to pa v višjo kakovost, mogoče tudi v nižje stroške. Prepričan sem, da bo direktiva o mobilnosti pacientov poživila Evropo in bo imela številne pozitivne posledice. Naš skupni cilj je zdravje za vse. Direktiva o čezmejnih zdravstvenih storitvah pomeni nedvomno večjo bližino državljanom, ki jih ne zanimajo toliko debate o kompetencah, ampak čim krajša pot do zdravja. Seveda pot z jasnimi prometnimi znaki.

Najbolj uspešna je tista evropska politika, ki jo državljani čutijo v žepih, kot se je to zgodilo z direktivo o gostovanju na področju telekomunikacij. Pri direktivi o čezmejnih zdravstvenih storitvah državljani vsaj na začetku tega ne bodo čutili v žepih neposredno, bodo pa imeli za isti denar več možnosti izbire. Tudi ta občutek ni slab, zlasti ko gre za zdravje.

4-040

**Evelyn Gebhardt (PSE).** – Herr Präsident, Frau Ministerin, Frau Kommissarin! Ich denke, wenn wir über ein soziales Europa sprechen, müssen wir immer die Menschen und deren Sorgen in den Vordergrund stellen. „In den Vordergrund stellen“ heißt, dass wir eine erste Priorität haben müssen, nämlich dass die Menschen im Gesundheitswesen vor Ort die

bestmögliche Versorgung bekommen sollen. Das ist die allererste Priorität. Das ist die Maßgabe für die Herangehensweise an diese Richtlinie.

Aber es gibt viele andere Gründe, für die wir natürlich auch andere Lösungen brauchen, sei es, weil die Leute reisen bzw. anderswo arbeiten, sei es eine seltenere Krankheit oder eine bessere Versorgung in einem anderen Land. Da ist es auch notwendig, die Hindernisse abzubauen, die in diesem Zusammenhang da sind, und dafür zu sorgen, dass Rechtssicherheit geschaffen wird. Das ist die zweite Priorität.

Die dritte Priorität ist, dass wir immer und immer wieder daran denken müssen, dass wir auch darauf achten müssen, dass die Gesundheitsvorsorge in den Mitgliedstaaten laut den Verträgen der Europäischen Union Sache der Mitgliedstaaten ist. Das heißt, die Organisation, die Finanzierung dieser Systeme obliegt den Mitgliedstaaten, und wir können nicht über unsere Gesetze daran rütteln. Das geht nicht, das dürfen wir nicht, und das wollen wir auch nicht, es sei denn, dass wir uns einigen könnten, irgendwann in der Europäischen Union eine gemeinsame Gesundheitspolitik zu gestalten. Das wäre das Beste, aber soweit sind wir leider noch lange nicht.

4-041

**Othmar Karas (PPE-DE).** – Herr Präsident, Frau Kommissarin, meine Damen und Herren! Wir und die Bürger Europas sind froh, dass wir endlich mit der parlamentarischen Beratung des Vorschlags beginnen können.

Ich bedauere, dass im Dezember Drohungen der PSE-Fraktion gegenüber der Kommission zu einer mehrmonatigen Blockade geführt haben. Der Vorschlag ist gut und er schafft einen Mehrwert für die Bürger Europas. Wir wollen, dass grenzüberschreitende Rechtssicherheit politisch geschaffen wird und der Bürger nicht erst durch den Gang zum Gerichtshof sein Grundrecht der Personenfreizügigkeit in diesem Bereich verwirklicht bekommt.

Wir diskutieren eine Patientenmobilitätsrichtlinie und keine Gesundheitsdienstleistungsrichtlinie. Hauptverantwortlich für die Versorgungssicherheit, die Qualität und die Finanzierung bleiben die Mitgliedstaaten. Aber wir wissen, dass wir eine verstärkte Zusammenarbeit der Mitgliedstaaten im Gesundheitswesen und mehr Europa in der Forschung, beim Schwerpunkt Krankenhäuser und in der Versorgung, grenzüberschreitend benötigen.

Es geht um die Frage der Patientenfreizügigkeit. Es ist nicht die Frage, ob, sondern es ist die Frage, wie wir die Gesundheitssysteme und die Qualität der Gesundheitsdienstleistungen ohne unerwünschte Nebeneffekte organisieren. Wir bewegen uns zwischen vier Polen: Patientenrechte, Schutz der Gesundheitssysteme und der Krankenkassen, Qualitätssicherung bei Gesundheitsdienstleistungen, Finanzierungs- und Rechtssicherheit.

Es ist ein legitimes Interesse des Patienten, sich die Gesundheitsdienstleistung auszusuchen, die ihm am besten erscheint. Um dies zu ermöglichen, braucht es einen Rechtsrahmen und Rechtssicherheit. Umgekehrt will die große Mehrheit der Bevölkerung Gesundheitsdienstleistungen möglichst nahe am eigenen Wohnort. Wir haben das Problem der Finanzierung des Gesundheitswesens in den Mitgliedstaaten. Mehr Mobilität bei gleichen Kosten ist daher der richtige Weg. Wir haben die Frage der Qualitätssicherung der Dienstleistungen. Auch hier sollten wir die Debatte um europäische Mindeststandards beginnen.

4-042

**Mia De Vits (PSE).** – Voorzitter, mevrouw de commissaris, ik vind het belangrijk, zoals andere collega's, dat het voorstel er eindelijk is. Het beantwoordt aan een noodzaak, aan een realiteit op het terrein en wij kunnen iets doen voor de mensen.

Sommige collega's stellen hier dat de rijken de enigen zullen zijn die zich zullen kunnen laten verzorgen in het buitenland. Wij moeten vermijden dat het alleen de meest gegoede mensen zijn die toegang hebben tot verzorging in het buitenland, want zij kunnen zich kostbare procedures via de gerechtelijke instanties veroorloven. Patiënten hebben recht op duidelijkheid en op rechtszekerheid en daar kunnen wij nu aan werken, dat is onze taak.

Het voorstel zal een meerwaarde betekenen voor de EU-burgers. Natuurlijk is het niet perfect, wij zullen nog een aantal verbeteringen moeten aanbrengen. Ik denk hierbij aan de definities van 'hospitaal', 'ambulante zorg', e.d. en het vastleggen van de specifieke gevallen waarin nog een voorafgaande toestemming verantwoord kan zijn. Dat zijn punten die wij zeker in het debat zullen opnemen.

Ik hoop echter dat wij een serieus en pragmatisch debat zullen hebben en geen ideologisch debat. Meer zaken zullen door de nationale regelgevingen verantwoord moeten worden, maar ik kan het geenszins eens zijn met degenen die zeggen dat dit voorstel zou raken aan de bevoegdheid van de lidstaten om hun gezondheidszorg te organiseren. Ik vind het heel belangrijk dat dit voorstel nu ter sprake komt.

4-043

**Milan Gaľa (PPE-DE).** – Zdravotné systémy v Únii spadajú predovšetkým do zodpovednosti členských štátov. Zodpovednosť za organizáciu a poskytovanie zdravotníckych služieb a lekárskej starostlivosti v súlade s článkom 152 Zmluvy sa v plnej miere uznáva.

Ciel'om návrhu smernice je zaviesť a zabezpečiť transparentný rámec pre poskytovanie bezpečnej, kvalitnej a účinnej cezhraničnej zdravotnej starostlivosti v Únii pri vysokom stupni ochrany zdravia a pri plnom rešpektovaní subsidiarity. So zámerom a cieľmi smernice nadšene súhlasím. Chcel by som však poukázať na isté prekonateľné nedostatky návrhu.

Existujú obavy, že tento typ starostlivosti môže vytvoriť neprimeraný tlak na systémy zdravotného poistenia v niektorých členských krajinách. Je potrebné precíznejšie zadefinovať postupy pri poskytovaní a finančnom uhrádzaní pri opakovaných hospitalizáciách, pri liečení komplikácií a poškodení. Musíme stanoviť časový horizont úhrady nákladov a zároveň jasne povedať, že smernica nebude a nechce riešiť dlhodobú zdravotnú starostlivosť v zariadeniach, kde býva zdravotný a sociálny systém prepojený.

Je potrebné špecifikovať termín „výhodnosť pre pacienta“. Do úvahy by sa mali brať v prvom rade medicínske hľadiská, nie subjektívne výhody. Pri špecifikácii pojmov „nemocničná starostlivosť“ a „ambulantná starostlivosť“ by bolo vhodné vymedziť pojem „špecializovaná ambulantná zdravotná starostlivosť“. Zároveň stále zostáva problémom spôsob úhrady receptov vydaných v zahraničí.

Kolegyne, kolegovia, podobne ako pri zavádzaní iných druhov voľného pohybu, ktorých sme boli svedkami, aj dnes existujú isté obavy, ktoré sú však podľa môjho názoru prekonateľné.

4-044

**Pier Antonio Panzeri (PSE).** – Signor Presidente, onorevoli colleghi, è stato detto che i servizi sanitari sono un importante pilastro del modello sociale europeo. Per questo sarebbe davvero opportuno che affrontassimo questo tema, con l'obiettivo di assicurare un livello elevato di protezione della salute e garantire ad ognuno un accesso eguale alle cure sanitarie, purtroppo il testo in discussione non sembra andare in questa direzione.

Bisogna evitare il rischio di negare alla radice lo scopo per il quale la direttiva deve essere emanata, ossia quello di garantire nell'ambito della libera circolazione il diritto dei cittadini europei a fruire dei servizi sanitari nell'ambito dell'Unione. In realtà il testo può essere percepito come strumento per garantire l'apertura del mercato sanitario a livello comunitario, cosa di ben diversa natura e che rischia sostanzialmente di trasformarsi in un diritto alla salute degli abbienti.

Il testo prevede, infatti, esclusivamente il rimborso delle spese da essi anticipato e limitato al costo della prestazione sanitaria comparato a quanto costa nel paese d'origine, omettendo i costi di trasporto e di permanenza nel paese ospitante. Ci sono poi altri punti critici che sono stati oggetto del dibattito, che vanno dall'esigenza di garantire degli standard di servizi a livello comunitario fino alla questione importante dell'informazione.

Per queste ragioni, penso sia utile una più approfondita riflessione per cercare insieme di dare ai cittadini europei le risposte che ancora mancano nella direttiva stessa.

4-045

**Roberta Alma Anastase (PPE-DE).** – Doresc, în primul rând, să salut întreaga propunere a Comisiei referitoare la un nou pachet social. Necesitatea modernizării modelului european social este evidentă în contextul specific al secolului XXI și al obiectivelor asumate prin Strategia de la Lisabona cu privire la creșterea economică susținută și prosperitatea populației.

Directiva supusă dezbaterii astăzi este importantă pentru aplicarea în practică a agendei sociale reînnoite, mai ales în cadrul priorităților cu privire la promovarea mobilității geografice și profesionale, precum și la asigurarea vieții mai lungi și mai sănătoase a cetățeanului european. Îmi exprim speranța că dispozițiile acesteia vor duce la asigurarea asistenței medicale cât mai aproape de domiciliu, aici având în vedere toate categoriile de populație, chiar și emigranți, forța de muncă angajată peste hotare și tineretul aflat la studii în străinătate.

De asemenea, este esențial ca asistența medicală să ofere servicii de calitate și siguranță, indiferent de locul prestării în Europa. Doresc să subliniez în acest sens importanța educării și formării profesioniștilor europeni în domeniu, precum și facilitării cooperării europene și a schimbului de bune practici. Ținând cont de dimensiunea transfrontalieră a directivei, formarea profesională trebuie să includă cunoașterea limbilor străine și familiarizarea cu noțiunile dialogului intercultural.

În sfârșit, cunoașterea adecvată a tehnologiilor informaționale și comunicațiilor este la fel de necesară pentru succesul directivei, și chiar crucială în vederea consolidării așa-numitului domeniu al e-sănătății.

4-046

**Daciana Octavia Sârbu (PSE).** – Asigurarea serviciilor medicale reprezintă pilonul modelului social european, iar crearea unei piețe interne pentru aceste servicii nu trebuie să stimuleze apariția turismului de sănătate, la care vor avea acces doar pacienții cu o situație financiară foarte bună, care cunosc multe limbi străine și care au acces la informații.

Pentru aceasta, este nevoie de clarificarea condițiilor de rambursare și autorizare a asistenței medicale, precum și a conceptului de îngrijire medicală. Mă îngrijorează efectele pe care această Directivă le va avea asupra noilor state membre.

Cetățenii europeni nu vor călători în țări în care serviciile medicale sunt foarte scumpe, ci invers, în țări precum România, Bulgaria, Polonia, ducând la un exod al pacienților din Europa de vest către Europa de est.

Deși furnizarea îngrijirilor medicale în noile state membre în conformitate cu standardele clare de calitate și siguranță nu se aplică uniform tuturor tipurilor de asistență medicală, apelarea la serviciile de stomatologie din Europa de est este în continuă creștere. Aceasta va duce la explozia prețurilor în statele gazdă, îngreunând accesul cetățenilor acestor state la îngrijiri medicale, atât din cauza prețurilor mari, cât și din cauza faptului că anumite companii își vor căuta clienți dispuși să plătească mai mult.

Deschiderea pieței europene a serviciilor medicale va afecta serios sistemul sanitar din Europa de est, creând o situație de inegalitate. Acordarea unei libertăți mai mari de alegere a modului și locului în care pacienții vor beneficia de servicii medicale reprezintă un lucru pozitiv atâta timp cât toți cetățenii au acces la servicii, indiferent de pătura socială din care provin.

4-047

**Dariusz Rosati (PSE).** – Panie Przewodniczący! Celem pakietu socjalnego powinno być zapewnienie wszystkim obywatelom Unii powszechnego i równego dostępu do wysokiej jakości usług zdrowotnych. W pewnym zakresie cel ten można osiągnąć poprzez odpowiednie regulacje na szczeblu Unii Europejskiej, ale wiele problemów wynika z wadliwych i nieskutecznych rozwiązań na szczeblu poszczególnych państw członkowskich. Dlatego Komisja powinna zachęcać państwa członkowskie do reformowania narodowych systemów opieki zdrowotnej przede wszystkim poprzez upowszechnianie dobrych praktyk i efektywnych sposobów finansowania.

Warunkiem skutecznej opieki zdrowotnej jest swoboda przepływu personelu medycznego pomiędzy państwami członkowskimi. W tym kontekście muszę zwrócić uwagę na istniejące wciąż obecnie ograniczenia w podejmowaniu za granicą pracy przez polskie pielęgniarki i położne. To jest dyskryminacja polskich pracowników, która stanowi jaskrawe naruszenie zasady swobody przepływu siły roboczej i równego traktowania obywateli. Wzywam Komisję do położenia kresu tym dyskryminacyjnym praktykom i przywrócenia polskim pielęgniarkom prawa do nieskrępowanego wykonywania zawodu w pozostałych państwach Unii Europejskiej.

4-048

**Zita Pleštinská (PPE-DE).** – Cezhraničné poskytovanie zdravotníckych služieb sme na výbore IMCO intenzívne diskutovali ešte počas prerokúvania Smernice o službách. Dohodnutý kompromis bol podmienený vylúčením zdravotníckych služieb z rozsahu Smernice o službách z dôvodu ich špecifickosti. Keďže je to komplexný problém, vítam túto diskusiu.

Ešte predtým, ako pacient požiada o poskytnutie zdravotnej starostlivosti v inom členskom štáte EÚ, musí mať k dispozícii jasné a zrozumiteľné informácie, predovšetkým o výške nákladov súvisiacich s ošetrením, o možnostiach preplácania nákladov jeho zdravotnou poisťovňou a o potrebe predbežnej autorizácie. Je potrebné, vážení kolegovia, aby sme na európskej úrovni prijali také pravidlá, aby pacient nebol obeťou systému, ale naopak, aby mohol využívať zdravotnícke služby kdekoľvek v EÚ.

4-049

**Arlene McCarthy (PSE).** – Mr President, many speakers stress the fact that all patients, whether they travel or stay at home, are entitled to high-quality, safe health care. Let us not forget that one of the biggest demographic challenges we have is an ageing population who will inevitably want health care in their own locality. So we need clarity to respect the right of patients to access health services, and at the same time we need to respect the Treaty provision stating that the organisation of health services, especially financing, is a competence of the Member States. We must recognise that 27 states have different systems, different funding systems. I regret that the directive is not clear on this point, but I have confidence that our rapporteurs can clarify these issues: if we want to keep out the lawyers we must have clarity, not just to avoid patients going to court, but to avoid them going to court on cross-border medical negligence issues.

So we need to have more innovation in our approach. The ideal mix, I believe, is to have patient mobility and to encourage Member States to buy in expert services, not just to treat one patient but to treat groups suffering from the same condition. This could be more cost-efficient, and could enable patients to stay close to family and friends.

4-050

**Marios Matsakis (ALDE).** – Mr President, this directive is wonderful in theory, but it could turn out to be a nightmare in practice. I say this because it could lead to services getting better in some centres but worse in others. I will give you an example: if patients from a small country like Cyprus with a neurosurgical problem all go to Sweden or Britain to have their neurosurgical treatment, then what will happen to the neurosurgical services in Cyprus? The standards will diminish, inevitably, and this holds for cardiovascular services, for orthopaedic services, for oncological services and for many others. So we must be very careful.

I fully support this directive, but we must make sure that we do not make good centres better and bad centres worse. We must be careful to raise the health standards right across Europe, in large countries as well as in small countries.



4-051

**Czesław Adam Siekierski (PPE-DE).** – Panie Przewodniczący! Celem odnowionej agendy społecznej jest między innymi ułatwienie mobilności w społeczeństwie wyznającym zasadę równości, gdzie żadne bariery nie powinny stać nikomu na drodze. Bardzo ważnym punktem jest wniosek dotyczący dyrektywy w sprawie stosowania praw pacjenta w transgranicznej opiece zdrowotnej. Jest on niezbędny do funkcjonowania w dzisiejszym mobilnym świecie, gdzie obywatele przemierzają setki kilometrów, aby przybyć na określone spotkanie. Dlatego tak ważnym jest, aby każdy Europejczyk miał świadomość, że w razie niebezpieczeństwa ktoś będzie ratował jego zdrowie i życie bez zbędnych przepisów i innych przeszkód. Należy sprawić, aby każdy mieszkaniec Unii wiedział, że aby uzyskać dostęp do opieki medycznej w nagłych wypadkach, musi posiadać Europejską Kartę Ubezpieczenia Zdrowotnego. Pacjenci muszą sobie zdać sprawę, że w razie niebezpieczeństwa powinni być traktowani na takich samych zasadach jak obywatele kraju, w którym są obecnie leczeni. Jakość, wydajność, a przede wszystkim bezpieczeństwo pacjentów są tym, na czym powinno nam najbardziej zależeć.

4-052

**Christel Schaldemose (PSE).** – Hr. formand! Tak til Kommissionen for at have fremlagt dette direktiv. Jeg synes, at det er utrolig vigtigt, at vi får mulighed for at behandle patienternes rettigheder politisk og ikke overlade det til EF-Domstolen at træffe afgørelse på så vigtigt et område. For mig at se er patienterne det allervigtigste. Vi skal have patienterne i fokus, men vi skal derfor også tænke på, hvordan vi indretter dette direktiv, så vi kan have alle patienters muligheder for en god behandling i fokus. Derfor tror jeg, at det er vigtigt, at vi sørger for, at direktivet giver mulighed for, at de patienter, der bliver hjemme i deres medlemsland, også kan få en ordentlig behandling. Og derfor tror jeg, at denne forhåndsgodkendelse skal være en hovedregel og ikke en undtagelse.

Det tror jeg, at vi bliver nødt til at fokusere på. Derudover vil jeg give min kollega fru Sârbu ret, når hun taler om, at vi skal passe på, at vi ikke laver et skel mellem øst og vest og mellem nord og syd i Europa med dette direktiv.

4-053

**Colm Burke (PPE-DE).** – Mr President, I welcome the proposal from the Commission. The question that is being asked is 'What can Europe do for me?'. I think it is important that we make health care available if it is not available in the home country. As one of the people who has benefited from cross-border health care – but I could afford it – it is important that it is available to everyone right across the Community. However, the issue that arises is that there should not be a delay in making sure that treatment is available. That is one of the things that I think is important in developing this policy.

4-054

**Proinsias De Rossa (PSE).** – Mr President, I believe there are a number of principles that have to be addressed in this issue. The first is that patients' health obviously has to be at the heart of it.

We must not leave the issue of these rights to decision by the courts. We as lawmakers must make the law in this area.

Thirdly, competition must not be encouraged, or be the outcome of this directive, between national health services; nor indeed should competition generally be encouraged in this area.

4-055

**Petru Filip (PPE-DE).** – Noile state membre se confruntă cu o majoră migrație a forței de muncă înalt calificată din sistemul sanitar, iar acest fenomen creează dezechilibre majore care vor implica eforturi financiare considerabile pentru a fi redresate. Este necesar ca noile state membre să beneficieze de programe europene extinse de finanțare care să dezvolte modalități flexibile de furnizare a serviciilor medicale în mod concret și nediscriminatoriu pentru toți pacienții.

4-056

**Monica Maria Iacob-Ridzi (PPE-DE).** – Politica europeană a mobilității este una dintre cele mai importante ale Uniunii Europene, dând posibilitatea oricărui cetățean de a se stabili și munci în țara în care beneficia de condiții de viață mai bune. Însă îngrijorarea de a nu-și putea recupera costurile unui tratament medical realizat în străinătate constituie un obstacol major în realizarea liberei circulații.

Astfel, doresc să propun instituirea unei asigurări de sănătate europeană recunoscută la nivelul tuturor țărilor membre prin care să fie facilitată cooperarea europeană și în materie de asistență medicală transfrontalieră. Aceasta va duce la instituirea unei agende sociale moderne care va contribui la promovarea oportunităților în domeniul ocupării forței de muncă și educației.

4-057

**Elisabeth Morin (PPE-DE).** – Monsieur le Président, cette proposition de directive va dans le sens de l'intérêt des patients et c'est cette approche humaine que je salue ici auprès de Madame la Commissaire et de Madame la Ministre. J'apprécie aussi l'amélioration de la coopération entre les États membres dans le respect des systèmes de santé nationaux et je souhaite que cette chance pour les Européens soit amplifiée par une bonne information dont ils ont besoin. Efficacité et humanité, voilà ce qui me plaît dans ce projet de directive.

4-058

**Παναγιώτης Δημητρίου (PPE-DE).** – Κύριε Πρόεδρε, αισθάνομαι υπερήφανος γιατί αυτή η οδηγία έχει γεννηθεί και έχει προωθηθεί από δύο κύριους Επιτρόπους, τον κύριο Κυπριανού και την κυρία Βασιλείου. Η οδηγία είναι ορθή, είναι αναγκαία και πρέπει να εφαρμοσθεί.

Επίκεντρο της οδηγίας αυτής είναι ο ασθενής ο οποίος έχει δικαίωμα στην καλύτερη δυνατή ιατροφαρμακευτική περίθαλψη, ιδίως όταν αυτή δεν μπορεί να του παρασχεθεί στη χώρα του.

Οι πρακτικές δυσκολίες που έχουν επισημανθεί είναι σωστές και πρέπει να προσεχθούν διότι οι κακές πρακτικές μπορεί να έχουν ως αποτέλεσμα να 'καταστραφεί' μια καλή κατά τα άλλα ιδέα.

4-059

**Roselyne Bachelot-Narquin, présidente en exercice du Conseil.** – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, Mesdames et Messieurs les parlementaires, permettez-moi d'adresser un mot d'ordre personnel, Monsieur le Président, pour dire à quel point j'ai été heureuse de retrouver mes collègues de la commission des affaires sociales, le président Andersson, Anne Van Lancker, Ria Oomen-Ruijten, Jiří Maštálka et bien d'autres. Je souhaiterais leur adresser mes amicales salutations.

John Bowis, au nom du PPE, a bien situé le problème comme il devait l'être, en posant la question: "Que fait l'Europe pour moi?". Il a reposé la question de l'Europe de la proximité et il a été suivi en cela par de nombreux intervenants comme Dagmar Roth-Behrendt pour le parti socialiste ou Jules Maaten pour l'ALDE.

Et, finalement, beaucoup de participants ont insisté, à la suite de John Bowis, pour dire que les patients prévalaient sur les États et sur les systèmes. Certes, certes. Mais il ne s'agit pas d'opposer finalement les patients, les États et les systèmes d'assurance maladie car la déstabilisation des systèmes d'assurance maladie aurait des répercussions terribles sur l'organisation des soins et, précisément, sur les malades que nous voulons protéger.

C'est pourquoi je répondrai à Dagmar Roth-Behrendt que la question ne porte pas sur le droit des patients à circuler dans l'Union européenne car c'est une évidence, ce droit est fondamental. La question est bien celle que pose la directive, du remboursement et des conditions du remboursement, du droit ou non au remboursement. L'article 152 du traité est clair, les États sont libres d'organiser et de financer l'offre de soins comme ils le veulent.

Au cœur de l'autorisation préalable se trouve la question de l'équilibre, de la solidité des comptes des systèmes de solidarité et d'assurance maladie des États, surtout des États les plus pauvres. Ce texte nous rappelle cette responsabilité et, en aucun cas, cette directive ne saurait être, pour les États, un moyen de s'exonérer de ces responsabilités.

Alors, effectivement, Jean Lambert disait: "Les soins transfrontaliers, ce n'est pas un but en soi" et Derek Roland Clark indiquait que, peut-être, il fallait veiller à ce que les dispositions de la nouvelle directive ne bénéficient finalement pas seulement qu'à quelques patients parmi les plus riches, les mieux formés et les mieux informés alors que les déséquilibres, eux, frapperaient alors évidemment les malades les plus pauvres.

Pour tout cela, la question cruciale, la question finalement qui fait débat et qui mérite approfondissement entre la Commission et le Conseil, c'est bien celle de l'autorisation préalable pour les soins hospitaliers car c'est là, effectivement, que sont les plus grands risques de dérégulation des systèmes nationaux.

Jean Lambert a posé la question de la compatibilité du projet de directive avec le règlement de coordination de sécurité sociale. La compatibilité de ces deux voies de remboursement a été affirmée par la Cour. C'est donc à la bonne articulation de ces deux voies que nous devons veiller. Le projet actuel de directive donne la priorité à l'application du règlement, ce qui apparaît comme raisonnable. Pour autant, la liberté de choix du patient doit continuer à s'appliquer si, pour une raison autre que financière, il préfère la voie ouverte par les jurisprudences.

Un certain nombre de parlementaires ont regretté, à la suite de Bernadette Vergnaud, que ce texte n'embrasse pas l'ensemble des difficultés rencontrées par les patients dans l'espace européen, et plus précisément dans leur État d'origine. Quand on voit les difficultés qu'il y a à résoudre sur ce simple texte, on imagine que d'avoir proposé un texte aussi large aurait été le meilleur moyen d'avancer par rapport aux solutions que nous avons à étudier en ce qui concerne des problèmes, très concrets, comme le fait de se faire rembourser ses soins de santé quand on se déplace en Europe pour ses études, pour son travail ou même simplement pour ses vacances.

De la même façon, il ne s'agit pas là d'une directive sur les services de santé, qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse. Il n'est donc pas utile d'agiter un prétendu épouvantail "Bolkestein". Ce n'est vraiment pas le sujet de cette directive.

Il faut donc que la directive nous permette, une fois ses principes fondamentaux réaffirmés et sur lesquels j'ai pris des notes, de préserver, comme cela existe entre la Commission et le Conseil, mais aussi avec de nombreux parlementaires sur tous ces bancs, pour ce qui est du respect de ces possibilités pour le patient, un certain mode de régulation. En ce qui

concerne l'autorisation préalable pour les soins de santé transfrontaliers, les États membres doivent rester maîtres de la détermination de leur panier de soins.

Il est aussi important que l'État qui impose un certain nombre de conditions d'accès aux soins pour des raisons de santé publique – on pense par exemple au système de médecin référent ou ce qu'on appelle le *gatekeeping* en anglais – que ces systèmes puissent être respectés et mis en œuvre quand on fait appel à un système de santé dans un autre pays que le sien.

Évidemment, il convient de ne pas dissocier cette discussion sur la directive de la prochaine communication de la Commission et de la proposition de recommandation du Conseil sur une action communautaire dans le domaine des maladies rares, et je crois qu'il est tout à fait possible de mener ces discussions de front. Autre sujet qui a été évoqué par de nombreux parlementaires, l'interopérabilité des systèmes d'information dans le domaine de la santé. Cette directive peut y contribuer sur le plan juridique.

Bien sûr, Madame la Commissaire, Mesdames et Messieurs les parlementaires, nous ne faisons qu'entamer le dialogue, qu'entamer la discussion sur ce sujet qui devra embrasser des domaines aussi vastes que la protection des données, la transparence des dispositifs, le périmètre. Mais, là encore, la sécurité juridique étant affirmée par la directive, nous pourrions avancer sur la voie de cette interopérabilité qui ne signifie pas unicité mais, tout simplement, harmonisation et meilleure compatibilité.

Mesdames et Messieurs les parlementaires, je voulais vous remercier pour la densité et la richesse des contributions qui ont beaucoup éclairé notre débat.

4-060

**Androula Vassiliou, Member of the Commission.** – Mr President, this has been a very interesting discussion.

Let me say that very often we hear the question: how can we bring the citizen nearer to the European Union?

This is one example of how we can make the citizen feel that the European Union is doing something for him or her. Under the present system, there are many inequalities. With the clear legal framework provided by the draft directive concerning citizens and the various issues we are trying to give clear information to the citizen about their rights and how they can exercise them.

It is true that there are concerns. I listened very carefully to your concerns, and I am sure that during the course of the debate and the deliberations we shall have, we have to address these concerns so that the end result will be something which is really of benefit to the citizen.

This is not a Bolkestein Directive II – far from it – and we should never think that this is so. It is about patients' rights and how to exercise those rights.

We are not trying to harmonise health systems. Member States can continue to exercise and regulate their health systems, and they can decide for themselves what benefits they want to offer to their citizens, and to what extent.

We are not trying to encourage health tourism. We are not trying to give citizens the chance to have their faces and their bodies fixed; rather, we are trying to give citizens the right to have proper health care when they are sick and they need it.

Nor do we expect a big exodus of European citizens from their home state to another Member State. According to the calculations and to the impact assessment that we have, only a very small percentage of citizens wish to go abroad. Why? Because they want to have the care that they need nearer to their families, they want to speak their own language and to be in a familiar environment.

However, there are cases when they need some extra health care which their home state cannot provide. This is a right that we give them – this extra right to have an informed choice and decide for themselves where they go for their health treatment.

Indeed, we have had encouragement from the European Court of Justice to legislate. We cannot leave it all the time to the Court to decide about the rights of the patient case by case. This is not just. How many European citizens can afford a lawyer and can afford to go to court? Only a very few. Therefore, we must offer solutions to all the patients, give them the right information and let them decide for themselves what they need.

This is a time for all of us to work together – the Council, the Commission and Members of Parliament – to find the best possible solutions for patients.

*(Applause)*

4-061

**Le Président.** – Merci infiniment Madame la Commissaire, je crois que les applaudissements de l'hémicycle disent la satisfaction du Parlement.

J'ai reçu, conformément à l'article 103, paragraphe 2, du règlement, six propositions de résolution en conclusion de ce débat<sup>1</sup>.

Je vous informe que le groupe PPE-DE a, entre-temps, retiré la sienne.

Le débat est clos.

Le vote aura lieu dans quelques minutes.

### *Déclarations écrites (article 142)*

4-062

**Livia Járóka (PPE-DE), in writing.** – Healthcare for Roma has been systematically denied or rarely taken into consideration across Europe, despite the fact that access to healthcare is a fundamental right for European citizens. The Renewed Social Agenda on cross-border healthcare must address the problems Roma encounter in their failure to have healthcare services within a short distance of their community. Most Roma live on the periphery of urban centres, and miles away from health facilities. Their segregation from these services results in the life expectancy of Roma being estimated at 10 years less than the national average. The prevention of and vaccination against diseases prevalent in Roma communities as well as the question of emergency situations and regular health checks have yet to be resolved. Another factor limiting the access of Roma to healthcare stems from their lack of identity cards, which would enable them to apply for insurance or social assistance. With the fall of the communist regimes, many Roma were not acknowledged, or were forgotten or erased from country citizenship records. Lastly, the health of Roma women must be addressed, as they are the caretakers of the Roma community. If the Commission is to help Europeans obtain healthcare services within the EU, they must ensure this is universally and equally applied.

4-063

**Lasse Lehtinen (PSE), kirjallinen.** – Hyvin toimivassa Euroopassa potilaan pitää voida hakea asianmukaista hoitoa sieltä, missä sitä on saatavissa. Jos yhdessä maassa on jonoja sydänleikkaukseen tai lonkkaleikkaukseen, hoitoon hakeutuminen toisessa maassa pitää olla mahdollista ilman protektionistista säädösviidakkoa. Esteiden poistaminen merkitsee myös olemassa olevien resurssien parasta hyödyntämistä. Useimmat puheenvuorot, jotka vastustavat potilaiden ja palvelujen liikkumista, vetoavat eurooppalaisuuden huonompiin puoliin, muukalaiskammoon ja luottamuksen puutteeseen. Hyvin toimivat terveyspalvelut, niin julkiset kuin myös yksityiset, ovat osa hyvinvointiyhteiskuntaa, eurooppalaista hyvinvointiyhteiskuntaa.

4-064

**James Nicholson (PPE-DE), in writing.** – Cross-border healthcare is a key element of the social package. While the EU has facilitated freedom of movement and the right to live and work in other EU countries, clarification regarding patients' rights to access healthcare in other Member States was urgently required.

Despite numerous European Court of Justice rulings on this subject, citizens are not fully aware of their rights on this issue. Moreover, they are not adequately informed about their exact entitlements, how to go about arranging treatment, or indeed reimbursements.

In Northern Ireland, projects have been piloted around the border counties which ensure that people can benefit from the most appropriately located healthcare services. These projects have been very successful and have been very much appreciated by the people who have benefited from them. In this regard, I would like commend the British Medical Association (NI) and the Irish Medical Association for their efforts in promoting cross-border healthcare between Northern Ireland and the Republic of Ireland.

While I welcome this work by the Commission, I cannot help feeling that it is overdue. Now that this issue has been clarified and given a legal framework, I sincerely hope that Member States will fully cooperate.

4-065

**Marianne Thyssen (PPE-DE), schriftelijk.** – We zijn nog steeds gelukkig dat het Europees Parlement gezondheidsdiensten uit de algemene dienstenrichtlijn hield. Gezondheidsdiensten zijn immers een specifieke sector waarvoor een specifieke aanpak vereist is.

Dat het voorstel ervan uitgaat dat, overeenkomstig vaste rechtspraak, de organisatie en de financiering van de gezondheidszorg tot de bevoegdheden van de Lidstaten behoort, is essentieel. Dit betekent dat de mobiliteit van de patiënt enerzijds niet tot een absoluut recht kan verheven worden en anderzijds geen excuus mag zijn om niet in het eigen

<sup>1</sup> Voir procès-verbal.

gezondheidsstelsel te investeren. Dit uitgangspunt moet ook voor gevolg hebben dat de Lidstaten de mogelijkheid hebben om de buitenlandse patiënt de werkelijke kost te doen aanrekenen. Solidariteit moet er zijn maar ze kan niet uitsluiten dat er een verschillende behandeling is voor een patiënt die in eigen land al via de sociale zekerheid en de belastingen een bijdrage heeft geleverd en de buitenlandse patiënt die dit niet heeft gedaan.

Dat de richtlijn er is, is positief maar iedereen die de sector volgt, voelt zondermeer aan dat er nog veel bijgeschaafd dient te worden. De kwaliteit, de toegankelijkheid en de financierbaarheid van de gezondheidszorg op solidaire basis blijven voor mij de evaluatiecriteria.

4-066

**Silvia-Adriana Țicău (PSE), în scris.** – Consider ca accesul la servicii medicale de buna calitate este una dintre valorile esențiale ale Europei Sociale. Drepturile pacienților în Uniunea cooperarea transfrontalieră în domeniul dintre Statele Membre reprezintă o parte importantă a noului pachet social. Pacienții trebuie să aibă acces la servicii medicale de calitate în orice Stat Membru și să poată fi rambursati până la valoarea la care ar fi rambursati în statele lor. Astăzi, în interiorul Uniunii Europene, există mari diferențe între serviciile de asistență medicală, atât în ceea ce privește calitatea cât și în ceea ce privește valoarea rambursată. Consider că este urgentă o evaluare a sistemului medical european și a tehnologiilor medicale utilizate. Dotarea corespunzătoare cu aparatură medicală necesară pentru diagnosticarea și tratarea diferitelor afecțiuni în toate spitalele este o condiție indispensabilă pentru calitatea actului medical. Medicii și asistenții își schimbă rezidența într-un alt stat membru atât pentru un salariu mai bun, dar și pentru posibilități mai bune de investigare și tratare a pacienților. Este important ca directiva privind drepturile pacienților în Uniunea Europeană să includă, funcție de prioritățile Uniunii, și o listă minimală de servicii medicale care să fie suportate integral din bugetele asigurărilor medicale.

4-068

### VORSITZ: HANS-GERT PÖTTERING

*Präsident*

4-069

## 5 - Begrüßung

4-070

**Der Präsident.** – Liebe Kolleginnen und Kollegen, gestatten Sie mir, in Ihrer aller Namen eine Delegation der Knesset unter der Leitung von Frau Amira Dotan zu begrüßen.

Im Rahmen der regelmäßigen Beziehungen zwischen dem Europäischen Parlament und Israel findet während dieser Tagung ein interparlamentarisches Treffen statt. Es handelt sich dabei um das 33. derartige Treffen unserer beiden Versammlungen.

Ich heiße Frau Amira Dotan und die Mitglieder ihrer Delegation herzlich willkommen, nachdem wir am Dienstag bereits Gelegenheit hatten, uns ausführlicher zu unterhalten.

Wir wünschen Ihnen für Ihre Arbeit Dialog- und Verständnisbereitschaft – Eigenschaften, die für ein entschlossenes Streben nach Frieden in der Region des Nahen Ostens unerlässlich sind!

Das Europäische Parlament verfolgt diesen Prozess sehr aufmerksam und ist entschlossen, objektiv und aktiv zum Frieden im Nahen Osten beizutragen.

*(Beifall)*

\* \* \*

4-071

**Sarah Ludford (ALDE).** – Mr President, this is about the building in Strasbourg and the decision to go back.

The Secretary-General sent an e-mail on Tuesday morning saying we would go back in October. I understand there was no vote or decision by the Bureau, which is strange.

Mr Rømer made no mention of the availability of the expert report. I had to rely on information from the Vice-President for Transparency to know that the Secretary-General had told the Bureau he would make it available to Members on request in the French and German versions in which it exists, although he would not translate it.

I have now sent a total of three e-mails over the last two days asking for the report in French, with no response. I find this unacceptable and I am now raising the matter under Rule 28 of the Rules of Procedure on accountability and Rule 96 on transparency.

I want to know the basis on which we are going back to Strasbourg. I have read the note which went to the Bureau on Monday, but it seems to me that the works only relate to the false ceilings. So, firstly, what do we know about the reasons for the collapse? Is it the design, the materials, the quality of construction or the building inspection? It has got to be one of those four.

Secondly, what does it tell us about the rest of the building? We do not know whether the whole building has been checked. Are there faulty materials? One rumour is that the steel used in the building is the same as in the Charles de Gaulle airport roof which collapsed. Is that true or not?

*(Protests)*

Well, if you do not give us the truth, rumours will proliferate.

This is all without prejudice to Mr Matsakis' concerns about asbestos in the building which he is pursuing with vigour, also with no response I think.

I want to know, first of all, why I have not been given the report, what is the basis for the decision to go back to Strasbourg, is the building truly safe, and who has decided it is?

*(Applause)*

For my part, this is not, and should not be – and I hope it is not being – dealt with as a political issue. People could have died if they had been there in August, and they could die if anything goes wrong. Please could I have some answers?

*(The President cut off the speaker.)*

4-072

**Der Präsident.** – Frau Kollegin! Soweit ich informiert bin, sind Sie Bürgerin des Vereinigten Königreichs. Die Bürgerinnen und Bürger im Vereinigten Königreich sind für ihren Pragmatismus und ihren kühlen Verstand bekannt. Deswegen rate ich, auch jetzt kühlen Kopf zu bewahren. Es gibt keinen Anlass, jetzt diese Frage zu missbrauchen.

Wir bereiten eine E-Mail für alle Abgeordneten vor. Aus dieser E-Mail werden sich dann in den entsprechenden Sprachen die technischen Einzelheiten ergeben. Vertrauen Sie der Parlamentsverwaltung! Es wird das Notwendige getan. Sie brauchen uns nicht zu ermahnen, die Wahrheit zu sagen. Wir sind immer der Wahrheit verpflichtet, auch in dieser Frage, Frau Kollegin.

*(Beifall)*

4-073

**Alexander Alvaro (ALDE).** – Herr Präsident! Am vergangenen Dienstag haben fünf Abgeordnete aus vier verschiedenen Fraktionen ein Großplakat aufgestellt, um eine Schriftliche Erklärung mit der Nummer 75 zu bewerben. Die notwendige Genehmigung des zuständigen Quästors Fazakas liegt vor und lag auch zu dem Zeitpunkt vor. Das Plakat ist am Dienstagnachmittag entfernt worden, ohne dass einer der Verfasser dieser Schriftlichen Erklärung darauf hingewiesen worden wäre. Gestern während des gesamten Tages konnten wir es nicht finden. Heute haben wir festgestellt, dass es bei der Sicherheit ist. Als Begründung wurde uns angegeben, dass es eine politische Entscheidung ist, dass diese Schriftliche Erklärung nicht beworben werden kann.

Seit wann entscheidet die Verwaltung, was politisch richtig und falsch ist, besonders wenn eine Genehmigung des zuständigen Quästors vorliegt? Wir sind demokratische Abgeordnete, die das Recht haben, ihre Position vorzubringen. Sie müssen nicht mit der Erklärung einverstanden sein, aber das Plakat zu entfernen, ohne dass die Verfasser darauf hingewiesen werden, ist falsch, ein Unding, und beschneidet die Rechte von Abgeordneten. Ich bitte hierzu um eine Stellungnahme.

*(Beifall)*

4-074

**Der Präsident.** – Herr Kollege Alvaro! Ich höre durch Ihre Wortmeldung, die völlig legitim ist, zum ersten Mal von diesem Vorgang. Ich versichere Ihnen, dass wir dieser Sache nachgehen werden.

4-075

## 6 - Erklärung des Präsidenten

4-076

**Der Präsident.** – Liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich bin von der Konferenz der Präsidenten gebeten worden, eine kurze Erklärung zum morgigen Tag der europäischen Sprachen abzugeben. Ich gebe diese Erklärung gerne ab. Bitte machen Sie

es mir etwas leichter, denn diese Erklärung erfolgt in mehreren Sprachen, und das ist auch für mich eine große Anstrengung. Ich ersuche Sie, diese Erklärung zur Kenntnis zu nehmen.

4-077

On 26 September 2008 we are celebrating the European Day of Languages. In that framework, the European Union, together with the European Council, is supporting a series of European initiatives aimed at promoting the valuation of languages and cultures and at highlighting to the European public the importance of learning languages.

4-078

Die sprachliche Vielfalt Europas ist ein wesentliches Element unseres geistigen Erbes und gehört zu unserem kulturellen Reichtum. Im Zuge der europäischen Einigung ist die Sprachenvielfalt immer mehr von einer Barriere zu einer Chance geworden. Die jüngst veröffentlichte Mitteilung der Kommission zur Mehrsprachigkeit bezeichnet daher zu Recht unsere Sprachenvielfalt als Trumpfkarte.

4-079

Le multilinguisme et la valorisation de la diversité linguistique constituent les fondements essentiels de notre travail au quotidien au sein du Parlement européen. Notre devise est "Pas de travail législatif sans traduction".

4-080

Infatti, la traduzione e l'interpretazione del nostro lavoro di rappresentanti dei popoli europei costituiscono un tassello fondamentale per assicurarne la legittimità e la trasparenza e per rendere la nostra Istituzione ancora più vicina ai cittadini europei.

4-081

En este contexto es importante señalar que el Parlamento Europeo es la única organización internacional que cuenta con un sitio Internet y una televisión web en 23 idiomas diferentes.

4-082

Unia Europejska zjednoczona w różnorodności nie musi obawiać się o swoją przyszłość.

4-083

Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit.

*(Beifall)*

\* \* \*

4-084

**Elizabeth Lynne (ALDE).** – Mr President, I have a point of order. If you have the information to tell us that it is safe to go back to Strasbourg, why can you not make a statement now before we leave this plenary and risk going back to a building that some of us think is still unsafe?

4-085

**Der Präsident.** – Frau Kollegin! Nach allem, was mir mitgeteilt worden ist, ist das Gebäude in Straßburg so sicher wie das Gebäude hier in Brüssel.

4-086

## 7 - Abstimmungsstunde

4-087

**Der Präsident.** – Als nächster Punkt folgt die Abstimmungsstunde.

*(Abstimmungsergebnisse und sonstige Einzelheiten der Abstimmung: siehe Protokoll)*

4-088

### 7.1 - Gemeinnützige Bürger- und Alternativmedien in Europa (A6-0263/2008, Karin Resetarits) (Abstimmung)

4-089

### 7.2 - Gemeinsames Mehrwertsteuersystem: Behandlung von Versicherungs- und Finanzdienstleistungen (A6-0344/2008, Joseph Muscat) (Abstimmung)

4-090

### 7.3 - Jahresaussprache über die Fortschritte im Bereich des Raums der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts (Artikel 2 und 39 EUV) (Abstimmung)

4-091

– *Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 1*

4-092

**Manfred Weber (PPE-DE).** – Herr Präsident, meine sehr verehrten Kolleginnen und Kollegen! Im Namen der EVP-Fraktion möchte ich bei diesem Punkt mündlich eine Neuformulierung vorschlagen. Ich möchte vorausschicken, dass der Bericht des Kollegen Deprez und des gesamten Ausschusses hervorragend ist und die EVP dem auch gern zustimmen würde. Wir haben einen *key point*, nämlich die Frage des Wahlrechts für Migranten in der Europäischen Union, nicht weil wir das Wahlrecht generell ablehnen, sondern weil wir der Meinung sind, dass es subsidiär zu entscheiden ist. Das Wahlrecht ist keine europäische Angelegenheit.

Deswegen möchten wir mit dem Vorschlag eine Brücke bauen und eine Neuformulierung vorschlagen. Wir bitten die Kollegen der anderen Fraktionen, das mitzutragen, damit wir hier alle diesem guten Bericht zustimmen können.

Die Neuformulierung lautet:

4-093

‘a proposal concerning the integration of long-term residents into the political life at European and local level; a step forward which could help the social, cultural and political integration of these long-term residents;’.

4-094

Ich bitte um Ihre Unterstützung.

4-095

**Der Präsident.** – Ich sehe, dagegen gibt es Widerspruch.

*(Der mündliche Änderungsantrag wird nicht angenommen.)*

4-096

## **7.4 - Medienkonzentration und -pluralismus in der Europäischen Union (A6-0303/2008, Marianne Mikko) (Abstimmung)**

4-097

– *Vor der Abstimmung*

4-098

**Ignasi Guardans Cambó (ALDE).** – Pido la palabra en aplicación del artículo 166 del Reglamento, en relación con el apartado 2 del artículo 45 del Reglamento de esta casa.

Ese apartado 2 del artículo 45 del Reglamento fue cambiado recientemente y prohíbe la introducción de ninguna enmienda en lo que son los informes de propia iniciativa.

El resultado, como se va a ver en la votación que va a haber a continuación, es que, si un grupo parlamentario quiere cambiar una línea o un párrafo de un informe de propia iniciativa, se ve obligado a presentar una moción entera alternativa en la que la única diferencia sea una coma distinta, o una palabra de más, o una palabra de menos.

Puede que eso fuera en su momento una idea buena, cuando se reformó ese artículo, pero en este momento lo que eso está provocando es el resultado de dificultar el llegar a acuerdos dentro de esta Cámara, lo que debería ser uno de los primeros objetivos. Es imposible llegar a ningún acuerdo entre grupos políticos si lo único que se puede hacer es presentar un texto entero distinto, como se va a ver en la votación a continuación.

Le pido, señor Presidente, que revise esa reforma que se hizo del apartado 2 del artículo 45, porque lleva a un absurdo y dificulta la relación política entre grupos en esta Cámara.

*(Aplausos)*

4-099

**Der Präsident.** – Ich möchte doch darauf hinweisen, dass das Europäische Parlament in seiner Weisheit dies so beschlossen hat.

*(Einwand von Frau Pack)*

Ja, leider, Frau Kollegin Pack, aber das kann man ändern. Wir müssen uns zunächst einmal an das Recht halten.

4-100

**Monica Frassoni (Verts/ALE).** – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il collega Guardans dovrebbe forse chiedere al suo gruppo visto che è stato uno dei proponenti di questa norma. Comunque, io voglio dire questo: questo rapporto che noi votiamo oggi, che è il rapporto Micco sulla questione della concentrazione e del pluralismo dei media è il primo rapporto



che noi approviamo con questa procedura, che impedisce di avere un vero dibattito, che impedisce di fare emendamenti, nel giorno tra l'altro dove in Italia si è consumato un grave, gravissimo, episodio a danno della libertà di espressione, con l'annunciato licenziamento di 25 giornalisti dall'unica televisione che per adesso non fa riferimento a Berlusconi. Penso, che questo modo in cui noi dibattiamo di questi problemi, in questo Parlamento sia anche indicativo di una mancata volontà di fare una normativa, una legge, una direttiva sulla concentrazione dei media e sul pluralismo nell'Unione europea, che è sempre più urgente.

*(Applausi dal centro e dalla sinistra)*

4-101

**Marianne Mikko (PSE).** – Mr President, I would to thank everybody who contributed to this extremely important and high-profile report on media pluralism and concentration in the European Union. The report is about safeguarding democracy. We have tried to include everything that strengthens democracy in this report. That is why you should try to focus and think twice before you vote. What are you in favour of, and what are you opposing? We are sending this message to our citizens today. Please think.

*(Applause)*

4-102

**Pál Schmitt, a PPE-DE képviselőcsoport nevében.** – Tisztelt elnök úr! Mint ennek a témának az árnyékjelentéstevője csatlakozom azokhoz, akik azt mondják, hogy ez nem jó így, ez a szisztéma. Én szerettem volna a parlamenti vitában kifejezni a Néppárt véleményét, de mint árnyékjelentéstevő nem kaptam szót.

Megkérdézem én, ha a médiapluralizmus olyan fontos, a vélemények pluralizmusa miért nem olyan fontos? Meg szerettem volna magyarázni, hogy néhány dologban nem értünk egyet, de nem kaptam szót. Az egész Parlamentben ketten beszélhettek ebben a témában, a jelentéstevő és a biztos úr. Ezt feltétlenül át kell gondolni, hogy jó-e ez a szisztéma, mert kíváncsiak vagyunk egymás véleményére, ezt úgy hívják, hogy véleménypluralizmus. Kérem, segítsen elnök úr, hogy ezt megvalósítsuk.

*(Taps a jobb oldalon)*

4-103

**Der Präsident.** – Liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich gebe jetzt noch dem Kollegen Cohn-Bendit das Wort, und dann müssen wir abstimmen. Wir können die Konsequenzen ziehen aus dem, was wir selbst beschlossen haben. Wenn wir etwas Fragwürdiges beschlossen haben, haben wir selbst die Möglichkeit, es zu ändern, aber es muss in einem geordneten Verfahren geändert werden.

4-104

**Daniel Cohn-Bendit (Verts/ALE).** – Herr Präsident! Was Sie eben gesagt haben, genau diesen Unsinn hat die Mehrheit dieses Hauses gegen unsere Stimmen beschlossen. Sie haben das beschlossen! Machen Sie jetzt Ihrem Vorsitzenden die Hölle heiß, damit das geändert wird!

*(Beifall von der Mitte und von links)*

4-105

**Der Präsident.** – Die Hölle wollen wir nicht gerade heiß machen, aber die Konsequenzen kann man ziehen, wenn die Mehrheit des Hauses das will.

4-106

**Stefano Zappalà (PPE-DE).** – Signor Presidente, onorevoli colleghi, non voglio entrare nel merito delle posizioni scorrette della collega Frassoni, però una precisazione all'Aula ritengo di doverla fare, è doverosa. Intanto, non esistono in Italia televisioni di proprietà del Presidente Berlusconi, ma di altri gruppi. In Italia esistono, Presidente, tre televisioni di Stato: Rai 1, Rai 2 e Rai 3, c'è il gruppo Mediaset e poi in Italia c'è LA7 ...

*(Proteste al centro e a sinistra)*

4-107

**Der Präsident.** – Liebe Kolleginnen und Kollegen! Es besteht kein Grund, sich zu erregen. Sie haben eine Entscheidung getroffen.

Wenn das Parlament einen Beschluss gefasst hat, von dem möglicherweise die Mehrheit der Meinung ist, dass es kein vernünftiger Beschluss war, dann kann man das ändern. Aber solange das Recht nicht geändert ist, wird das Recht eingehalten. Das ist die Grundlage hier im Parlament.

*(Beifall)*

4-108

## 7.5 - Steuerung der Energiepreisentwicklung (Abstimmung)

4-109

– *Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 1*

4-110

**Urszula Gacek (PPE-DE).** – Mr President, I have a genuine point of order with respect to the new Rules of Procedure. We have been told that, because debate has been curtailed, we can now put in more written statements over the single written statement we were able to do before the new Rules came into effect. Today I tried to submit two written statements, and the internet site will not allow it. So my voice in the debate for controlling energy has not been noted anywhere.

Can you make sure the technical problem is solved? The revised Rules of Procedure are not being adhered to.

4-111

**Der Präsident.** – Frau Kollegin, Sie können eine schriftliche Erklärung abgeben, aber es war jetzt nicht der Zeitpunkt, darauf zu bestehen.

4-112

## 7.6 - Ernährung, Übergewicht, Adipositas (Weißbuch) (A6-0256/2008, Alessandro Foglietta) (Abstimmung)

4-113

## 7.7 - Kollektive Verwaltung von Urheberrechten im Online-Sektor (Abstimmung)

4-114

## 7.8 - IASCF: Überarbeitung der Satzung - Öffentliche Rechenschaftslegung und Zusammensetzung des IASB - Reformvorschläge (Abstimmung)

4-115

**Piia-Noora Kauppi, on behalf of the PPE-DE Group.** – Mr President, as you already said, the PPE-DE Group would like to request the postponement of the vote on this resolution. Certainly, the governance of the International Accounting Standards Board is not going to be solved in the next two weeks, so we have time to vote about this resolution in the next mini-plenary session here in Brussels.

The reason for this is that we have got some new proposals from the European Commission and maybe it is possible to polish up some of the wordings of the resolution.

The deadline was very tight and that is why we want to have more time and to have the vote on this during the next Brussels session.

4-116

**Pervenche Berès, présidente de la commission ECON.** – Monsieur le Président, j'interviendrai au titre de la présidence de la commission des affaires économiques et monétaires. Dans la crise financière que nous connaissons, chacun comprend que l'enjeu des normes comptables et de leur caractère éventuellement procyclique est un sujet majeur. La gouvernance des structures qui élaborent ces normes comptables est une affaire majeure.

La Commission européenne, déjà interpellée par le rapport Radwan sur ces questions-là, a choisi d'élaborer une proposition qui n'associe pas ceux qui sont responsables de la stabilité des marchés financiers, qui est élaborée dans la précipitation avec des autorités américaines en fin de mandat et désavouées par l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle américaine, sans consultation du Conseil ni du Parlement européen.

Dans un esprit de compromis, dans un esprit d'ouverture, nous acceptons de réouvrir cette discussion si la Commission elle-même accepte de reconsidérer sa proposition et d'entendre les propositions du Parlement européen. C'est pour cela que je voudrais que la Commission puisse s'exprimer et s'engager à reconsidérer sa proposition. Dans ce cas-là, nous pourrions soutenir la proposition de Mme Kauppi.

4-117

**Androula Vassiliou, Member of the Commission.** – Mr President, the Commission does not have a position on this point.

4-118

**Der Präsident.** – Die Kommission hat sich nicht geäußert.

Frau Berès, habe ich Sie richtig verstanden, dass Sie der Antragstellerin, Frau Kauppi, unter diesen Bedingungen zustimmen?

Dann lassen wir über den Antrag abstimmen.

(Das Parlament stimmt dem Antrag auf Vertagung der Abstimmung zu.)

4-119

## 7.9 - Sozialpaket (Abstimmung)

4-120

– *Vor der Abstimmung*

4-121

**Philip Bushill-Matthews, on behalf of the PPE-DE Group.** – Mr President, just to confirm briefly that the PPE-DE Group has decided to withdraw our resolution on the social package. We had a very full debate at the last part-session, at which all groups aired their views very fully. Meanwhile, our group has secured the rapporteurship on the renewed social agenda, which reflects the immense importance we give to social issues, and we look forward to getting the considered comments from all political groups over the coming months, so that together we can produce a report of which the whole House can be proud.

(Applause from the PPE-DE Group)

4-122

## 8 - Stimmerklärungen

4-123

**Zuzana Roithová (PPE-DE).** – Pane předsedo, já bych prosila jenom do zápisu, že jsem hlasovala pro zprávu Foglietta, ale selhalo mi hlasovací zařízení.

4-124

### *Mündliche Stimmerklärungen*

4-125

– **Entschließungsantrag: Jahresaussprache über die Fortschritte im Bereich des Raums der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts (Artikel 2 und 39 EUV) (B6-0425/2008)**

4-126

**Simon Busuttil (PPE-DE).** – Naturalment, f'din is-sitwazzjoni kaotika diffiċli li wiehed jinftehem. Xtaq inqum biex nispijega l-vot tiegħi favur ir-risoluzzjoni li għadna kif ivvutajna, li għadna kif approvajna, dwar id-dibattitu annwali fuq il-progress li jkun sar fiż-Żona ta' Libertà, Ġustizzja u Sigurtà. Illum, il-Kunsill tal-Ministri dwar il-Ġustizzja u l-Intern qiegħed jiltaqa' sabiex jiddiskuti u japprova l-Patt Ewropew dwar l-Immigrazzjoni u l-Ażil. Dan huwa suġġett importanti ferm u hija proposta importanti ferm li qiegħda tiġi diskussa fil-Kunsill, u jiena nittama li, fid-diskussjoni li qiegħda ssir fil-Kunsill illum, tiddaħhal ukoll f'dan il-Patt dikjarazzjoni ċara dwar il-htieġa li l-piż tal-immigrazzjoni jinqasam b'mod aktar ġust, b'mod aktar ekwu ma' kulhadd. Jiena nittama li l-Ministri jadottaw dan il-Patt illum u li jkun fih referenza għal din ir-responsabilità komuni tagħna.

4-127

**PRESIDÊNCIA: MANUEL ANTÓNIO dos SANTOS**

*Vice-presidente*

4-128

– **Proposta de resolução: Debate anual sobre os progressos realizados no Espaço de Liberdade, Segurança e Justiça (artigos 2.º e 39.º do Tratado UE) (B6-0425/2008)**

4-129

**Frank Vanhecke (NI).** – Voorzitter, de resolutie waarover wij zopas hebben gestemd was voor mij en zeker voor mijn fractie omwille van talloze redenen onaanvaardbaar. De voornaamste reden is natuurlijk dat Europa volgens mij allesbehalve een nieuwe, zelfs een zogenaamde illegale, immigratiegolf nodig heeft. Allesbehalve.

Het is heel gemakkelijk voor bedrijven en voor de overheid, om steeds maar vreemdelingen uit niet-Europese landen te blijven importeren. Dat veroorzaakt een *brain drain* vanuit ontwikkelingslanden naar Europa, waar op lange termijn noch die ontwikkelingslanden, maar zeker ook Europa helemaal niet beter van worden, integendeel. Laten wij eindelijk eens beginnen - en ik kijk dan in de eerste plaats naar de overheid en naar de bedrijfswereld - met de assimilatie, de omscholing en de inschakeling in het normale arbeidsproces van de reeds massaal, bijzonder massaal hier aanwezige en niet- en nooit-aangepaste vreemdelingen.

4-130

– **Relatório: Marianne Mikko A6-0303/2008)**

4-131

**Neena Gill (PSE).** – Mr President, I voted in favour of the Mikko report because I believe the media has a vital role to play in safeguarding democracy. With the expansion of the EU it is our role to ensure the convergence of standards for the protection of basic freedoms and democracy. I was involved in the opinion of the ITRE Committee on the Mikko report, and I would like to congratulate her because I think new technologies have led to the emergence of new media channels and new types of content, and the media remains an important political tool. In this context, a pluralistic media system is an essential requirement for the democratic social model.

When media ownership is concentrated in just a few people's hands, this favours the monopolisation of the advertising market and represents a barrier to new entrants. Competition law has helped restrict media concentration, but these problems still remain in a number of Member States where the market is dominated by a few large players.

So the report's suggestion of linking media law and competition law is therefore to be commended.

4-132

**Zdzisław Zbigniew Podkański (UEN).** – Panie Przewodniczący! Pluralizm mediów to różnorodność przekazywania treści i własności nadawców. Oba aspekty są obecnie na rynku medialnym zagrożone. Coraz większa koncentracja własności przedsiębiorstw medialnych konkurujących na rynku doprowadziła do sytuacji, w której informacje wartościowe z punktu widzenia społecznego i kulturowego są trudne do odnalezienia w gąszczu łatwo dostępnych i wystandaryzowanych newsów dla każdego. Trudno nawet przewidzieć do czego pogarszająca się sytuacja w tym zakresie może doprowadzić nie tylko pojedynczego odbiorcę, ale i całe społeczeństwo.

Pani sprawozdawczyni słusznie zaakcentowała rolę mediów publicznych jako strażnika różnorodności treści z misją szerzenia informacji wysokiej jakości. Słusznie też postuluje model współistnienia silnych mediów publicznych poza konkurencyjnym rynkiem medialnym oraz prywatnych przedsiębiorstw medialnych, których celem jest zysk. Równowaga tych filarów powinna być niewątpliwa. Treść sprawozdania, a co za tym idzie intencje sprawozdawczyni, wydają się jasne i przejrzyste. Kompromis zawarty podczas obrad Komisji Kultury jest dobry. Ponadto status prawny nowych możliwości przekazywania treści takich jak blogi internetowe, czy też ogólnie rzecz biorąc wiadomości tworzone przez urzędników powinien być jasno określony, tak aby tworzący je użytkownicy byli świadomi wynikających z tego praw i obowiązków i ewentualnych sankcji.

*(Przewodniczący odebrał posłowi głos)*

4-133

**Frank Vanhecke (NI).** – Voorzitter, ik hoor dit Parlement graag zeggen dat alle lidstaten de pluriformiteit van hun media moeten waarborgen en dat zeker de openbare omroepen daarbij een grote rol spelen. Dat klopt. Zoiets heet in een normale samenleving democratie en vrijheid van informatie, in de eerste plaats vrijheid van informatie voor oppositiekrachten.

Gemeten aan die criteria zijn België en zelfs Vlaanderen geen democratie. Mijn politieke partij bijvoorbeeld, een grote politieke partij in dit land, wordt door de Vlaamse openbare omroep systematisch en openlijk gediscrimineerd en geboycot en dan nog op basis van officiële richtlijnen. Waarom? Omdat onze zienswijzen en voorstellen politiek niet correct heten te zijn of afwijken van het heersende discours. Nog niet zo lang geleden trouwens gaf de ex-topman van de openbare omroep openlijk toe dat hij vanwege de Belgische koning een barontitel had gekregen omwille van zijn strijd tegen en discriminatie van de oppositiepartij.

Een paragraaf over de behandeling van oppositiepartijen die tegen de stroom inroeien had in dit anders niet zo slechte verslag eigenlijk niet misstaan.

4-134

**Koenraad Dillen (NI).** – Voorzitter, ik heb mij bij dit verslag onthouden. In dit verslag worden terecht enkele pijnpunten inzake pluralisme en mediaconcentratie blootgelegd, zoals wij die kennen in verschillende lidstaten.

Als Vlaming kan ik erover meespreken. Want geen enkele staat in de Europese Unie heeft meer nood aan bijvoorbeeld een neutrale media-ombudsman die de vrije meningsuiting en de pluriformiteit garandeert, dan België. Hier in Brussel, waar het hart van de instellingen klopt, zijn het immers niet alleen de particuliere media, maar ook de overheidsorganen die schaamteloos de grootste oppositiepartij, zoals mijn collega daarjuist ook zei, boycotten en het recht van de burgers op evenwichtige en vrije informatie fnuiken.

Het handvest van de persvrijheid waarvoor de rapporteur pleit, kan dit soort wantoestanden misschien onmogelijk maken, zo niet dan blijft alles bij een pure *window dress*.

Anderzijds vraag ik mij toch af waarom de rapporteur juist het vrije medium bij uitstek, het internet en in het bijzonder de bloggers, ook strikter wil reglementeren en dan heb ik het nog niet over de terechte zorg voor het respect van de auteursrechten. Want het zijn net die staten waar er geen echt mediapluralisme bestaat, waar men het hardste pleit voor meer controle op het internet. Met dit verslag krijgen zij bijkomende argumenten in handen en dat is te betreuren.

4-135

**Pál Schmitt, a PPE-DE képviselőcsoport nevében.** – Köszönöm, elnök úr! Magyarul fogok beszélni. A média sokszínűsége az Európai Néppárt számára kiemelten fontos terület, ezért is döntöttünk úgy, hogy a jelentés elutasítása helyett a frakciónk egy alternatív határozati javaslatot nyújtson be. Ez, megőrizve az eredeti jelentés erőit, a számunkra elfogadhatatlannak ítélt részeket törölte a szövegből, és beillesztette azokat a javaslatokat, amelyeket fontosnak tartottunk hangsúlyozni.

A frakció többek között kifogásolta, hogy a jelentés egyes tagországokat konkrétan megnevezett, miközben meggyőződésünk szerint egy média-sokszínűségről készülő jelentésnek semlegesnek és általános érvényűnek kell lennie. Nem célja, hogy bizonyos országokat rossz példaként állítson szégyenpadra. Ugyancsak nem tudtuk elfogadni, hogy a jelentés úgy fejezi ki magát, hogy egyes médiabirodalmak elsősorban a profit és az anyagi érdekeik szerint motiváltak, ez is túlzott általánosítás, ezt sem tudtuk elfogadni.

A heves politikai vitákat kiváltó jelentés mindenképpen fel kell, hogy hívja az Európai Bizottság figyelmét, hogy a téma súlyának megfelelően foglalkozzon a kérdéssel, és vizsgálja meg, milyen uniós vagy tagállami intézkedéseket szükséges meghozni a sokszínűség érvényesülése érdekében. Köszönöm.

4-136

– **Propostas de resolução - Controlo dos preços da energia (RC-B6-0428/2008)**

4-137

**Peter Baco (NI).** – Podporujem efektívnu kontrolu cien energií. Volatalita cien za posledné mesiace je predsa proti občanom Európskej únie a profitujú na nej špekulujúce medzičlánky. Navyše sme tu svedkami absolútne neprijateľného stavu, keď ceny energií určujú aj ceny potravín. Nemôžeme mlčky akceptovať cynické tvrdenie, že globálne je potravín dostatok, ale nie každý má dosť peňazí na drahé potraviny.

Experti Svetovej banky sú názoru, že energia z biomasy má až 80 % podiel na prudkom zvýšení cien potravín. V tejto súvislosti som viacnásobne upozornil na potrebu zvýšenia zásob potravín a regulácie používania potravinových zdrojov na energetické účely. Ide o kľúčový problém súvisiaci s kontrolou cien potravín a treba mu preto venovať oveľa väčšiu osobitnú pozornosť.

4-138

**Czesław Adam Siekierski (PPE-DE).** – Panie Przewodniczący! Mamy dzisiaj do czynienia z szybkim wzrostem cen nośników energii. Bezpośrednio przekłada się to na poziom życia mieszkańców Unii Europejskiej oraz na wzrost inflacji. To sprawia, że należy stworzyć instrumenty ochrony mieszkańców Europy przed skutkami tych podwyżek. Pomimo obserwowanych od niedawna spadków cen ropy naftowej, uważam, że powinniśmy większą uwagę zwrócić na mechanizmy zapewniające stabilizację cen. Rodzi się też postulat zapewnienia większej przejrzystości rynku paliw tak, by w przyszłości był mniej podatny na spekulacje na giełdach światowych. Mówiąc o energii nie sposób nie podkreślić potrzeby, po pierwsze, intensyfikowania prac nad zwiększeniem roli energii ze źródeł odnawialnych, a także energii jądrowej, po drugie, wprowadzenia nowych technologii przy wykorzystaniu węgla, po trzecie, musimy wprowadzić szeroki program zwiększania efektywności energetycznej.

4-139

– **Relatório: Alessandro Foglietta A6-0256/2008)**

4-140

**Renate Sommer (PPE-DE).** – Herr Präsident! Ich habe den Bericht Foglietta abgelehnt, und ich möchte allen Kollegen danken, die mich in dieser Ablehnung unterstützt haben.

Obwohl Übergewicht ein wachsendes Problem ist, ist dieses Weißbuch nämlich kein Beitrag zu einer Lösung. Im Gegenteil! Es besteht aus einer wilden Zusammenwürfelung verschiedener Empfehlungen und Forderungen nach Gesetzen. Wir machen uns damit lächerlich. Ich bin froh, dass wenigstens der Vorschlag zur Ampelkennzeichnung von Lebensmitteln keine Zukunft bekommen hat, aber andere Vorschläge, die vorgreifen auf etwas, was wir erst noch machen und wofür ich die Parlamentsberichterstatte bin, nämlich die Lebensmittelkennzeichnung, sind durchgekommen.

Wir haben beschlossen, dass wir eine Werbezensur fordern, dass wir künstliche Trans-Fettsäuren verbieten wollen, sie aber gleichzeitig auf Lebensmitteln kennzeichnen wollen, dass in Zukunft unser Taillenumfang offiziell gemessen wird, dass der Salzgehalt in Lebensmitteln überwacht wird und wir damit einen Eingriff in Lebensmittelrezepturen fordern. Eine neue Definition für gesunde Ernährung wurde auf den Weg gebracht – die ist jetzt nämlich unter anderem nur mittels ökologisch erzeugter Lebensmittel möglich. Das ist eine Diskriminierung der konventionellen Landwirtschaft.

Schlechte Lebensmittel gibt es nicht, die dürfen nach unserem Rechtsregime nicht auf den Markt. Jeder Verbraucher hat das Recht auf Information, aber auch auf die Würde, selbst entscheiden zu dürfen.

4-141

*Declarações de voto escritas*

4-142

– **Relatório: Karin Resetarits (A6-0263/2008)**

4-143

**Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig.** – Detta betänkande om ideellt drivna, icke-kommersiella, lokalsamfundsmedier i Europa tar upp ett område som anses böra få ett ökat ekonomiskt bidrag från EU-stödprogrammen. Detta är ännu ett exempel på hur olika särintressen i detta parlament försöker öka antalet EU-stödprogram och dessutom öka de ekonomiska resurserna till dem för att kunna dela ut anslag till höger och vänster.

Det ter sig ofattbart att stöd till ideellt drivna icke-kommersiella lokalsamfundsmedier skulle kunna ses som en uppgift att hantera på EU-nivå. Subsidiaritetsprincipen leder självklart till slutsatsen att detta är en uppgift för medlemsländerna eller regionala politiska enheter. Där finns kunskapen om dessa medier och där finns möjligheten att väga sådana utgifter mot resursbehovet för exempelvis vård, skola, omsorg osv.

I subsidiaritetsens namn har vi röstat nej till detta betänkande i dess helhet.

4-144

**Gyula Hegyi (PSE), in writing.** – ‘Community media’ often plays an important role in local communities. It is an influential source of information amongst the local media; sometimes even the sole voice of local communities. That is why the European Union should focus more on these media, especially after the failure of the Lisbon Treaty, as they may serve as an efficient means to pass on EU related information to citizens.

As rapporteur for the report on the active dialogue with citizens on Europe, I fully support any kind of communication tool which may help to bring closer the EU to the citizens. Nevertheless, I am convinced that an essential precondition for community media as well as any other local media financed, even partially, from public funds, is to be independent not only from national but also from local power.

I know that community media, especially their financing, should be a primary concern of Member States, due to their various forms and local specialities. Where we may help at European level is in giving more visibility to the issue. This report is the first step in that direction.

4-145

**Ian Hudghton (Verts/ALE), in writing.** – The Resetarits report, which I supported, makes reference to the importance of media in strengthening cultural and linguistic diversity. This week saw the launch of the first ever Gaelic language television channel – a welcome development in the promotion of the linguistic diversity of both Scotland and Europe.

4-146

**David Martin (PSE), in writing.** – Community media has always had an important role to play in our society. Such media can promote intercultural dialogue by combating negative stereotypes. The EU must fully recognise this by improving Community media’s legal recognition and access to radio spectrum for broadcasts. I voted in favour of the report.

4-147

**Daniel Stroj (GUE/NGL), v písemné formě.** – Pokud jde o občanská a alternativní média, domnívám se, že je mimo pochybnost, že mohou přispět ke zvýšení plurality médií a k informování občanů. Praxe ve většině členských států Evropské unie podle mne jasně ukazuje, že svoboda slova se stala spíše mýtem a že tzv. komerční média mají tvář takovou, jakou ji chce mít jejich majitel. Objektivnost informací v médiích veřejnoprávních je často výrazně determinována zájmy vykonavatelů politické moci, a to bez ohledu na statut a právní rámec, který je pro tato média stanoven. O to víc je důležité, aby v případě občanských a alternativních médií bylo zamezeno jejich zneužívání mimo hranice poslání, jež taková média mají mít. Souhlasím s tím, že tato média zasluhují všeobecného právního uznání v zemích EU. Ovšem pravidla, která budou jejich činnost regulovat, je nutné od počátku nastavit tak, aby se občanská a alternativní média nemohla zpronevěřit svému poslání, své společenské úloze.

4-148

– **Relatório: Joseph Muscat (A6-0344/2008)**

4-149

**Marian Harkin (ALDE), in writing.** – I cannot support this report. While I agree with, and welcome, many of its proposals, I have concerns regarding the narrowing of the scope of the VAT exemption in respect of investment funds. I believe it is better to maintain the *status quo*.

4-150

**Peter Skinner (PSE), in writing.** – The EPLP believes that the upgrading of VAT requirements for financial services has been long overdue. The rapporteur has shown great diligence in his application to this task. We believe his approach has been very sympathetic to the issue of passing on costs to consumers and that he understands the problems that could be faced. We are uncertain how some points can be properly managed at a practical level – in particular, on the discretion for companies to be allowed to apply VAT. So we have reservations which could not be expressed in the particular

amendments, because it was an 'en bloc' vote 1-28. The EPLP support the rapporteur but would have voted against Amendments 6 and 21.

I would personally like to thank Joseph Muscat for his work on this report and others and for his collegiate attitude in the European Parliament. I hope his career goes from strength to strength and that we can welcome him back as a future prime minister of Malta very soon.

4-151

**– Proposta de resolução - Debate anual sobre os progressos realizados no Espaço de Liberdade, Segurança e Justiça (artigos 2.º e 39.º do Tratado UE) (B6-0425/2008)**

4-152

**Philip Bradbourn (PPE-DE), in writing.** – Whilst in favour of cooperation between Member States in the Area of Freedom, Security and Justice (AFSJ), UK Conservatives are voting against this resolution as we remain consistently opposed to any calls for further harmonisation in the field of AFSJ. In particular we are against calls in the report for the adoption of those Lisbon Treaty provisions which can be adopted under current arrangements.

4-153

**Patrick Gaubert (PPE-DE), par écrit.** – Je me réjouis de l'adoption à une très large majorité de la résolution portant sur le débat annuel sur les progrès réalisés en 2007 dans l'espace de liberté, de sécurité, et de justice.

Il s'agit d'un texte de grande qualité qui rappelle avec force la nécessité de l'adoption rapide du Traité de Lisbonne qui permettra de renforcer l'espace de liberté, de sécurité et de justice dans la mesure où il prévoit des améliorations fondamentales pour la légitimité et l'efficacité de l'action de l'UE.

Il invite en outre la Commission et le Conseil à définir les nouvelles priorités du prochain programme pluriannuel pour l'ELSJ pour la période 2010-2014.

Il propose enfin un certain nombre de mesures indispensables à adopter dans le domaine des droits fondamentaux et de la citoyenneté, en matière de protection des frontières et en matière d'immigration et d'asile. Ces priorités sont celles qu'a défendues notre groupe politique et se retrouvent en grande partie dans le pacte européen pour l'immigration et l'asile qu'il convient de mettre en œuvre grâce à des actions concrètes.

4-154

**Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito.** – Apesar de concordarmos com diferentes pontos inseridos na presente resolução sobre o dito "espaço de liberdade, segurança e justiça" – eufemismo para designar o real processo de comunitarização da justiça e assuntos internos (JAI), que são competências soberanas dos Estados –, esta contém um conjunto de objectivos, prioridades e propostas que contam com a nossa mais firme rejeição.

Nomeadamente, pelo facto de fazer "orelhas moucas" à rejeição do denominado tratado "de Lisboa" – insistindo na sua imposição até final de 2009 e apelando ao avanço do processo de comunitarização da justiça e dos assuntos internos – evidenciando o desrespeito da maioria do PE por esta soberana e democrática decisão do povo irlandês.

Ou ainda, entre outros exemplos, pelo facto de apontar como objectivos o aprofundamento do Sistema de Informação Schengen (incluindo as decisões referentes ao Tratado de Prüm), do Frontex ou da política de imigração da UE (selectiva, securitária e criminalizadora da imigração).

E, apesar de denunciar que a "UE está a instituir uma cooperação policial e judicial de facto com os países terceiros, nomeadamente os EUA, mediante acordos bilaterais em diversos domínios, contornando assim os procedimentos formais de tomada de decisão democrática e o controlo parlamentar", o PE não a coloca em causa.

4-155

**Tobias Pflüger (GUE/NGL), schriftlich.** – 1. Der Antrag beschreibt den Lissabonvertrag als „wesentliche und dringende Voraussetzung“ dafür, dass die EU „auch wirklich ein Raum der Freiheit, der Sicherheit und des Rechts ist“. Der Lissabonvertrag ist nach dem irischen Referendum abgelehnt, dies gilt es endlich zu akzeptieren.

2. Der Antrag fordert die Betriebsaufnahme von SIS II und „die Stärkung von Frontex“. Die Grenzschutzagentur Frontex leistet die operative Umsetzung der inhumanen Abschottungspolitik der EU gegenüber Menschen in Not. SIS II liefert die dafür notwendigen Daten. Diese Politik ist menschenfeindlich und daher grundlegend abzulehnen.

4-156

**Søren Bo Søndergaard and Eva-Britt Svensson (GUE/NGL), in writing.** – Generally speaking we support the idea of granting long-term residents the right to vote at European and local elections. However, we believe it is for the Member States to decide on the right to vote in local elections in accordance with the relevant international conventions.

4-157

– Relatório: Marianne Mikko (A6-0303/2008)

4-158

**Alessandro Battilocchio (PSE)**, *per iscritto*. – Desidero sottolineare quanto sia importante tutelare il pluralismo dei Media (già citato nell'articolo 11 della Carta dei diritti dell'Unione Europea) che assicura un processo democratico grazie al quale le informazioni arrivano in maniera trasparente ai vari cittadini europei. E' noto, infatti, che troppo spesso le pressioni politiche influenzano i Media che invece, soprattutto quelli del servizio pubblico, hanno bisogno di una quota di mercato considerevole e stabile che li renda autonomi da finanziamenti inadeguati e lobby politiche.

4-159

**Jean-Marie Cavada (ALDE)**, *par écrit*. – Je réaffirme l'importance que j'attache à la liberté d'expression et au maintien du pluralisme des médias. Les blogs sont des outils pouvant menacer la vie privée, et être assimilés à des "délits de presse" s'ils sont faux ou malveillants.

4-160

**Jorgo Chatzimarkakis (ALDE)**, *schriftlich*. – Ein pluralistisches Mediensystem ist Grundvoraussetzung für das Fortbestehen des demokratischen, europäischen Gesellschaftsmodells. Jedoch schafft die Eigentumskonzentration im Mediensystem ein Umfeld, das die Entstehung von Monopolen begünstigt, Hindernisse für den Marktzutritt schafft und zur Vereinheitlichung der Medieninhalte führt.

Die Entwicklung des Mediensystems ist zunehmend durch Gewinnorientierung getrieben. Um Interessenkonflikte zwischen der Eigentumskonzentration im Medienbereich und der politischen Macht zu vermeiden, müssen Wettbewerbs- und Medienrecht verzahnt werden. Diese Interessenkonflikte schaden nämlich dem freien Wettbewerb und dem Pluralismus. Zur Stärkung des Pluralismus muss außerdem das Gleichgewicht der öffentlich-rechtlichen und privaten Sender gewährleistet werden.

Überdies fordere ich Maßnahmen zur Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit der Medienkonzerne zur Förderung des ökonomischen Wachstums. Die Wettbewerbsregeln auf europäischer und nationaler Ebene müssen konsequent angewendet werden, um Wettbewerbsintensität und Marktzutritt sicherzustellen. Insbesondere die Medienregulierung auf nationaler Ebene muss transparent und qualitativ hochwertig sein.

Daher begrüße ich die Absicht der Kommission, Indikatoren zur Messung der Medienpluralität zu erarbeiten. Darüber hinaus fordere ich die Erstellung weiterer Indikatoren, die u. a. auf Demokratie und berufliche Verhaltenskodizes für Journalisten ausgerichtet sind. Außerdem bin ich der Auffassung, dass die Vorschriften über die Medienkonzentration auch die Mittel für den Zugang zu und die Verbreitung von Inhalten im Internet regeln sollten.

4-161

**Lena Ek (ALDE)**, *skriftlig*. – Marianne Mikkos betänkande utgör ett lysande exempel på när goda intentioner går för långt och hamnar i konflikt med mediernas oberoende och yttrandefrihetens grundvärden. Mikkos ursprungliga förslag – som bland annat innehöll möjlighet att registrera, kräva replikrätt och göra det lättare att åtala upphovsmannen för bloggar – står långt från den uppfattning jag har om yttrandefrihet och fri opinionsbildning. Lyckligtvis omarbetades betänkandet på dessa områden innan förslaget gick till plenum. Denna omarbetning var emellertid inte tillräcklig för att jag skulle kunna stödja betänkandet; förslaget står nämligen fortfarande på många punkter i konflikt med mediernas oberoende, fri opinionsbildning och yttrandefrihet.

Ändringsförslag 5 – som slutligen bifölls av parlamentet – är ett bättre alternativ till betänkandet. Ett bättre, men inte ett bra alternativ. Frågan om mediernas koncentration och mångfald är viktig och bör diskuteras. Men denna resolution är inte rätt väg att gå. Frågor som rör media måste alltid handskas på ett ansvarsfullt och genomtänkt sätt. När det kommer till mediernas oberoende, fri opinionsbildning och yttrandefrihet kan jag inte kompromissa; dessa värdegrunder är alldeles för fundamentala för att rucka på. Jag lade därför ner min röst i dagens omröstning. Med detta agerande vill jag visa mitt stöd för debatten, men också framhålla min oro över de återkommande ansatserna att reglera frågor som rör media och yttrandefrihet.

4-162

**Ilda Figueiredo (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Com as alterações introduzidas no regimento do Parlamento Europeu, que não aceita, nestas condições, propostas de emenda pontuais, o que acabou por ser votado não foi o relatório Mikko, mas, sim, uma proposta global de resolução alternativa.

A resolução final aprovada é claramente melhor do que o relatório, e só por isso a votámos favoravelmente, mas mantém algumas formulações de que discordamos.

A nossa principal discordância prende-se com a forma como trata um pseudo equilíbrio na interligação entre o chamado "direito de concorrência" e a legislação dos meios de comunicação social, na medida em que a experiência tem demonstrado que os interesses do capital se sobrepõem a todos os direitos e liberdades, incluindo de expressão na comunicação social, pondo muitas vezes em causa o pluralismo.



Embora se afirme noutro ponto que "os principais objectivos das autoridades públicas deverão consistir em criar condições que garantam um elevado nível de qualidade dos meios de comunicação social (incluindo os do sector público), assim como garantir a sua diversidade e a plena independência dos jornalistas", sabe-se que a sua concretização é difícil quando o papel do estado democrático é fraco. A verdade é que a detenção da propriedade dos principais órgãos de comunicação social pelos grupos económicos e financeiros não assegura a liberdade de expressão nem a independência dos jornalistas.

4-163

**Glyn Ford (PSE)**, *in writing*. – I congratulate my colleague Marianne Mikko on her report. I will be voting in favour of the joint alternative motion for a resolution tabled by my group jointly with the Liberals and Greens, which is the closest to my own position. I see no reason why something that is illegal in written or oral form should be legal on the internet. Of course, enforcement may be difficult, but that is not a reason for inaction. After all, we have speed limits on remote country roads, when policing it is very hard. Yet this is not used to justify a free-for-all.

4-164

**Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM)**, *skriftlig*. – Detta betänkande och de alternativa resolutionsförslagen till det ligger utanför den lagstiftande proceduren och är inget annat än ett tyckande från EU-parlamentets federalistiska majoritets sida om att EU skall lägga sig i än mer på kultur- och medieområdet. Under beredningen av detta betänkande gick föredraganden alldeles för långt i sin ambition att finna sätt att kontrollera och övervaka bloggvärlden. Som tur var backade utskottet något i sitt förslag till sessionen och en del partigrupperes resolutionsförslag är bättre än förslaget till betänkande. Men fortfarande kvarstår grundfrågan – varför behöver detta betänkande över huvudtaget behandlas i EU-parlamentet?

Frågan om mediekoncentrationen är viktig - så viktig att den fortsatt skall skötas i medlemsstaterna. Vi har därför röstat nej till detta betänkande i dess helhet.

4-165

**Jörg Leichtfried (PSE)**, *schriftlich*. – Ich stimme für den Bericht von Marianne Mikko über Medienkonzentration und -pluralismus in der EU.

Zugang zu freien und vielfältigen Medien in allen Mitgliedstaaten ist überaus wichtig in der heutigen Zeit. Das eingeführte Zwei-Säulen-Modell für privates und öffentlich-rechtliches Fernsehen und audiovisuelle Mediendienste hat sich sehr gut entwickelt. Zur bestmöglichen Weiterentwicklung sollte öffentlich-rechtlichen Sendeanstalten eine stabile Finanzierung gewährt werden, damit diese in der Lage sind, öffentliche Interessen und soziale Werte zu fördern, den Medienpluralismus aufrecht zu erhalten und Bürgern qualitativ hochwertige Inhalte zugänglich zu machen.

Zusätzlich unterstütze ich die Schaffung einer Charta für Medienfreiheit. Diese ist ein Ansatzpunkt um freie Meinungsäußerung zu gewährleisten. Die Unabhängigkeit von Journalisten muss jedoch durch konkrete rechtliche und soziale Garantien geregelt werden.

Ein Problem stellt auch die Eigentumskonzentration im Mediensystem dar, welche die Entstehung von Monopolen fördert. Nötig ist daher auch eine Zusammenschließung von Wettbewerbsrecht und Medienrecht, um Zugang, Wettbewerb und Qualität zu gewährleisten. Im Großen und Ganzen sind alle wichtigen Punkte in diesem Bericht berücksichtigt, weshalb ich mich hinter die Berichtstellerin stelle.

4-166

**Ramona Nicole Mănescu (ALDE)**, *în scris*. – Pluralismul trebuie să fie, suntem de acord cu toții, un element vital în ceea ce privește mass-media. Pluralismul trebuie susținut și, prin adoptarea raportului Mikko, s-a făcut un pas important în această direcție.

Necesitatea unei piețe mass-media echilibrate trebuie recunoscută și susținută la nivelul statelor membre, acestea trebuind să se angajeze, atât separat cât și împreună, să ofere cetățenilor europeni posibilitatea unei informări corecte și variate.

Diversitatea culturală, precum și nevoia în continuă creștere de integrare a populației migrante și a minorităților, cumulate cu importanța unei bune informări a populației active, se regăsesc ca motive prioritare ale creării unei Carte pentru libertatea media. În acest sens, susțin cu convingere recomandarea PE de a susține serviciile publice de media în direcția unei informări alternative celei bazate exclusiv pe criterii comerciale.

Nevoia ca cetățenii Europei să își exercite în mod activ drepturile și obligațiile, să fie informați și capabili de a înțelege și critica felul în care sunt informați trebuie să ghideze orice măsură adoptată în viitor, atât de instituțiile europene cât și de fiecare stat membru în parte.

4-167

**David Martin (PSE)**, *in writing*. – New technology has led to the emergence of new media channels and changes in media content. A wide-spanning media system is essential for nurturing democracy and free thought. I broadly voted in support of Marianne Mikko's recommendations.

4-168

**Doris Pack (PPE-DE), schriftlich.** – Die Medienkonzentration ist ein weit verbreitetes Übel und muss bekämpft werden. Aber erstens gibt es in der EU mehrere Länder, in denen die Medienkonzentration ein Problem ist; darum ist die Erwähnung nur eines Landes unakzeptabel. Zweitens: Der Bericht fordert an mehreren Stellen die EU-Kommission auf, in einem Bereich tätig zu werden, wo die Subsidiaritätsklausel gilt.

Wäre dies geändert worden, oder hätte ich für diese Änderung stimmen können, hätte ich dem Bericht Mikko zugestimmt.

4-169

**Δημήτριος Παπαδημούλης (GUE/NGL), γραπτώς.** – Η συγκέντρωση της ιδιοκτησίας του συστήματος των ΜΜΕ ενισχύει τα μονοπωλιακά φαινόμενα και πλήττει την αναγκαία πολυφωνία.

Η πρόσβαση στην πληροφόρηση σήμερα φαίνεται απεριόριστη και παράλληλα λειψή. Επιχειρηματικοί όμιλοι κατέχουν ένα μεγάλο ποσοστό μέσων ενημέρωσης, παροχής υπηρεσιών διαδικτύου και παράλληλα αποτελούν τον καλύτερο διαφημιζόμενο πελάτη του εαυτού τους. Η διασφάλιση ποιοτικής δημόσιας τηλεόρασης, πλουραλιστικής, ανοιχτής και αδέσμευτης είναι επιβεβλημένη. Σε ό,τι αφορά την ελευθερία έκφρασης στο διαδίκτυο, η ΕΕ οφείλει να δώσει μεγάλη βαρύτητα στο δημόσιο διάλογο, ούτως ώστε να εξασφαλίζεται τόσο η ελευθερία της έκφρασης όσο και η προστασία των προσωπικών δεδομένων. Η συζήτηση είναι ακόμη στην αρχή. Σε συνεργασία με την κοινωνία των πολιτών μπορούν να βρεθούν οι λύσεις.

4-170

**Zita Pleštinská (PPE-DE), písomne.** – Zmena rokovacieho poriadku, ktorú sme schválili 8. júla 2008, priniesla nové pravidlá pre schvaľovanie iniciatívnych správ. Počas druhej septembrovej plenárnej schôdze sme mali možnosť vyskúšať toto pravidlo v praxi.

V pondelňajšej večernej rozprave k niekoľkým iniciatívnym správam sa však preukázalo, že táto zmena nie je najšťastnejšia. V rozprave ku každej správe mohol vystúpiť len spravodajca a zástupca Komisie. Rozprava stratila svoju dynamiku, keďže nebolo umožnené vystúpiť ani tieňovým spravodajcom. Aj pravidlo, že sa môžu poslanci, ktorí sa na tvorbe správy podieľali, písomne vyjadriť je deravé. Ostalo v platnosti, že počas jednej plenárnej schôdze každý poslanec môže zaslať svoje písomné stanovisko len jedenkrát.

Problematický je aj spôsob hlasovania o iniciatívnych správach. Totiž podľa nového pravidla nie je možné podať na plenárnej schôdzi pozmeňovacie návrhy. V mene politickej skupiny je povolené podať iba zmenený návrh uznesenia.

Nedokonalosť nášho rozhodnutia sa v praxi dotkla práve správy kolegyne Mikko o koncentrácii a pluralite médií v EÚ. Správa pomerne vyvážená obsahovala niektoré body, ktoré sa dotkli konkrétnych členských štátov. Domnievam sa, že obsah správy s takou citlivou témou by mal ostať neutrálny. Nemala som v úmysle hlasovať proti správe, avšak ku hlasovaniu o návrhu našej politickej skupiny EPP-ED sme sa nedostali. Vyzývam k zmene tohto pravidla.

4-171

**Zdzisław Zbigniew Podkański (UEN), na piśmie.** – Pluralizm mediów to różnorodność przekazywanych treści i własności nadawców. Oba aspekty są obecnie na rynku medialnym zagrożone. Coraz większa koncentracja własności przedsiębiorstw medialnych konkurujących na rynku doprowadziła do sytuacji, w której informacje wartościowe z punktu widzenia społecznego i kulturowego są trudne do odnalezienia w gęstwie łatwo dostępnych i wystandaryzowanych news'ów „dla każdego”. Trudno nawet przewidzieć do czego pogarszająca się sytuacja w tym zakresie może doprowadzić nie tylko pojedynczego odbiorcę, ale i całe społeczeństwa.

Pani sprawozdawczyni słusznie zaakcentowała rolę mediów publicznych jako strażnika różnorodności treści z misją szerzenia informacji wysokiej jakości. Słusznie też postuluje model współistnienia silnych mediów publicznych poza konkurencyjnym rynkiem medialnym oraz prywatnych przedsiębiorstw medialnych, których celem jest zysk. Równowaga tych filarów powinna być niewątpliwa. Treść sprawozdania, a co za tym idzie intencje sprawozdawczyni, wydają się jasne i przejrzyste. Kompromis zawarty podczas obrad Komisji Kultury jest dobry.

Ponadto status prawny nowych możliwości przekazywania treści takich jak blogi internetowe, czy też ogólnie rzecz biorąc wiadomości tworzonych przez użytkowników, powinien być jasno określony, tak aby tworzący je użytkownicy byli świadomi wynikających z tego praw, obowiązków i ewentualnych sankcji. Takich wiadomości będzie przecież przybywać. Oparcie tych działań o kodeks etyczny to krok w dobrym kierunku.

4-172

**Marek Siwiec (PSE), na piśmie.** – W przyjętej rezolucji w sprawie koncentracji i pluralizmu mediów w Unii Europejskiej posłowie PE, wśród nich ja, słusznie opowiedzieli się za zagwarantowaniem obywatelom bardziej swobodnego dostępu do zróżnicowanych środków masowego przekazu oraz wolności wypowiedzi.

Należy jednakże podkreślić, iż w kwestii blogów internetowych rezolucja znacząco różni się od pierwotnej wersji sprawozdania Marianne Mikko oraz Komisji Kultury i Edukacji. Zakładało ono bowiem wyjaśnienie statusu blogów internetowych oraz stron opartych na treściach tworzonych przez użytkowników w taki sposób, aby podlegały one

przepisom podobnym do tych stosowanych wobec innych publikacji. Przyjęta rezolucja natomiast wzywa do rozpoczęcia otwartej dyskusji na temat statusu blogów internetowych. W związku z powyższym zagłosowałem za rezolucją.

W moim przekonaniu Internet, a w szczególności blogi internetowe, odgrywają doniosłą rolę w promowaniu pluralizmu mediów oraz swobody ekspresji i jako takie powinny być wolne od wszelkich restrykcji. Punkt 25 sprawozdania w swoim poprzednim brzmieniu stanowił, przy złej interpretacji, zagrożenie dla wolności wypowiedzi autorów tego coraz częściej wykorzystywanego medium. Stanowczo stwierdzam, iż wszelkie podobne próby regulacji i kontroli powinny być w przyszłości przez Parlament Europejski odrzucone.

4-173

**Andrzej Jan Szejna (PSE), na piśmie.** – Podczas dzisiejszego głosowania poparłem rezolucję dotyczącą koncentracji i pluralizmu mediów w Unii Europejskiej. Podzielałam główną ideę przyświecającą sprawozdawczyni, iż należy zrównać standardy ochrony demokracji oraz podstawowych wolności.

Środki masowego przekazu mają w dzisiejszych czasach ogromną, coraz to większą siłę oddziaływania. Pojawianie się coraz to nowych środków przekazu jest zjawiskiem pozytywnym. Zwiększa ono dynamikę i różnorodność w tym sektorze. Uważam, iż w związku z tym istnieje potrzeba stworzenia systemu monitorowania i wdrażania opartego na rzetelnie i bezstronnie określonych wskaźnikach pluralizmu mediów. Powinniśmy bronić pluralizmu mediów jako elementu demokracji i wolności, by zagwarantować wszystkim obywatelom Unii Europejskiej dostęp do swobodnych i zróżnicowanych środków masowego przekazu.

Ponadto widzę, iż warto byłoby stworzyć swoistą kartę wolności mediów, która stanowiłaby zapewnienie nie tylko praw socjalnych wydawców oraz dziennikarzy, ale również gwarantowałaby wolność wypowiedzi.

4-174

– **Propostas de resolução - Controlo dos preços da energia (RC-B6-0428/2008)**

4-175

**Robertta Alma Anastase (PPE-DE), în scris.** – Majorarea continuă a prețurilor la petrol duce la îngrijorări majore în termeni de impact al acestui fenomen asupra creșterii economice în Uniunea Europeană și, mai ales, la consecințe negative asupra puterii de cumpărare și calității vieții consumatorilor.

Politica UE pe plan extern este crucială în acest domeniu. Întrucât economia UE depinde încă în mare măsură de importul energetic, este necesară lansarea politicii comune în domeniul energiei, bazate pe principiul solidarității, securității și diversificării surselor și rutelor de aprovizionare externă.

În calitate de raportor pe marginea cooperării regionale la Marea Neagră, am subliniat mereu urgența și importanța acestor acțiuni. Astăzi însă, apelez cu insistență la Comisie și Consiliu să vină cu măsuri concrete de reducere a dependenței energetice a UE în viitorul cât mai apropiat. Acest apel vizează nu numai importul de petrol, dar și de gaz, inclusiv prin implementarea proiectului Nabucco.

4-176

**Jan Andersson, Inger Segelström och Åsa Westlund (PSE), skriftlig.** – Vi har röstat emot ändringsförslag 1 om beskattning av oväntade vinster då vi anser att den föreslagna texten är otydlig och vi ifrågasätter hur detta skall genomföras och framförallt vad förslaget i slutändan syftar till. Vi har dock röstat för det ändringsförslag som förordar sänkt moms för energibesparande varor och tjänster då det kan vara ett av många sätt att stimulera övergången till mer energieffektiva alternativ. Vi vill dock påpeka att skatter är nationell kompetens och beslut om dessa kan bara fattas av medlemsstaterna.

4-177

**Carlos Coelho (PPE-DE), por escrito.** – Votei a favor desta resolução porque ao sublinhar a discrepância entre o valor do crude nos mercados internacionais e o preço final dos combustíveis, consegue abordar esta questão sensível sem ser em termos demagógicos como tem acontecido com alguns governos, como o Português.

Em Portugal, o Ministro Manuel Pinho revelou não apenas a sua profunda desorientação (e a limitação dos seus poderes para intervir) mas uma intromissão inadmissível na independência do regulador. Não passam de um wishfull thinking num contexto pré-eleitoral.

Rejeito qualquer fixação administrativa dos preços e bem como uma harmonização fiscal dos combustíveis a nível europeu.

Admito uma intervenção nos impostos (IVA e ISP) desde que seja temporária e selectiva a favor dos agregados familiares e sectores industriais mais atingidos.

Para mim, a solução passa essencialmente pelo reforço da regulação vigente sobre as petrolíferas. Não se espera da Autoridade da Concorrência que ande a reboque das declarações do Ministro ou das queixas dos consumidores, mas que actue dentro dos seus poderes de iniciativa superando o clima de desconfiança que paira sobre a sua capacidade fiscalizadora do sector petrolífero. A opinião pública portuguesa merece um esclarecimento cabal da ausência de práticas anti-concorrências na fixação dos preços. A confirmarem-se, exigem-se da AdC uma intervenção imparcial e sanções exemplares.

4-178

**Bairbre de Brún (GUE/NGL), in writing.** – I am happy to support the practical ideas contained in most of this resolution on rising energy prices. National and regional authorities need to bring action plans as soon as possible to protect our most vulnerable citizens.

In the medium term a shift to renewable sources of energy coupled with increased energy efficiency will help protect us from the inevitable swings in prices that come with reliance on fossil fuels, but in the here-and-now concrete action is needed to relieve and eradicate fuel poverty.

I do not agree, however, that liberalisation of the energy markets is part of the solution to rising prices.

4-179

**Glyn Ford (PSE), in writing.** – I voted for the joint motion for a resolution on ‘Getting a grip on energy prices’. However, I voted against Amendment 1 calling for a windfall tax at European level. Rather, due to different levels of energy charges across the Union, this is something that must and should be done at national level.

4-180

**Ian Hughton (Verts/ALE), in writing.** – I voted against the resolution on energy prices. Whilst I wholeheartedly agree that rising energy prices require affirmative political action, I reject the resolution’s references to ‘low carbon’ energy. I reject the idea that increased nuclear energy can have a positive impact on the environment and believe that political attention should be focused on non-nuclear renewable energy sources.

4-181

**Catherine Stihler (PSE), in writing.** – I welcome the positive vote today on recognising energy poverty and reducing VAT for energy saving goods.

4-182

– **Relatório: Alessandro Foglietta (A6-0256/2008)**

4-183

**Jan Andersson, Inger Segelström och Åsa Westlund (PSE), skriftlig.** – Det finns mycket som EU kan göra för att minska problemet med fetma och som vi borde fokusera på i parlamentet. Därför är det bra att parlamentet idag röstade för betänkandet som rör kost, övervikt och fetman. Parlamentet beslut innebär bland annat att parlamentet kräver ett förbud mot transfetter.

Men vi anser samtidigt att betänkandet kunde ha avhållit sig ifrån att ha en mängd åsikter om vad olika skolor ska göra och servera. Det anser vi avgörs bäst på nationell eller lokal nivå.

4-184

**Carlos Coelho (PPE-DE), por escrito.** – O problema grave de saúde pública associado à obesidade e excesso de peso deve constituir uma luta prioritária desde as primeiras fases da vida

Este Relatório solicita aos EM, às entidades locais e às autoridades escolares o controlo e melhoraria da qualidade e normas nutricionais das refeições escolares.

É importante a informação nutricional dos alimentos, em particular a distinção entre os ácidos gordos trans naturais, presentes na carne e produtos lácteos, e os produzidos durante a transformação industrial (artificiais). A rotulagem de gorduras trans sem distinção só confundirá o consumidor, produzirá uma imagem negativa para os produtos lácteos saudáveis e terá efeitos indesejáveis sobre o consumo, prejudicando a saúde pública (p.e. redução da ingestão de nutrientes importantes, como o cálcio e proteínas).

Os indicadores europeus (como exemplo) a medida da cintura são úteis na monitorização do grau de risco em que a população se encontra relativamente a várias doenças relacionadas com a obesidade. A compreensão de como a obesidade abdominal se distribui permite o planeamento de acções mais efectivas para a redução desta problemática.

Concordo com a existência de códigos de cores para rotular os géneros alimentícios porque, mais do que uma rotulagem clara e facilmente compreensível, os cidadãos europeus necessitam de elementos interpretativos para fazerem escolhas saudáveis.

4-185

**Duarte Freitas (PPE-DE), por escrito.** – O excesso de peso e as doenças associadas à dieta alimentar constituem um grave problema de saúde pública, pelo que a luta contra a obesidade deve ser definida como uma prioridade desde as primeiras fases da vida.

O relatório Foglietta é muito pertinente ao solicitar os Estados-Membros, as entidades locais e as autoridades escolares para que controlem e melhorem a qualidade e as normas nutricionais das refeições nas escolas.

Considero que deve ser sempre feita uma informação nutricional dos alimentos, em particular a indicação das gorduras trans artificiais, já que são estas as que mais efeitos negativos têm na saúde. Não distinguir as gorduras trans artificiais das naturais induziria os consumidores em erro e só contribuiria para produzir uma imagem negativa de alguns alimentos animais que contém gorduras trans naturais, como a carne e os produtos lácteos.

Votei ainda a favor da elaboração de indicadores europeus como a medida da cintura e outros que indiciem factores de risco associados à obesidade porque entendo que estes podem servir no futuro para avaliar a situação de risco da população, assim como o sucesso das medidas implementadas.

4-186

**Marian Harkin (ALDE), in writing.** – I cannot support this report or Amendment 6 as I feel that it is inappropriate to include tax- or VAT-based issues in a health-based report such as this.

4-187

**Ian Hudgton (Verts/ALE), in writing.** – I voted in favour of the Foglietta report and welcome the White Paper on nutrition, overweight and obesity-related health issues. Obesity is a major problem across Europe and conditions related to obesity and bad nutrition have serious consequences across societies. In my own country, the Scottish Government has taken positive steps to improve the nutrition within public institutions such as schools and hospitals and such initiatives are to be encouraged across the EU.

4-188

**Eija-Riitta Korhola (PPE-DE), kirjallinen.** – Äänestin Fogliettan ravitsemusta, ylipainoa ja lihavuutta kansanterveysstrategiassamme koskevan valiokunta-aloitteisen mietinnön puolesta. Pidän myönteisenä lähtökohtaa, jossa teollisuudelle annetaan mahdollisuus pyrkiä vähentämään ylipainosta ja lihavuudesta johtuvia terveysongelmia itsensäätelytoimien avulla, mutta jossa komissio saa myös valtuudet seurata, että pyrkimykset mm. järkevään ja vastuulliseen mainontaan (etenkin lasten tapauksessa) ja suolan, rasvan ja sokerin määrän vähentämiseen elintarvikkeissa toteutuvat.

On tärkeää tarjota kuluttajille kattavaa tietoa elintarvikkeiden pakkausmerkinnöissä, jotta he osaisivat valita hyvän, paremman ja huonomman ravinnon väliltä. Mielestäni myös nykyisestä käytännöstä poiketen keinokekoisten transrasvojen pitoisuudet tulisi ehdottomasti merkitä elintarvikkeiden tuoteselostuksiin. Tässä äänestin ryhmämme linjaa vastaan.

Elintarvikkeiden värikoodimerkintöjen tapauksessa tuin ryhmämme EPP-ED:n linjaa. Euroopassa paljon keskustelua herättäneet värikoodimerkinnät, joiden tarkoitus on antaa selkeä viesti tuotteen terveellisyydestä, ovat usein harhaanjohtavia, ja siksi suorastaan turhia. Useat Iso-Britannian supermarketitkin ovat tästä syystä pyrkineet luopumaan jo omaksumastaan käytännöstä.

4-189

**Jörg Leichtfried (PSE), schriftlich.** – Ich stimme für den Bericht von Alessandro Foglietta über das Thema: Weißbuch zu Ernährung, Übergewicht, Adipositas: Eine Strategie für Europa.

Ich schließe mich dem Berichterstatter an, dass es notwendig ist, Umstrukturierungen in den Bereichen Gesundheit, Sport und Ernährung durchzuführen. Am häufigsten treten Probleme wie Übergewicht und falsche Ernährung in sozioökonomisch benachteiligten Bevölkerungsschichten auf. Ein erster Lösungsansatz lässt sich an Schulen verwirklichen. Mehr Sportstunden und ausgewogene Ernährung für Kinder und Jugendliche sind ein erster Schritt zu einem gesünderen Leben und sollten unbedingt Unterrichtsgegenstand an jeder europäischen Schule sein. Zusätzlich wäre auch eine Kennzeichnung der Lebensmittel zu begrüßen, damit Verbraucher Lebensmittel miteinander vergleichen können und in der Lage sind, zwischen guten und weniger guten Lebensmitteln zu unterscheiden.

Der Bericht stellt keine Ideallösung dar, bringt aber sehr gute Lösungsvorschläge hervor. Mit diesen Lösungsvorschlägen kann einiges zum Besseren verändert werden, was ich als sehr positiv betrachte.

4-190

**Astrid Lulling (PPE-DE), par écrit.** – Il est louable que la Commission européenne se préoccupe d'une alimentation saine et de l'activité physique de tous les citoyens, pour lutter contre les surcharges pondérales, l'obésité et les maladies chroniques. Je m'associe bien sûr au cri d'alarme que nous voulons lancer face à l'épidémie d'obésité, qui frappe 3 millions d'enfants et de 20 à 30% d'adultes, alors que 14 millions d'enfants et la moitié de la population adulte souffrent de surcharge pondérale.

Je me félicite que l'influence des exhausteurs de goût – tels les glutamates, les guanylates et les inosinates, présents en quantité massive dans un grand nombre de plats préparés et d'aliments produits industriellement – sur le comportement de consommation soit reconnue et analysée.

Pourtant, je regrette que mon amendement, qui cherche à promouvoir les habitudes alimentaires saines en consultant des Euro-Toques, association qui adhère à un code d'honneur et qui défend la qualité intrinsèque des produits et la sauvegarde des produits de terroir, n'ait pas été retenu. Je crois que nous serions bien inspirés de profiter de leur savoir-faire pour promouvoir les meilleures pratiques, entre autres dans les cantines scolaires, afin de développer le goût des jeunes pour une alimentation de qualité et des habitudes alimentaires saines.

4-191

**David Martin (PSE), in writing.** – I welcome Alessandro Foglietta's report on the White Paper on nutrition, overweight and obesity-related health issues. The report contains a number of positive recommendations such as the proposal for an EU-wide ban on trans-fatty acids that have been found to be linked to heart disease and female infertility. However, I would join my colleagues in supporting measures that go further. Schools, for example, should not find themselves in the position where they have to consider the option of housing advertising of unhealthy foods on their premises. My vote reflects these views.

4-192

**Δημήτριος Παπαδημούλης (GUE/NGL), γραπτώς.** – Το φαινόμενο της παχυσαρκίας έχει λάβει διαστάσεις επιδημίας. Πρωταθλητές Ευρώπης είναι οι Έλληνες, με 3 στους 4 υπέρβαρους και αύξηση κατά 956% του έτοιμου φαγητού.

Για την καταπολέμησή του πρέπει να ληφθούν δραστικά μέτρα εδώ και τώρα:

- Μείωση του ΦΠΑ σε φρούτα και λαχανικά.
- Επιβολή μειωμένου ΦΠΑ στα προϊόντα υγιεινής διατροφής και προστασία των παραδοσιακών προϊόντων.
- Σωστή διατροφή από τη νηπιακή ηλικία.
- Σχολική αγωγή (έλεγχος τροφίμων στις σχολικές καντίνες, σωματική άσκηση).
- Απαγόρευση των διαφημίσεων και της παραπληροφόρησης προϊόντων υψηλής περιεκτικότητας σε λιπαρά, ζάχαρη, αλάτι.
- Σαφής και υποχρεωτική αναγραφή στις ετικέτες των θρεπτικών συστατικών, ώστε οι καταναλωτές να προβαίνουν σε υγιεινές διατροφικές επιλογές.
- Απαγόρευση των τεχνητών trans λιπαρών και των ενισχυτών γεύσεων στα έτοιμα φαγητά που παρασκευάζονται βιομηχανικά.

Στις αρχές του 2009, τίθεται σε εφαρμογή το πρόγραμμα της Ευρωπαϊκής Επιτροπής για δωρεάν διανομή φρούτων και λαχανικών στα σχολεία, που θα χρηματοδοτείται με ευρωπαϊκά κεφάλαια ύψους 90 εκατ. ευρώ ετησίως και θα συμπληρώνεται από εθνική χρηματοδότηση. Η ελληνική κυβέρνηση οφείλει να εξασφαλίσει τα κεφάλαια για να ξεκινήσει άμεσα το πρόγραμμα αυτό.

4-193

**Catherine Stihler (PSE), in writing.** – The need for clear labelling on food will help in our fight against obesity. I was very disappointed to see the rejection of mandatory front-of-pack labelling with colour coding in this report. This is a measure I strongly support. I welcome the calls for an EU-wide ban on artificial trans fatty acids.

4-194

**– Propostas de resolução - Pacote social (B6-0378, 0427, 0429, 0433 e 0434/2008)**

4-195

**Proinsias De Rossa (PSE), in writing.** – There are a number of basic principles that have to be applied to the right of EU patients to seek care in another member state other than their own.

WE cannot allow the ECJ to make policy in this area on a case by case, piecemeal basis. They will decide purely on market grounds and not on the basis of the uniqueness of health care as a non-market universal service.

The health and wellbeing of patients has to be at the core of the law we make in this area.

Until such time as there is agreement that we can harmonise our national health services to the highest standards, then MS must be free to plan and fund and manage services to deliver high quality public health services within their borders.

Competition between national health services must not be an objective or an outcome of this legislation. The best interests of patients will not be served by treating health as simply another commodity to be bought and sold. This in my view would drive standards down.

4-196

**Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig.** – Denna resolution innehåller synpunkter på lämpliga politiska åtgärder vad gäller bland annat anställningsskydd, kampen mot fattigdom, arbetsmarknadsåtgärder, integration av äldre på arbetsmarknaden, yrkesmässig rörlighet och löneskillnader. Denna typ av betydelsefulla arbetsmarknadsfrågor skall absolut inte regleras genom pekpinar från EU-institutionerna. Medlemsstaterna har bättre förutsättningar än EU-institutionerna att utveckla en framgångsrik politik inom dessa områden. Eventuella internationella samordningar skall ske inom ramarna för globala organisationer med bred demokratisk legitimitet, såsom ILO. Vi har således röstat nej vid slutomröstningen om denna resolution.

4-197

**Marianne Thyssen (PPE-DE), skriftlig.** – We zijn nog steeds gelukkig dat het Europees Parlement gezondheidsdiensten uit de algemene dienstenrichtlijn hield. Gezondheidsdiensten zijn immers een specifieke sector waarvoor een specifieke aanpak vereist is.

Dat het voorstel ervan uitgaat dat, overeenkomstig vaste rechtspraak, de organisatie en de financiering van de gezondheidszorg tot de bevoegdheden van de lidstaten behoort, is essentieel. Dit betekent dat de mobiliteit van de patiënt enerzijds niet tot een absoluut recht kan verheven worden en anderzijds geen excuus mag zijn om niet in het eigen gezondheidsstelsel te investeren. Dit uitgangspunt moet ook voor gevolg hebben dat de lidstaten de mogelijkheid hebben om de buitenlandse patiënt de werkelijke kosten te doen aanrekenen.

Solidariteit moet er zijn maar ze kan niet uitsluiten dat er een verschillende behandeling is voor een patiënt die in eigen land reeds via de sociale zekerheid en de belastingen een bijdrage heeft geleverd en de buitenlandse patiënt die dit niet heeft gedaan.

Dat de richtlijn er is, is positief maar iedereen die de sector volgt, voelt zonder meer aan dat er nog veel bijgeschaafd dient te worden. De kwaliteit, de toegankelijkheid en de financierbaarheid van de gezondheidszorg op solidaire basis blijven voor mij de evaluatiecriteria.

4-198

## **9 - Correções e intenções de voto: ver Acta**

4-199

*(A sessão é suspensa às 13h00 e será retomada às 15h00)*

4-200

**IN THE CHAIR: Diana WALLIS**  
*Vice-President*

4-201

## **10 - Approval of Minutes of previous sitting: see Minutes**

4-202

## **11 - Verification of credentials: see Minutes**

4-203

## **12 - Communication of Council common positions: see Minutes**

4-204

## **13 - Progress report on the reform of the European schools (debate)**

4-205

**President.** – The next item is the debate on the oral question to the Commission on the progress report on the reform of the European Schools, by Katerina Batzeli and Erna Hennicot-Schoepges (O-0066/2008 – B6-0454/2008).

4-206

**Erna Hennicot-Schoepges, auteur.** – Madame la Présidente, merci Monsieur le Commissaire d'avoir accepté de traiter cette question qui a été introduite il y a quelque quatre mois. Je rappelle les compétences de la commission de la culture et de l'éducation du Parlement qui est, selon le règlement, annexe 15, point 2, la promotion du système des écoles européennes.

Ces écoles assurent prioritairement l'éducation en commun des enfants du personnel des Communautés. Ces élèves, dits de catégorie 1, représentent environ 70 % des effectifs actuellement, ils ne paient aucun droit d'inscription et la Commission contribue à hauteur de 60 % environ à leur financement. Les élèves de catégorie 2, qui sont 5 %, et de catégorie 3, qui sont 25 %, paient des frais de scolarité qui se chiffrent entre 4 000 euros et 16 000 euros.

Les quatorze écoles existantes prodiguent à près de 21 000 élèves, de la maternelle au baccalauréat, sur l'ensemble de 100 millions d'élèves dans l'Union des vingt-sept, un enseignement dans quatorze langues officielles avec un programme scolaire identique dans toutes les sections linguistiques. Il s'agit donc d'élèves bien privilégiés si l'on compare la situation de tous les autres élèves de l'Union européenne.

La Commission s'est engagée, en 2006, à réformer le système et c'est une entreprise louable, Monsieur le Commissaire, afin de mettre en place un système de scolarisation européen pour tout type d'école désirant octroyer le baccalauréat européen, et fondé sur un programme scolaire commun avec, dans la mesure du possible, un enseignement dans la langue maternelle.

L'école de Parme, qui bénéficie d'un agrément du Conseil supérieur des écoles européennes, sera la première école de ce type à octroyer un baccalauréat européen en juin 2009. De son côté, le Conseil supérieur des écoles européennes a entrepris, l'année dernière, une évaluation approfondie du baccalauréat dans la perspective de la réforme en cours.

Une étude, commanditée par la commission de la culture du Parlement, disponible en octobre, révèle que 94 % des bacheliers se dirigent vers des études supérieures dans les grandes universités européennes et que 62 % d'entre eux étudient dans une université qui ne se trouve pas dans leur pays d'origine. La mobilité est donc beaucoup plus grande que chez les autres étudiants.

Nous avons ainsi à notre disposition un système européen d'éducation qui a fait ses preuves. Dans ses résolutions de 2002 et 2005, le Parlement européen a encouragé une réforme profonde du système des écoles, pour assurer une meilleure gouvernance et favoriser son ouverture.

Compte tenu des élargissements successifs de l'Union, de la multiplication des agences et des lieux d'affectation du personnel des institutions, la réforme du modèle du système des écoles européennes n'est-elle pas urgente, et sa transposition dans les systèmes généraux de l'enseignement ne devrait-elle pas être entamée?

N'est-il pas temps d'offrir aux citoyens européens un modèle scolaire multilingue et flexible qui a fait ses preuves, soucieux de leur mobilité et de s'inspirer de l'expérience des écoles européennes? Bien sûr, cela n'est pas de notre compétence, je connais déjà la réponse. Mais, au moins, on devrait s'y atteler car la perception des écoles européennes comme écoles élitistes et la distinction des élèves par catégories au sein même des écoles européennes, ne constituent-elles pas des contradictions avec les objectifs de réalisation du marché unique, avec nos buts de mobilité et avec une meilleure cohésion sociale?

Quels progrès ont été réalisés dans le processus de réforme et d'ouverture pour assurer la transition du système des écoles européennes vers un système de scolarisation européen, tout en conservant les acquis engrangés jusqu'à présent? Quelles sont les solutions de financement communautaire envisageables pour assurer un meilleur fonctionnement des écoles agréées? Parme nous montre peut-être un chemin possible.

Enfin, Monsieur le Commissaire, quelles sont les avancées en matière d'éducation, pour les élèves ayant des besoins spécifiques? Je sais très bien que ce sujet intéresse une grande partie de nos collègues et, Monsieur le Commissaire et Madame la Présidente, je vous remercie de nous avoir donné l'occasion d'en débattre en séance publique.

4-207

**Siim Kallas, Vice-President of the Commission.** – Madam President, I thank the honourable Members for these questions and for this opportunity to discuss these issues in the European Parliament again.

For the Commission, the reform of the European School system is a priority issue, and this is one of the most complicated items we are dealing with. The Commission has always strongly promoted the wider opening of the European School system, and progress has been achieved. Political agreement on this issue was marked at the ministerial meeting of November 2006, under the Dutch presidency of governors of European schools.

Following formal approval by the Board of Governors in April 2008 of the concrete modalities to achieve this goal, any accredited school in the Member States can now teach the European curriculum and deliver the European Baccalaureate. It is up to the relevant authorities of the Member States to take initiatives to concretise this opening of the European School System in their national schools.

The opening of the European School System is in line with the European Parliament's wish to ensure that this would be possible both in places where an EU decentralised agency is located (so-called 'type-II schools'), and in locations without a direct EU presence (so-called 'type-III schools').

After almost 50 years of existence, the European Baccalaureate has indeed acquired a high intrinsic value. The Commission wants to maintain the high quality of this diploma.



The Board of Governors of the European Schools approved in April 2008 a revision of the European Baccalaureate Agreement. Accredited schools can now deliver the European Baccalaureate.

In 2007, Parliament's Committee on Culture and Education initiated a study to analyse the academic and professional careers of former pupils of the European Schools, as the honourable Member just mentioned. This study will show the specific benefits and possible difficulties experienced by former pupils of the European Schools.

The Secretary-General of the European Schools has also launched a study to make an external evaluation of the European Baccalaureate. I trust that the combined results of both studies will provide key elements to assess how to further improve the European School System in order to best adjust it to the changing needs of its pupils.

Finally, I can inform you that the European School System has considerably increased its efforts to integrate children with special educational needs (SEN). In the school year 2004/2005, the European Schools had 274 pupils with special educational needs. In the last school year, there were 411 such pupils enrolled in the European Schools. The SEN budget allocated for 2008 is EUR 3 123 000; in 2004, the SEN budget spent was a little over EUR 2 million.

The Commission would like to thank the Disability Intergroup of the European Parliament for taking the initiative to set aside a reserve of EUR 200 000 for a pilot project for a SEN resource centre. This initiative gives the European School system the opportunity to better fulfil the needs of SEN children.

The Board of Governors of the European Schools approved in July 2008 the proposal to use the European Parliament reserve of EUR 200 000 to make an evaluation of the existing SEN policy in the European Schools. This study will allow the European Schools to improve the quality of integration of SEN pupils.

The European Commission launched in July 2008 the financial procedure for the liberation of the European Parliament reserve of EUR 200 000. The transfer to the budgetary authorities is currently being initiated.

Progress has been achieved, but it is crucial that the European Parliament supports the reform process initiated by the Commission in order to finalise this reform and put it fully into practice as soon as possible. Again, the crucial role must be played by Member States. I would like to underline that we have good contacts with the Member States.

I hope that the Swedish presidency – which is not the presidency of the European Union but the presidency in the European Schools Board – will develop these initiatives. I would like to stress that the report drawn up by Mr Bösch, a Member of the European Parliament, has been very useful and he has been very instrumental in this issue.

I myself will do everything to develop the system of European Schools, because we are experiencing great difficulties with a system that was designed in 1953, and we must therefore implement some serious changes to make this system flexible and work well.

4-208

**Cornelis Visser**, *namens de PPE-DE-Fractie*. – Voorzitter, ik sta hier omdat ik mij zorgen maak. Wij spreken vandaag over de Europese scholen en daar ben ik mevrouw Hennicot dankbaar voor.

Ik wil graag de aandacht van commissaris Kallas vestigen op een specifiek onderdeel van de Europese scholen, namelijk het godsdienstonderwijs. Het afgelopen jaar zijn mij verscheidene verontrustende berichten ter ore gekomen. Zoals u allen weet heeft de raad van bestuur van de Europese scholen vorig jaar besloten dat er minimaal zeven leerlingen moeten zijn met dezelfde taal, om een vak in de moedertaal te geven. Voor algemene vakken zoals aardrijkskunde en wiskunde vormt deze regel geen probleem, maar voor godsdienstonderwijs ligt het heel anders.

Door deze verhoging van de grens zijn er op dit moment Europese scholen waar leerlingen helemaal geen godsdienstonderwijs in hun eigen taal meer kunnen krijgen. Ik ben hier heel ongerust over, zeker wanneer het het basisonderwijs betreft. Religie, het spreken en leren over normen en waarden waar wij allen in Europa zo de nadruk op leggen, acht ik zeer belangrijk. Bij religie is het gevoel van groot belang en zoals wij allemaal weten zijn gevoel en emoties voor kinderen het best te uiten in de moedertaal.

Ik vind het onacceptabel dat afhankelijk van taal en nationaliteit sommige leerlingen wel en anderen niet de mogelijkheid hebben om godsdienstonderwijs in hun eigen taal te krijgen. Ik vraag dan ook om aandacht van de commissaris en om een duidelijke lijn hierin. Iedere leerling, ongeacht of hij of zij nu Engels, Duits, Nederlands als moedertaal heeft, moet dezelfde mogelijkheden en dezelfde kwaliteit onderwijs kunnen krijgen.

Naast aandacht voor de leerlingen wil ik ook graag nog even aandacht voor de positie van de docenten. Door de regel van 'minimaal zeven' is het ieder jaar weer de vraag of er voldoende leerlingen zijn en is het voor docenten onzeker of het godsdienstonderwijs het volgende lesjaar zal worden gegeven. Deze beroepsonzekerheid heeft consequenties voor het

vinden van goede docenten voor het godsdienstonderwijs in alle talen. Ik vraag van de Commissie om het belang van godsdienstonderwijs voor de ouders en leerlingen van Europese scholen te onderschrijven en pal te staan voor het voortbestaan van het godsdienstonderwijs in de moedertaal op de Europese school.

4-209

**Maria Badia i Cutchet**, *en nombre del Grupo PSE*. – Señor Comisario, ya se ha dicho aquí que las Escuelas Europeas, como centros de enseñanza oficiales, fueron creadas conjuntamente por los Gobiernos de los Estados miembros de la Unión para dispensar una enseñanza multilingüe y multicultural destinada, de forma prioritaria, a los hijos del personal de las Instituciones y que, en esos momentos, por múltiples razones, necesitan de una reforma para afrontar, básicamente, las nuevas necesidades.

La propia evolución institucional de la Unión, la ampliación, la proliferación de agencias, ha generado cambios en la composición del alumnado de las Escuelas Europeas, desde el punto de vista cultural y lingüístico, y en el número de alumnos, ya que la solicitud de inscripciones ha aumentado en gran medida.

Por otro lado, la flexibilización de los contratos de trabajo ha conllevado nuevas situaciones sociofamiliares y laborales que repercuten en el perfil de las familias y en sus necesidades.

Tal como ha señalado el Parlamento ya en dos resoluciones, es necesaria una revisión para actualizar estas escuelas de modo que den el mismo servicio para el que fueron creadas, con la calidad requerida, y que también sean accesibles y superen determinados problemas de acceso o segregación.

En este sentido, me alegra el anuncio del señor Comisario en relación con los dos estudios que están ahora en curso, para ver si dan sus frutos.

En definitiva, a pesar del aumento del número de lenguas comunitarias y de esta mayor complejidad que existe en nuestros días en múltiples sentidos, habría que progresar en el proceso de reforma, apertura y mejora de estas escuelas, garantizando siempre el reconocimiento de su titulación en el conjunto de Estados miembros de la Unión.

Dicho esto, yo quisiera formular al señor Comisario dos preguntas concretas.

La primera se refiere a algunas quejas que me han llegado de padres de algunos alumnos que han estudiado en la Escuela Europea, porque parece ser que, cuando los alumnos salen de ella después de cursar el bachillerato europeo, a la hora de continuar sus estudios, se les rebaja en un punto la nota media obtenida; es decir, se les penaliza. Me gustaría saber si usted conoce esta práctica y a qué se debe.

Y la segunda cuestión es en relación a los hijos de los asistentes parlamentarios. Yo he recibido también las quejas de asistentes que, si quieren que sus hijos puedan asistir a estas escuelas, tienen que hacerlo por la categoría tres; es decir, tienen que pagar los gastos de escolarización. He entrado en la página donde se ofrece toda la información sobre el funcionamiento de las euroescuelas; la tengo aquí y voy a leerla en francés, porque es como saqué el papel. Dice, en la categoría primera:

4-210

"Les enfants des agents des institutions communautaires et des organisations dont la liste est reprise ci-dessous, employés directement et de manière continue pour une période dont la durée est d'un an au minimum".

4-211

Sigue una lista de doce puntos; en el punto 4 se lee:

4-212

"Personne directement liée aux institutions communautaires par un contrat d'emploi de droit privé".

4-213

Entonces, este es el caso de las personas o del grupo de personas que se podría pensar que están en la categoría uno. Quisiera preguntarle por qué los hijos de los asistentes parlamentarios tienen que ir por la categoría tres y pagar los gastos escolares.

4-214

**Hannu Takkula**, *ALDE-ryhmän puolesta*. – Arvoisa puhemies, ensinnäkin totean ryhmäni puolesta, että on totta, että tällä hetkellä kyseinen järjestelmä on melko monimutkainen. Sitä pitää yksinkertaistaa, ja me tiedämme, että koulutusasioissa toimivalta on lähtökohtaisesti jäsenvaltioilla, mutta Eurooppa-koulujen tapauksessa sitä on myös unionilla. Siellä, missä on EU-virastoja, siellä on oltava myös Eurooppa-kouluja. Se on peruslähtökohta, ja meidän on myös muistettava, että eri strategioiden kautta me kerromme Euroopan kansalaisille, että koulutus on aina investointia tulevaisuuteen. Tältä pohjalta meidän on toimittava Eurooppa-koulujen tapauksessa.

Nostan seuraavaksi esille muutaman opetuksellisen näkökohdan, joista ensimmäinen on opetuksen maksuttomuus. Minun mielestäni meidän pitäisi Euroopassa käydä keskustelua kaiken opetuksen muuttamisesta maksuttomaksi olipa sitten kysymys mistä koulusta tahansa. Jokaisella lapsella ja nuorella pitäisi olla mahdollisuus hyvään sivistykseen, hyvään opetukseen ja hyvään koulutukseen, ja maksuttomuus on yksi niiden tae. Uskon, että jos jäsenvaltiot tätä haluavat ja jos me todella uskomme siihen, että koulutus on investointi tulevaisuuteen, me voimme saavuttaa tämän tavoitteen.

Lisäksi on tärkeää, että opetus äidinkielellä säilytetään, sillä se on identiteetin pohja. Eurooppa-kouluissa opiskelevat lapset ja nuoret tulevat eri kulttuureista, eri kansoista. On tärkeää, että heillä on omankielistä opetusta, mutta on myös erittäin tärkeää muistaa se, että tarvitaan erityisiä opetustoimenpiteitä ja myös kasvatusta opetuksen osana, koska he ovat monesti juurettomia tullessaan toisesta maasta uuteen, vieraaseen ympäristöön. Siksi meidän pitää huolehtia myös heidän kokonaisvaltaisesta persoonallisuuden kehityksestään, kokonaisvaltaisesta kasvustaan ihmisyyteen. Tämä on myös eurooppalaisen ihmisoikeuspolitiikan ja eurooppalaisen ihmiskäsityksen pohja.

Mitä tulee mainitsemiini erityistoimiin, ryhmäkoot on yksi sellainen asia, johon voidaan satsata. Ryhmäkoot eivät saa olla liian suuria ja jokaiselle lapselle pitäisi olla tarjolla myös räätälöityjä malleja.

Arvoisa puhemies, lopetan toteamalla, että meidän eurooppalaisten todellista sivistystasoa mitataan sillä, miten me huolehdimme heikommassa asemassa olevista lähimmäisistämme, miten me huolehdimme lapsista ja nuorista, ja Eurooppa-koulut ovat yksi näyteikkuna maailmalle. Mikä on meidän todellinen sivistystasomme ja miten me huolehdimme nuoristamme? Olemmeko me valmiita investoimaan heihin ja heidän tulevaisuuteensa? Toivon, että Euroopalla on siihen varaa ja että Eurooppa todella investoi lapsiin ja nuoriin ja Eurooppa-kouluihin.

4-215

**Ewa Tomaszewska**, *w imieniu grupy UEN*. – Pani Przewodnicząca! 50 lat doświadczeń szkół europejskich, w szczególności sposób stykających się z problemem wielojęzyczności, różnorodności kulturowej i migracji, skłania do rozważenia, czy doświadczeń tych nie należy wykorzystać w celu rozpowszechnienia takiego modelu szkoły. Nie tylko dzieci urzędników instytucji europejskich potrzebują znajomości języków obcych nauczanych na najwyższym poziomie i integracji z rówieśnikami z innych krajów Europy. Nie tylko one w związku z podejmowaniem przez rodziców pracy poza granicami kraju potrzebują szczególnej realizacji obowiązku szkolnego.

Nie godzimy się na dyskryminację. Dlaczego więc inne dzieci poza dziećmi urzędników mają być wypierane z tych szkół? Pragnęłabym także zwrócić uwagę na rozważaną w Komisji Kultury i Edukacji potrzebę przywrócenia rangi klasyki greckiej i łacińskiej w szkołach na terenie Europy i nacisk na nauczanie łaciny i greki, także w szkołach europejskich. Pilne rozważenie zasad funkcjonowania i potrzeby rozbudowy i reformy szkół europejskich uważam za konieczne.

4-216

**László Tőkés**, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Madam President, as a member of the Committee on Culture, allow me to extend my warm welcome to the initiative of Erna Hennicot-Schoepges and Katerina Batzeli, members of the Committee on Culture, to address an oral question to the European Commission and have this debate on the progress of the reform of the European schools.

Speaking of multilingualism and its importance, let me use this opportunity to raise a serious concern we have in Romania, where the recent initiative of the Ministry of Regional Development to complete the translation of the EU's regional operational programme from Romanian into Hungarian met serious attacks from the Romanian Social Democratic Party run by several leaders of the former communist regime. Please note that this is happening in one of the 27 EU Member States in the European Year of Intercultural Dialogue, at a time when Commissioner Leonard Orban issued a policy document entitled, 'Multilingualism: an asset for Europe and a shared commitment'. In the European Year of Intercultural Dialogue, a debate on the reform of the European Schools could not be of greater importance, as we live in a multicultural and multilingual Europe, where different cultures and languages coexist. We need to encourage and enable such cultural interaction for successful European integration.

Therefore, our European educational system needs to reflect this multicultural characteristic and allow a healthy and easy coexistence. European schools in particular were set up to meet these needs – to provide multicultural and multilingual education while also strengthening European identity. However, in an enlarged EU with greater citizen mobility and more agencies being created in different Member States, it has become a challenge to meet these needs. As the questions in today's debate underline, there is a great need to focus on reforms, as it has proved to be more and more complex to provide multilingual and flexible education of high quality.

Allow me to stress the fact that only by allowing students to express and practice their own cultural identity and use their own mother tongue throughout their education and formation can we allow them to evolve as true European citizens. If students studying in European Schools are not able first to develop their national identity through the use of their mother tongue and culture, I believe that they will not have a strong basis to build their European identity.

Thank you for your attention and I wish you good luck in the reform process of the European Schools.

4-217

**Kathy Sinnott, on behalf of the IND/DEM Group.** – Madam President, a number of years ago two problems were identified with the European Schools. One was that they were lagging far behind in inclusiveness and integrated policies for special education needs (SEN) children. The other was that when parents would make an application to the school for a child with special needs, they had a practice of saying that they were not really able to meet their needs and the parents should go and find something else. This really was not good enough.

In December 2007, Parliament set money aside in its budget to ‘contribute to the financing of first-class education for SEN children and to promote the concept of inclusive education and that this sum is to be released upon presentation of a proposal for the launch of a pilot project for the SEN resource centre comprising qualified personnel with relevant experience and appropriate teaching materials’. In the time I have I will not go through the negotiations, the back and forth, that have gone on about this pilot project. What has come about is that the pilot project has become several half-posts in psychology and some other resources, but it is not what I would see as a pilot project: actual classes, integrated classes throughout the European Schools.

I feel it is time for us to be very clear about the goal. The goal is inclusion and the goal is to integrate children in a way that is possible for them. There are now 411 SEN pupils in the European Schools in the SEN project. This is 2%, and yet disability in the general population is 17%. We are still not allowing enough children with special education needs into the schools, so we are still missing out on 15%. I cannot believe the figure for the population of people entitled to those schools is different from that in the general population.

We certainly need to have a project and assess the situation but we could do that for ever – we have been looking at the situation for ever! It is time to move beyond the pilot schemes. It is time to make a real approach to children as standard practice in all the schools. We are a long way from doing that.

This is the other meaning of diversity. It is not just about languages and cultures: it is about peoples’ needs and their abilities and catering to the wide diversity of that as well.

4-218

**Roberto Fiore (NI).** – Signor Presidente, onorevoli colleghi, vanno apprezzati sicuramente i tentativi di sviluppare una scuola europea, ma non dobbiamo dimenticare che l'obiettivo strategico è di rendere in un certo senso l'Europa guida dal punto di vista scientifico, sociale, ma anche come modello di convivenza.

In quel senso noi dobbiamo allora sviluppare quelle che sono le radici culturali europee, ad esempio ciò che Roma ha dato dal punto di vista giuridico o quello che la Grecia ha dato dal punto di vista filosofico o quello che la Germania ha dato per quanto riguarda la musica. Ma va detto anche che vanno oggi riprese – e in questo senso ci sono studi chiari – quelle lingue cosiddette morte, come il latino e il greco, che le stesse compagnie americane più sviluppate, come la *General Motors* o l'*University of Yale*, richiedono come fondamento, proprio per il *modus operandi* di imprenditori o, se vogliamo anche di capi di famiglia. Inoltre, infine, va detto che l'elemento della cristianità e dei valori cristiani delle nostre radici devono essere fondamentali per quanto riguarda una vera e propria scuola europea.

4-219

**Μαρία Παναγιωτοπούλου-Κασσιώτου (PPE-DE).** – Κυρία Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, οι συνάδελφοί μου σας παρουσίασαν μια σειρά αιτημάτων για καλύτερη πορεία του Ευρωπαϊκού σχολείου που αποτελεί ένα φάρο για τα υπόλοιπα σχολεία των κρατών μελών.

Θα ήθελα να μου απαντήσετε στην ερώτηση πόσο η τοπική νομοθεσία επηρεάζει τα ευρωπαϊκά σχολεία, διότι έχουμε διαπιστώσει διαφορές ανάμεσα στα σχολεία που λειτουργούν στην Ολλανδία, στο Βέλγιο, στη Γερμανία, στο Λουξεμβούργο· τις διαφορές αυτές τις διαπιστώσαμε στην αντιμετώπιση ακριβώς παιδιών με μαθησιακές δυσκολίες τα οποία έτυχαν διαφορετικής μεταχείρισης στις Βρυξέλλες και διαφορετικής στο Λουξεμβούργο.

Ας συνεχίσουμε όμως με τους μαθητές: γιατί να είναι χωρισμένοι σε κατηγορίες; γιατί να πρέπει να προγραμματίζουν πολύ αυστηρά την επιλογή των μαθημάτων του Μπακαλορεά πριν από τη διδασκαλία των μαθημάτων αυτών; γιατί πρέπει να διδάσκονται ανάλογα με τον αριθμό των μαθητών στην τάξη τα θρησκευτικά και τις κλασικές γλώσσες; γιατί να μην διδάσκονται την ιστορία του τόπου καταγωγής τους; γιατί να μην διδάσκονται στην εθνική τους γλώσσα;

Και ας έρθουμε στο προσωπικό: η αξιοκρατική επιλογή του από όλες τις χώρες θα δώσει μία ομοιογένεια στον σύλλογο των διδασκόντων. Ελέγχετε την επιλογή σε όλες τις χώρες; Το διευθυντικό προσωπικό εναλλάσσεται, αλλά υπάρχουν άνθρωποι που μένουν πάνω από εικοσαετία ως διευθυντές. Γιατί δεν γίνεται επιλογή και στους διευθυντές;

Η ευελιξία, όπως είπατε και εσείς, θα φέρει καλύτερα αποτελέσματα. Οι αρχές των κρατών μελών θα πρέπει να φροντίσουν ώστε να μην γίνεται ένα σχολείο μόνο για την «ευγενή» μετανάστευση αλλά να είναι ένα σχολείο που θα αποτελεί πρότυπο και για τα άλλα σχολεία μεταναστών.

4-220

**Ryszard Czarnecki (UEN).** – Pani Przewodnicząca! Przyszedłem tutaj nie tylko jako poseł, ale także jako praktyk jeśli chodzi o szkoły europejskie – jestem bowiem ojcem dziecka, które przez trzy lata chodziło do szkoły europejskiej w Brukseli i w zeszłym roku szkolnym zdało maturę. Z rodzinnego doświadczenia, a także z tego, co nierzadko zaobserwowałem, chociażby przy okazji wywiadówek w tej jednej z czterech szkół europejskich w Brukseli, wiem o czym dzisiaj mówimy. Chciałem powiedzieć jedną rzecz: ilość tych szkół rośnie. Kiedy trzy lata temu mój syn poszedł do tej szkoły, były trzy szkoły w Brukseli, teraz jest już czwarta. Dopuszczalna ilość uczniów w klasach szkół europejskich to 32 osoby.

Warto podkreślić, że w wielu krajach europejskich dopuszczalna ilość dzieci w klasach jest znacznie mniejsza niż w szkołach europejskich. Nasze zainteresowanie tym tematem jest oczywiste: musimy się interesować czymś, na co jako Unia Europejska dajemy pieniądze. Ponad 50% budżetu tych szkół to środki z Unii Europejskiej. Konkluzja, Pani Przewodnicząca, jest taka: upowszechnienie tych szkół jest słuszne, ale nie może odbywać się kosztem jakości nauczania i zbyt dużej ilości dzieci i młodzieży w tych szkołach.

4-221

**Monica Maria Iacob-Ridzi (PPE-DE).** – Școlile europene sunt recunoscute în Europa ca fiind școli de elită ce asigură educație solidă tinerilor. În 1953, Jean Monnet menționa că scopul acestor școli este de a aduce împreună copiii din Europa, indiferent de naționalitate și de a le impregna spiritul și apartenența europeană pentru ca ei, apoi, să dea naștere unei Europe unite și prospere. În programul de reformă a acestor școli trebuie avute în vedere următoarele aspecte importante. Toate cele 23 de limbi oficiale ale Uniunii Europene trebuie să existe în cadrul acestor școli, iar copiii să aibă posibilitatea de a-și vorbi limba maternă. Din păcate, există încă limbi oficiale ale Uniunii Europene care nu sunt vorbite în nicio școală europeană.

În plus, unul dintre obiectivele școlilor europene este de a conferi unitate grupurilor de copii, de a-i aduce împreună și de a facilita dezvoltarea spiritului de toleranță și comunicare între ei. De aceea, nu consider oportună împărțirea lor pe cele trei categorii. Cei din ultima categorie, și alții, după cum este denumită, au posibilitatea de a învăța la o astfel de școală doar în limita locurilor rămase după ocuparea lor de către copiii oficialilor europeni. Această împărțire pe categorii este discriminatorie și propun eliminarea ei din statutul școlilor europene.

4-222

**Zdzisław Zbigniew Podkański (UEN).** – Pani Przewodnicząca! Pojęcie „szkoła europejska” staje się coraz popularniejsze. To efekt globalizmu, który dociera wszędzie, w tym i do szkolnictwa. Mamy więc myśl przewodnią, którą usiłujemy i wypełniamy treściami. Tu zaczyna się pewien problem. Odpowiedź na pytanie, jaka ma być to szkoła, jest bardzo trudne. Czy ma być to szkoła elitarna, uniwersalna, narzucająca wszystkim swoją formę, treści programowe, czy szkoła akceptująca pewne kierunki, uwzględniająca tradycje narodowe i regionalne, szkoła, w której będzie się uczyło poznania i poszanowania własnych tradycji, własnej kultury, historii, religii i własnego języka oraz otwartości na kulturę innych narodów poprzez wielojęzyczność i poznanie świata? Jedna kwestia w zasadzie nie budzi wątpliwości. Skoro jest Unia Europejska, to dyplomy powinny być w niej uznawane wszystkich szkół państw członkowskich.

4-223

**Mihaela Popa (PPE-DE).** – Consider că școlile europene reprezintă școlile viitorului în Uniunea Europeană, deoarece ele țin cont de mobilitatea crescută și de procesul de globalizare, oferind fiecărui elev posibilitatea de a învăța în limba sa maternă și promovând în același timp multilingvismul.

Personal, am urmărit acest sistem de școli. Am vizitat cea mai veche școală europeană din Bruxelles, care a fost înființată în urmă cu 50 de ani, și am întâlnit peste 40 de elevi români care au posibilitatea să învețe în limba lor maternă. Este de menționat faptul că școala europeană stimulează incluziunea socială, elevi de naționalități diferite ajungând să se cunoască și să se ajute reciproc.

Doresc să subliniez eficacitatea modalității de susținere a examenului de bacalaureat, examen care stimulează performanța și pregătește elevul pentru viață ca viitor cetățean european. Consider că sistemul de școli europene trebuie extins în toate statele membre ale Uniunii Europene, astfel încât, să fie parte a unei politici europene comune în domeniul educației. Mai mult, propun înființarea, susținerea școlilor europene regionale, care să țină cont de principiul de bază în Uniunea Europeană - politica regională într-o Europă mobilă bazată pe cunoaștere.

4-224

**Dumitru Oprea (PPE-DE).** – Politicile europene legate de reforma școlilor tradiționale în devenirea lor ca școli europene, implicând administrațiile locale până la cele naționale, înseamnă, după părerea noastră, trei tipuri de reforme de înfăptuit: o reformă sistemică, inclusiv curriculară, bazată pe calitate și eficiență, una continuă, care înseamnă o evaluare și valorificare a unor rezultate obținute anterior, cu adaptarea lor pe specificul școlilor europene și, apoi, o a treia reformă asumată, bazată pe responsabilizare și responsabilitate a tuturor actorilor sociali.

Cu privire la acest ultim aspect, apreciem că școala europeană ar trebui să se impună ca un alt model de școală, planetară, în care componenta „școală de după școală” să-și aibă efectul. Tinerii, de la ora 14.30 la ora 17 în timpul semestrului sau trimestrelor, să aibă un program special, dar și pe timpul vacanțelor de vară.

4-225

**Roberta Alma Anastase (PPE-DE).** – În cei 50 de ani de existență a școlilor europene, acestea și-au demonstrat calitatea în domeniul educației viitoarelor generații. Consider însă că în dezbateră de astăzi trebuie să ne focalizăm pe necesitatea adaptării școlilor europene la exigențele prezentului, ținând cont de extinderea Uniunii Europene la 27 de state membre, precum și de fenomenele globalizării și migrației, mobilității geografice și profesionale sporite.

Doresc să punctez două elemente de bază în această direcție. În primul rând, este nevoie de un nivel de deschidere mai important al școlilor europene, pentru a integra toți cetățenii care au nevoie de o astfel de asistență. În al doilea rând, obiectivul de recunoaștere a diplomelor în toate țările europene consider că este unul prioritar.

4-226

**Zbigniew Zaleski (PPE-DE).** – Madam President, a human being takes about one third of his or her life to get ready for mature life through education. The second observation that I want to make is that the construction of the European Union – what we are doing right now – also requires an adequate education. There are many technical aspects, like equipment, diplomas and so on, but the Commission, as executor, needs to uphold the idea of education based on more languages, on common principles and on respect for national values. This is very crucial. Education obviously requires the investment of money, but if you do not support making this investment, then you will have to accept ignorance, which I think will be more costly for us.

So the European School is an admirable project, and I support it.

4-227

**Czesław Adam Siekierski (PPE-DE).** – Pani Przewodnicząca! Szkoły europejskie istnieją na mocy konwencji podpisanej w 1957 roku. Przez przeszło 50 lat w Europie zaszło wiele zmian: kolejne rozszerzenia, zwiększenie liczby instytucji i agencji, dużo bardziej elastyczne umowy o pracę. Nie ulega więc wątpliwości, że zmian i reform wymaga również model systemu szkół europejskich.

Kilka istotnych spraw wymaga zmian. Kwestia, która mnie najbardziej intryguje, to selekcja uczniów, czyli podział na kategorie: pierwsza, druga czy trzecia. Przecież z jednej strony Unia dąży do zwiększenia mobilności obywateli europejskich na rynku pracy oraz likwidowania barier, a z drugiej blokuje dostęp do szkół dzieciom potencjalnych pracowników różnorodnych instytucji i firm na terenie całej Unii. Należy opracować rozwiązanie problemu przepełnienia niektórych szkół. Należy także podjąć działania w kwestii uczniów wymagających specjalnej troski.

Na koniec chciałbym zaapelować o zbadanie możliwości utworzenia szkół europejskich w nowych państwach członkowskich.

4-228

**Tadeusz Zwiefka (PPE-DE).** – Pani Przewodnicząca! Filozofia kształcenia w szkołach europejskich i program nauczania prowadzący do uzyskania matury europejskiej powinien służyć za wzór kształcenia wielojęzycznego i wielokulturowego dla wszystkich krajów członkowskich. Zwiększająca się wymiana studentów na europejskich uczelniach, globalizacja światowej gospodarki sprawiają, że rzeczywista wartość matury europejskiej uzasadnia jej rozpowszechnianie oraz pełne uznawanie przez szkoły wyższe w państwach członkowskich, ale także w krajach trzecich. Niestety nie da się tego osiągnąć bez istotnego zwiększenia środków finansowych.

W obecnej sytuacji szkoły europejskie są postrzegane jako zbyt elitarne, często wykluczające dzieci niebędące dziećmi urzędników unijnych. Wykluczenie większej części społeczeństwa z możliwości korzystania ze szkół europejskich jest sprzeczne z celem zwiększania mobilności obywateli europejskich na naszym rynku pracy. Często kraje członkowskie próbują same stworzyć nowy system szkolnictwa lepiej przygotowujący młodych ludzi do wyzwań związanych z globalizacją i elastycznym rynkiem pracy, a przecież system szkół europejskich w połączeniu z uzyskaniem matury europejskiej istnieje od dawna i, co najważniejsze, doskonale się sprawdził, a więc powielajmy go jak najczęściej.

4-229

**Christopher Beazley (PPE-DE).** – Madam President, I rise not merely as a Member of this House but also as a former schoolmaster. I wonder whether I might ask Commissioner Kallas, at his next meeting with the Council of Ministers, to have a particular word with the British Minister of Education to see whether or not it is possible that he might learn some of the lessons of the successes of the European School model. Perhaps in particular he might consider reversing the disastrous decision of the British Government to make the teaching of languages voluntary, in other words dropping European languages from the British curriculum.

Secondly, you might just remind him that Europe was divided for half a century, but that it has now been reunited for 20 years. Perhaps he might consider suggesting to his curriculum advisers that they remind the next generation of the history and the culture of Central and Eastern Europe, in which Britain traditionally was very much involved and did actually seek to support.

4-230

**Mario Mauro (PPE-DE).** – Signor Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, non è semplicemente da sottolineare la denuncia, che viene da più parti, delle insufficienze dell'attuale modello di *governance*. Credo che tutti quanti insieme abbiamo il dovere di comprendere, dopo questo dibattito, che ciò che c'è in gioco è esattamente il modello che le scuole europee possono rappresentare per lo spazio europeo dell'istruzione; e siccome noi vogliamo vincere la sfida dello spazio europeo dell'istruzione e vogliamo che in questo senso prevalgano buone prassi, è assurdo ed è contraddittorio che manteniamo un livello di *governance* e un modello di *governance* incapace di venire incontro alle sfide che ci vengono proposte. Credo che, il dibattito di oggi sia stimolo più che sufficiente per la Commissione per comprendere che bisogna procedere a una radicale riforma delle nostre scuole.

4-231

**Erna Hennicot-Schoepges, auteur.** – Madame la Présidente, je voudrais encore poser deux questions complémentaires à M. le commissaire, qui a mentionné un chiffre, mais c'est le chiffre actuel. Monsieur le Commissaire, est-ce que, pour les prochaines perspectives financières, il y a aussi des augmentations de crédits prévues, est-ce qu'il y a un système de financement qui garantisse le fonctionnement des écoles? Il y aurait en ce moment même un manque de quarante enseignants d'anglais, vu qu'il y a un problème de financement de la part du gouvernement de Sa Majesté. Je vous pose la question: quelle est la solution qu'on peut envisager à partir de cette situation? Ensuite, les écoles elles-mêmes voudraient avoir plus d'autonomie. Est-ce que vous êtes en faveur d'une autonomie plus grande ou bien est-ce que vous maintenez plutôt le système qui est un système lourd et souvent inadapté aux situations locales?

4-232

**Siim Kallas, Vice-President of the Commission.** – Madam President, several very serious and important issues have been raised.

First of all I would like to remind you that the European Schools system is a completely independent body. It is based not on the Treaty of 1958 but on the Statute of 1953, it has its own Board, its own Statute, and all rules are adopted by this Board. The Commission is only one voice on the Board.

As for the content of the education, this is fully the responsibility of the Board, and all this, including the different proportions between the language sections, and the curriculum, is totally in the hands of the Board of Governors of the European Schools. So the Commission has not very much to say.

As to financing, this is the second thing I would like to say in reply to one important question. The infrastructure is provided by the host countries. So the schools are built by Belgium, Germany, France etc. This gives us the full picture of the limits we have in developing the infrastructure.

What about the content of education? The honourable Member mentioned in her introductory remarks that the quality of the education is high – and it is high. This is one of the main priorities of the European Commission, to give every possible support so that this quality will be high. This will really be a benchmark for European educational systems, that European Schools give pupils an education which is highly appreciated everywhere. So I do not have any information that pupils with a European School education have any specific difficulties in getting to university after school if they so wish.

Concerning teachers, they count as part of the infrastructure, so teachers are also provided by Member States. English teachers, for example, are provided by the United Kingdom; in other words, the burden for bigger languages is correspondingly much higher. We, the Commission – or the European budget – pay the operational costs for this. This gives us a combination that results in a rather cumbersome system, and one objective is therefore to reform the system and to bring more clarity to responsibility and financing. You can also see the problems with Belgium, where, it has been said, one of the four schools is still a temporary school. The construction of the fourth school has been postponed and postponed, and we are in intensive discussions with the Belgian Government about this.

On the openness of European schools, in our view the key issue is the European Baccalaureate, and the certification of schools which want to award the European Baccalaureate. We promote this idea, which has basically been adopted by the Board of Governors, so the basic rules exist. Now the question is how to put this into practice in the Member States. Again, the leading role lies with the Member States. So this will to some extent settle the problem of different pupils.

Today, as I said, I am meeting Parliament and I hear your observations that category III is something which must be excluded, but I also regularly meet our staff – it is the same size, comprising hundreds of people – and they of course have a clear demand, namely that education for their children must be guaranteed.

So there is a requirement – and this is emphasised very strongly in the Treaty, in the Staff Regulations, in the regulation – to provide places in the schools and then, of course, the question arises who will distribute these other places which are to remain free and definitely in Brussels? This is more and more difficult. This is for me a very complicated question. At the beginning of this Commission, we insisted on behalf of our staff that there must be more clarity, and so the Central Enrolment Authority has been established by the Board of Governors to settle these questions.

So this is the overall picture, and I must just repeat that the Commission's attitude is that we must bring clarity to the financial issues and clearly share the burden, have clear responsibilities, clear obligations, and then we can also find better solutions to the infrastructure questions, but we cannot have any kind of reduction in the quality of education.

About some specific questions, one honourable Member raised the question about disabled students. You said that there are many more of them but I do not know that anybody has been rejected when parents have asked for special treatment: it has always been provided. So, if you have facts that there are some hidden pupils with disabilities, please provide these facts and we will deal with them.

Now, about parliamentary assistants, you know that at present parliamentary assistants are not covered by the Staff Regulations, they are a kind of special staff members in Parliament, but you know also that negotiations are ongoing to settle this and to have more precise rules, and then we can also consider what to do about access to the European Schools for the children of parliamentary assistants.

So these are more or less the questions which were raised, and of course all these questions – religious education, languages – are clearly in the hands of the Board of Governors, and the Commission is just one voice on that Board. The Board of Governors is dealing with these issues very seriously. They have held long discussions about this, and I can assure you that the Secretariat-General of the European Schools is very attentive to all needs of the different languages and different religious aspects. So this is their responsibility.

Just one thing more: if Parliament can draw Member States' attention, and especially if all Members of the European Parliament who have their own connections in their home countries can encourage the Member States' Ministers of Education, to promote this idea of the European Baccalaureate because this is their choice. We now have rules on how to go ahead with the European Baccalaureate. Now it is up to the national ministries to find interested schools. I know that there are a lot of interested schools, but the national authorities in many countries have not shown enough enthusiasm about this project, which can be a step forward and which can really then be a positive mark for the European Baccalaureate, so we can have European Schools not only in Brussels but everywhere – in new Member States and old Member States. This is a symbol of Europe. The Baccalaureate and European education is one element in our architecture.

4-233

**President.** – The debate is closed.

I would wish everybody a happy Day of European Languages tomorrow.

#### *Written statements (Rule 142)*

4-234

**Alessandro Battilocchio (PSE), per iscritto.** – Concordo con le varie soluzioni prospettate dalla riforma delle scuole europee: anche grazie al mio privilegiato ruolo di relatore responsabile per la commissione per lo sviluppo del programma di azione comunitaria Erasmus, infatti, sostengo fortemente la necessità di un modello scolastico europeo multilingue e flessibile che mantenga comunque l'insegnamento della lingua materna (assicurata dalla presenza di insegnanti madrelingua), ma che sia allo stesso tempo uguale per tutti e senza distinzione di classi.

Il diploma di maturità europea sarà il primo strumento, seguito poi dall'opportunità Erasmus, che garantirà una reale mobilità degli studenti, in Europa prima e in seguito in tutto il mondo. Naturalmente è implicita l'importanza del tutorato per l'integrazione sociale, culturale e linguistica degli studenti in entrata e bisogna incoraggiare, grazie al supporto di corsi intensivi, il raggiungimento di un'ottima padronanza linguistica. (come ricordato dal 2001 ad oggi dalla giornata europea delle lingue che si tiene regolarmente ogni 26 settembre).

Ritengo che la cooperazione tra scuole europee attuali a quelle regionali (primarie e secondarie) rimanga la *conditio sine qua non* per lo sviluppo del rinnovato sistema scolastico europeo, ma non nascondo la mia preoccupazione per il futuro delle scuole regionali italiane che – in virtù della nuova riforma "Gelmini" – in alcune piccole comunità territorialmente svantaggiate potrebbero addirittura scomparire.

4-235

**Cristian Silviu Buşoi (ALDE), in writing.** – The processes undertaken by the European Union in the last few decades and the ever-evolving educational system have meant that a new perspective on the role and importance of the European Schools has to be taken into consideration. Given the latest enlargement of the EU to 27 Member States and with the increase in EU staff that implies, the significance of a well-reformed European School has become an issue of high priority.

In order to improve future expectations from the European Schools, we must approach the sensitive issues challenging the current system and identify the problems in order to design the foreseeable changes. Thus there is great demand for a



newly drawn-up and comprehensive reform of the European Schools, so as to make them more competitive and transparent on a European level and to design their full-weight purpose in a more up-to-date way.

The implementation of the principle of non-discrimination while granting fundamental freedoms to the pupils must be at the core of the new system in order to make it fully operational and in their own benefit. Nevertheless, the financing of the European Schools must be also reevaluated by taking into account indiscriminating measures for the pupils with regard to their division into categories.

4-236

**14 - Documents received: see Minutes**

4-238

**15 - Written declarations included in the register (Rule 116): see Minutes**

4-239

**16 - Forwarding of texts adopted during the sitting: see Minutes**

4-240

**17 - Dates of forthcoming sittings: see Minutes**

4-241

**18 - Adjournment of the session**

4-242

**President.** – I declare adjourned the session of the European Parliament.

*(The sitting closed at 16.05)*